

NOTE TO USERS

This reproduction is the best copy available.

UMI[®]



Université d'Ottawa • University of Ottawa



Université d'Ottawa - University of Ottawa

FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES
ET POSTDOCTORALES

FACULTY OF GRADUATE AND
POSTDOCTORAL STUDIES

RATHWELL, Shawn

AUTEUR DE LA THÈSE - AUTHOR OF THESIS

M.A. (histoire)

GRADE - DEGREE

Département d'histoire

FACULTÉ, ÉCOLE, DÉPARTEMENT - FACULTY, SCHOOL, DEPARTMENT

TITRE DE LA THÈSE - TITLE OF THE THESIS

**Le sentiment d'appartenance au sein de
la communauté canadienne-française à Ottawa (1852 à 1912)**

Nicole St-Onge

DIRECTEUR DE LA THÈSE - THESIS SUPERVISOR

EXAMINATEURS DE LA THÈSE - THESIS EXAMINERS

R. Choquette

C. Gaffield

J.-M. De Koninck, Ph.D.

LE DOYEN DE LA FACULTÉ DES ÉTUDES
SUPÉRIEURES ET POSTDOCTORALES

SIGNATURE

DEAN OF THE FACULTY OF GRADUATE
AND POSTDOCTORAL STUDIES

**Le sentiment d'appartenance au sein de la communauté
canadienne-française à Ottawa, (1852 à 1912)**

Shawn Rathwell

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures
et postdoctorales de l'Université d'Ottawa en vue de
l'obtention de la Maîtrise ès arts en Histoire

Département d'histoire
Faculté des arts
Université d'Ottawa

© Shawn Rathwell, Ottawa, Canada, 2004



Library and
Archives Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Published Heritage
Branch

Direction du
Patrimoine de l'édition

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file *Votre référence*
ISBN: 0-494-01589-6
Our file *Notre référence*
ISBN: 0-494-01589-6

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.


Canada

RÉSUMÉ

LA COMMUNAUTÉ CANADIENNE-FRANÇAISE D'OTTAWA, (1852-1912)

Même s'il y a une présence francophone en Ontario depuis le régime français, c'est surtout à partir du deuxième quart du XIX^e siècle, à la suite des problèmes socio-économiques qui émergent au Québec qu'une forte population canadienne-française s'y installe définitivement. Étant issus du même milieu, les Francophones du Québec et de l'Ontario partagent plusieurs des mêmes valeurs.

Dès le début du XIX^e siècle, la conjoncture politique et socio-économique permet au mouvement nationaliste canadien-français du Québec de prendre de plus en plus d'envergure. Il connaîtra tout un cheminement mais pour une très longue période, c'est-à-dire à partir de l'Acte d'union allant jusqu'à la Révolution tranquille, le nationalisme canadien-français du Québec est principalement dominé par l'idéologie ultramontaine. Mais qu'en est-il de l'Ontario? Ce phénomène de prise d'identité nationale et de revendications se réalise-t-il en Ontario français?

La communauté canadienne-française de l'Ontario adhère effectivement, elle aussi, au nationalisme. Les membres de cette communauté dynamique sont fiers de démontrer leur appartenance à un même groupe. Ils forment différents organismes tels que l'Institut canadien-français, la Société St-Jean-Baptiste, l'Union St-Joseph et l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario par lesquels ils vivent leur culture, célèbrent leur fierté nationale et revendiquent leurs droits. Les Canadiens français d'Ottawa bénéficient également d'un très bon encadrement de la part du clergé. Les évêques du diocèse d'Ottawa lutteront conjointement avec les organismes laïcs pour que la communauté atteigne ses buts et réalise ses aspirations. Les autres membres du

clergé fourniront aussi des services essentiels que ce soit en matière de santé ou d'éducation.

Les Canadiens français d'Ottawa appartiennent bel et bien à une nation et il s'agit de la nation canadienne-française, la même qui est présente au Québec à la même époque. La situation québécoise et ontarienne n'est pas la même. Les Canadiens français de ces deux provinces vivent des expériences différentes et témoignent des événements selon diverses perspectives. Ils ne partagent pas, non plus, nécessairement tous les mêmes objectifs. Les Canadiens français d'Ottawa commencent peu à peu à se distinguer de ceux du Québec. Toutefois, ils demeurent réellement le même groupe et partagent essentiellement la même identité tout au long de la période étudiée, c'est-à-dire au cours des soixante ans qui précèdent l'entrée en vigueur du règlement XVII en 1912.

REMERCIEMENTS

Je souhaite remercier le professeur Nicole St-Onge d'avoir accepté la direction de cette thèse et pour sa patience et la confiance qu'elle m'a accordée lorsque le cumul des autres responsabilités a parfois ralenti le rythme de mon travail.

Je tiens également à exprimer ma reconnaissance à ma conjointe Bonnie pour la relecture et ses mots d'encouragement.

BIBLIOGRAPHIE

Sources d'archives

Archives de l'archidiocèse d'Ottawa. Correspondance de Monseigneur Guigues. *Registres des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. I à IX.

Archives de l'archidiocèse d'Ottawa. Correspondance de Monseigneur Duhamel. *Registres des lettres de M^{gr} Duhamel*, mars 1881 à juin 1909.

Archives nationales du Canada. Fonds de l'Institut Canadien-Français d'Ottawa, MG-29-D4.

Archives nationales du Canada. Fonds Benjamin Sulte, MG-29-D5.

Archives nationales du Canada. « Recensement fédéral de 1871 ». *ArchiviaNet*, www.archives.ca/02/02010803_e.html.

Université d'Ottawa. Archives de l'Université d'Ottawa. Fonds de la Société des Débats français, 58 – 3975.6 et 3975.36.

Université d'Ottawa. Centre de recherche en civilisation canadienne-française. Fonds de l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario, C2.

Université d'Ottawa. Centre de recherche en civilisation canadienne-française. Fonds Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste d'Ontario, C19.

Université d'Ottawa. Centre de recherche en civilisation canadienne-française. Fonds de l'Institut canadien-français d'Ottawa, C36.

Université d'Ottawa. Centre de recherche en civilisation canadienne-française. Fonds de l'Union St-Joseph d'Ottawa, C20.

Université Saint-Paul. Archives Deschâtelets. Fonds JE 205; JE 451-460; JE 635; JE 637; JE 639; G DM X-2 a6; HE 1871.G95 D4; JE 101.C21 R8 et 58 (cote 3975.36).

Sources imprimées

Courrier Fédéral, du 1^{er} décembre au 30 décembre 1887.

Le Courrier d'Ottawa, 3 avril 1861.

s. a. « La Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa ». *Le Droit*, vol. I, no 72 (21 juin 1913), p. 4.

s. a. « Les cent ans de l'Institut canadien-français ». *Le Droit*, 11 juin 1953, p. 17-21.

- s. a. « Ralliement canadien-français ». *Le Droit*, vol. I, no 72 (21 juin 1913), p. 1.
- La Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa. *Lisez et faites lire*. Ottawa, 1^{er} novembre 1919.
- La Société St-Vincent de Paul. *Rapport du Conseil Supérieur du Canada pour les années 1928-1929*. Québec, Imprimerie Charrier et Dugal Ltée, 1930. 170 p.
- La Société St-Vincent de Paul. *Rapport du Conseil Supérieur du Canada de 1930 à 1936 inclusivement*. Québec, 1937. 158 p.
- La Société St-Vincent de Paul. *Rapport du Conseil Supérieur du Canada pour les années 1938 et 1939*. Québec, 1940. 116 p.
- Université d'Ottawa. Centre de recherche en civilisation canadienne-française. Fonds de l'Institut canadien-français d'Ottawa, C36-6/1/1. POIRIER, Sénateur Pascal. *Réminiscences*. 1908. 35 p.
- Université d'Ottawa. Centre de recherche en civilisation canadienne-française. Fonds de l'Union St-Joseph d'Ottawa, PER 1587-A. *Bulletin officiel*, mai 1895 à avril 1897.
- Université d'Ottawa. Centre de recherche en civilisation canadienne-française. Fonds de l'Union St-Joseph d'Ottawa, PER 1587-B. *Bulletin officiel*, mai 1897 à décembre 1902.
- Université d'Ottawa. Centre de recherche en civilisation canadienne-française. Fonds de l'Union St-Joseph d'Ottawa, PER 1587-C. *Le Prévoyant*, janvier 1903 à décembre 1905.
- Université d'Ottawa. Centre de recherche en civilisation canadienne-française. Fonds de l'Union St-Joseph d'Ottawa, PER 1587-C. *Le Prévoyant*, janvier 1906 à décembre 1906.
- Études :**
- ARÈS, Richard. « Qui fera l'avenir des minorités francophones au Canada? » *L'Action nationale*, vol. 62, p. 349-377.
- ARÈS, Richard. « Les minorités franco-canadiennes : étude statistique ». *Transactions of the Royal Society of Canada*, vol. 13 (1975), p. 123-132.
- BALTHAZAR, Louis. *Bilan du nationalisme au Québec*. Montréal, l'Hexagone, 1986. 212 p. coll. « Politique et Société ».
- BEHIELS, Michael. "Transcending the Bounds of Nationalism : Contemporary Quebec Historiography". *Acadiensis*, vol. 11 (1981), p. 115-137.

- BOCK, Michel. *Lionel Groulx, les minorités françaises et la construction de l'identité canadienne-française. Étude d'histoire intellectuelle*. (Thèse de doctorat), Université d'Ottawa, 2003.
- BOYD, John. *The Nationalist movement*. Montréal, 1911. 14 p.
- BROUSSEAU, Marc. « La géographie et le nationalisme canadien-français ». *Recherches Sociographiques*, vol. 33 (1992), p. 407-428.
- BROWN, Clément. *L'éveil de la nationalité canadienne-française : les prémices du nationalisme canadien-français*. 1948.
- CARRIÈRE, Gaston. «Guigues, Joseph-Bruno». *Dictionnaire biographique du Canada*.
- CARTWRIGHT, D. G. "Ecclesiastical Territorial organisation and institutional conflict in Eastern and Northern Ontario, 1840-1910". *Historical Papers*, (1978), p. 176-198.
- CHOQUETTE, Robert. "L'Église d'Ottawa sous Mgr Guigues, 1848-74". *Sessions d'Études : Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, vol. 44 (1977), p. 57-62.
- CHOQUETTE, Robert. *Langue et religion. Histoire des conflits anglo-français en Ontario*. Ottawa, Les Éditions de l'Université d'Ottawa, 1980. 268 p.
- CHOQUETTE, Robert. *L'Église catholique dans l'Ontario français du dix-neuvième siècle*. Ottawa, Les Éditions de l'Université d'Ottawa, 1984. 365 p.
- COMEAU, Gayle. *The Role of the Union St-Joseph du Canada in the Organisation of the Association canadienne-française d'éducation d'Ontario*. (Mémoire), Université de Montréal, février 1982, 142 p.
- CORRIVEAU, Céline. *Le leadership franco-ontarien de la région d'Ottawa-Carleton*. (Thèse), Université d'Ottawa, 1981. 121 p.
- DUMONT, Fernand *et al.* (dir.). *Idéologie au Canada français, 1850-1900*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1971.
- DUMONT, Fernand *et al.* (dir.). *Idéologie au Canada français, 1900-1929*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1974.
- FAHEY, Curtis. «Réserves du clergé». *Encyclopédie du Canada*, vol. III, p. 1696.
- FRENETTE, Yves. *Brève histoire des Canadiens français*. Boréal, Louiseville (Québec), 1998. 209 p.

- GAFFIELD, Chad. *Aux origines de l'identité franco-ontarienne. Éducation, Culture, Économie*. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, coll. « Amérique française », 1993. 284 p.
- GAFFIELD, Chad. *Language, Schooling and Cultural Conflicts : The Origins of the French Language Controversy in Ontario*. Montréal et Kingston, Presses des Universités McGill et Queen, 1987. 249 p.
- GAFFIELD, Chad. "Cultural Challenge in Eastern Ontario : Land, Family and Education in Nineteenth Century". (Thèse), Université de Toronto, DAI 1979 40(2) : 710-711-A.
- GINGRAS, François-Pierre. « Une compagne de route : l'Église catholique, de la naissance à l'éclatement du nationalisme canadien-français ». *Études d'histoire religieuse*, vol. 60 (1994), p. 5-24.
- GUINDON, Roger. « L'Université d'Ottawa et le Couvent Rideau ». *Cultures du Canada français*, vol. 6 (1989), p. 47-61.
- HAMELIN, Jean. *Le Canada français : son évolution historique*. Trois-Rivières, Le Boréal Express, 1968. 64 p.
- HURTUBISE, Pierre. « M^{gr} de Charbonnel et M^{gr} Guigues, o.m.i. La lutte en faveur des écoles séparées à la lumière de leur correspondance (1850-1856) ». *Revue de l'Université d'Ottawa*, p. 38-61.
- LABRIE, Normand et Gilles Forlat (dir.). *L'enjeu de la langue en Ontario français*. Sudbury, Prise de parole, 1999. 269 p.
- LALONDE, A.-N. « L'intelligentia du Québec et la migration des Canadiens-Français vers l'ouest canadien ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33 (1979), p. 163-185.
- LALOUX-JAIN, Geneviève. *Les manuels d'histoire du Canada au Québec et en Ontario (de 1867 à 1914)*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1974. 250 p.
- LAMONTAGNE, Léopold. « Ontario : The Two Races ». WADE, Mason (éd.). *Canadian Dualism. Studies of French-English Relations*. Toronto, University of Toronto Press, 1960. p. 351-373.
- LAMOUREUX, Georgette. *Bytown et ses Pionniers canadiens-français*. Ottawa, 1978. 364 p.
- LAMOUREUX, Georgette. *Ottawa 1855-1876 et sa population canadienne-française*, tome II, 1980. 294 p.

LANG, Stéphane. *La communauté franco-ontarienne et l'enseignement secondaire (1910-1968)*. (Thèse de doctorat), Université d'Ottawa, 2003.

LECLERC, Charles. *L'Union St-Joseph du Canada : son histoire, son œuvre, ses artisans*. Ottawa, 1939. 89 p.

LORANGER, Joseph-Pierre. *L'Union Saint-Joseph, témoin d'une période tendue dans l'histoire franco-ontarienne*. Ottawa, 1978.

MAGNON, C.-J. *Historique de la Société de Saint-Vincent de Paul au Canada*. Québec, Imprimerie le soleil, 1931.

MARIEL, Marcel. « Les Relations entre le Québec et les Francophones de l'Ontario. De la survivance aux Dead Ducks, 1937-1969 ». (Thèse), 1965. Ottawa, Bibliothèque nationale du Canada, 1995.

MARION, Séraphin. *Origines de l'Institut canadien-français d'Ottawa et la Société royale du Canada*. Société royale du Canada, extrait du Cahier des Dix, no. 39 (1974). 40 p.

MARTEL, Marcel. *Le deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et déroute du Canada français : les rapports entre le Québec et la francophonie, 1867-1975*. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1997. 203 p.

MORIN, Rosaire. « Les Francophones hors Québec ». *L'Action nationale*, vol. 84 (décembre 1994), p. 429-498.

OUELLET, Fernand. "Historiographie canadienne et nationalisme". *La Société royale du Canada*, vol. 13 (1975), p. 25-39.

PELLETIER, Jean Yves. « L'Institut canadien-français d'Ottawa (fondé en 1852) : la doyenne des sociétés françaises de l'Ontario ». KESHEN, Jeff et Nicole ST-ONGE (dir.). *Construire une capitale – Ottawa – Making a Capital*, Les presses de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 2001. p. 125-149.

PERIN, Roberto et Gayle COMEAU-VASILOPOULOS. «Duhamel, Joseph-Thomas». *Dictionnaire biographique du Canada*.

PORTES, Jacques. « Le problème des idéologies du Canada Français à la fin du XIXe et au début du XXe siècle ». *Revue d'histoire économique et sociale*, vol. 53 (1975), p. 574-577.

RIVET, Laurier. *La Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa, 1853-1953*. (Thèse), Université d'Ottawa, 1976. 171 p.

SAVARD, Pierre. « Un quart de siècle d'historiographie québécoise, 1947-1972 ». *Recherches Sociographiques*, (1973), p. 77-96.

SARRA-BOURNET, Michel (dir.). *Les nationalismes au Québec du XIXe au XXIe siècle*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2001. 364 p., coll. « Prisme ».

SÉGUIN-KIMPTON, Lise. « La langue gardienne de la Foi : Enjeux et Stratégies derrière le souci de préserver la langue française minoritaire en Ontario, 1900-1930 ». (Thèse), DAI 1993 53(8) : 3012-A.

SYLVESTRE, Paul-François (éd.). *Le discours franco-ontarien*. Ottawa, Les Éditions l'Interligne, 1985. 114 p.

SYLVESTRE, Paul-François. *Les journaux de l'Ontario français, 1858-1983*. Sudbury, Université de Sudbury, 1984. 59 p., coll. « Société historique du Nouvel-Ontario, no 81.

URQUHART, Malcolm Charles et Kenneth BUCKLEY (éd.). *Statistiques historiques du Canada*. Toronto, MacMillan, 1995. 800 p.

INTRODUCTION

La présence francophone en Ontario remonte au régime français. Toutefois, les grandes vagues d'immigrations massives ont surtout eu lieu à partir du deuxième quart du XIX^e siècle à la suite des problèmes socio-économiques qui émergent au Québec. De plus, plusieurs membres du clergé de l'Église catholique romaine canadienne-française du Québec se font les grands promoteurs de la colonisation en Ontario avec l'espoir de ralentir le phénomène d'exode des Canadiens français vers les filatures américaines et par le fait même sauvegarder les âmes de leurs ouailles. C'est le cas des curés colonisateurs tels que le Père Labelle qui encouragent les Canadiens français du Québec à immigrer vers l'ouest que ce soit en Ontario ou au Manitoba. Étant donc issus du même milieu, les Francophones du Québec et de l'Ontario partagent plusieurs des mêmes valeurs.

Dès le début du XIX^e siècle, la conjoncture politique et socio-économique permet au mouvement nationaliste canadien-français du Québec de prendre de plus en plus d'envergure. Le nationalisme se poursuit au XX^e siècle et se définit en fonction des idéologies et des activités de certaines grandes personnalités telles qu'Honoré Mercier, Henri Bourassa, le chanoine Lionel Groulx et André Laurendeau. Par ailleurs, ces derniers agissent en conformité avec les désirs du clergé qui détient une influence de premier plan au sein de la société canadienne-française du Québec : c'est l'ultramontanisme qui prime. Mais qu'en est-il de l'Ontario? Ce phénomène de prise d'identité nationale et de revendications se réalise-t-il en Ontario français?

Le présent travail de thèse examinera le mouvement nationaliste canadien-français en Ontario au cours des soixante ans qui précèdent l'entrée en vigueur du règlement XVII, c'est-à-dire entre 1852 et 1912. Plus précisément, il s'agira d'étudier le

cas de la communauté canadienne-française à Ottawa où il existe déjà à cette époque une élite dynamique contrairement à d'autres régions, notamment celle du Nord, qui est plutôt à un stade de développement moins avancé. De plus, l'année 1852 a été retenue comme point de départ du travail parce qu'elle coïncide avec la fondation de l'Institut canadien-français d'Ottawa, la première institution ontarienne laïque d'encadrement des Canadiens français.

L'exercice consiste à découvrir s'il y a bel et bien un tel mouvement de sentiment national en Ontario à cette époque. Bien que la question du nationalisme est complexe et difficile à évaluer, le présent travail de thèse démontrera qu'il existe de fait un certain sentiment d'appartenance à un même groupe. La communauté canadienne-française de la région d'Ottawa est très dynamique, surtout par rapport aux activités culturelles : théâtre, musique, littérature, rassemblements patriotiques, célébrations de toutes sortes. Il y a donc une manifestation publique de leur appartenance identitaire à un même peuple, à une même nation. Elle est également très bien encadrée autant par le clergé que par des organismes laïcs. De plus, elle s'organise afin de mieux s'épanouir et de revendiquer avec une meilleure efficacité pour faire valoir ses droits. Il sera possible de constater que l'éducation, bien que non exclusive, demeure la préoccupation première pendant toute la période étudiée.

Il sera possible d'analyser les idéologies et les activités de plusieurs organismes et sociétés culturels ainsi que la documentation personnelle de certains chefs de file de la communauté canadienne-française de l'Ontario à Ottawa. Malheureusement, cette dernière source est tout de même très limitée. Il ne s'agit que d'une poignée de dossiers de quelques pages environ se retrouvant dans deux dépôts d'archives : le Centre de recherche en civilisation canadienne-française et les Archives nationales du Canada. Si

la recherche est poursuivie, il serait important de découvrir s'il existe de la documentation sur d'autres chefs de file dans diverses archives familiales à travers la province et, le cas échéant, d'en obtenir accès. L'examen de la documentation utilisée, surtout celle des organisations, nous permettra de peindre une image assez juste de la situation du nationalisme canadien-français de l'élite dans la région d'Ottawa. Il est également important de jeter un regard sur la dynamique qui existe entre les organes d'encadrement laïcs et le clergé du diocèse d'Ottawa.

Les premiers intellectuels à faire l'histoire du Canada français ne sont pas des historiens de métier proprement dit et ce jusqu'en 1940.¹ Parmi les plus importants, il y en a trois en particulier dont il faut retenir le nom : François-Xavier Garneau (un notaire de profession), Thomas Chapais (un politicien conservateur qui adhère à l'idéologie ultramontaine) et le chanoine Lionel Groulx (un prêtre issu du milieu rural). Ce sont des historiens amateurs qui ne possèdent pas de méthodologie bien définie. À l'exception de Lionel Groulx, ils ne font pas d'histoire critique.² Ils ne s'intéressent pas nécessairement à l'histoire du mouvement nationaliste qui est présent dans la société québécoise depuis le début du XIXe siècle. Ils sont plutôt, eux-mêmes, des nationalistes et ils examinent le passé en fonction de leurs idéologies et de leurs motivations personnelles par rapport au rôle de la nation canadienne-française au Québec. Ils ne font donc pas de l'histoire sur le nationalisme mais de l'histoire nationaliste.

Ces trois hommes subissent également l'influence de l'Église catholique. Garneau qui laisse transparaître ses idéaux anticléricaux et gallicans au début doit

¹ Michael Behiels, "Transcending the Bounds of Nationalism : Contemporary Quebec Historiography", *Acadiensis*, vol. 11 (1981), p. 116.

² Fernand Ouellet, "Historiographie canadienne et nationalisme", *La Société royale du Canada*, vol. 13 (1975), p. 26-29.

éventuellement modifier son histoire pour qu'elle soit conforme à la vision de l'Église qui représente l'autorité prépondérante au sein de la société québécoise du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle.³ Pour ce qui s'agit des deux autres, ils sont tout à fait en accord avec l'idéologie qui domine à leur époque respective.⁴

Garneau, Chapais et particulièrement Groulx parlent surtout du passé glorieux de la Nouvelle-France, de l'importance des traditions et des luttes pour la survivance du peuple canadien-français depuis la Conquête.⁵ Pour eux, le régime français constitue l'âge d'or du peuple canadien-français.⁶ Ils sont d'avis que, sous l'administration de la Nouvelle-France, les Canadiens français peuvent s'épanouir pleinement. De plus, ces derniers peuvent également vivre selon les traditions françaises qui valorisent la terre (le monde rural), la religion catholique et les institutions telles que le régime seigneurial et les lois françaises (la Coutume de Paris). Toutefois, depuis 1760, les Canadiens français doivent continuellement lutter pour leur survivance que ce soit pour conserver leur liberté religieuse ou pour s'approprier une part du pouvoir. Sous le Régime anglais et plus tard, à la suite de la Confédération, la société canadienne-française subit plusieurs influences britanniques, notamment celle de l'industrialisation, qui s'avèrent également néfastes pour le maintien des traditions françaises. Selon les ultramontains, l'industrialisation et l'urbanisation sont deux courants dangereux pour le pouvoir du clergé et la religion catholique. En ville, les Canadiens français sont exposés à plusieurs vices et débauches.

³ *Ibid.*, p. 27.

⁴ *Ibid.*, p. 28.

⁵ *Ibid.*, p. 26-29.

⁶ M. Behiels, *op. cit.*, p. 115.

Malgré la prédominance du genre patriotique et nationaliste des premiers intellectuels du Canada français, il y a une production historique scientifique importante au cours du deuxième quart du XXe siècle. Gustave Lanctôt et Antoine Roy, par exemple, détiennent tous les deux un doctorat de l'Université de la Sorbonne. Gustave Lanctôt, pour sa part, s'intéresse à l'histoire de la Nouvelle-France et à d'autres courants historiques. Il publie entre autres une biographie sur François-Xavier Garneau. Il y a même certains chercheurs qui ont fait des études avancées en histoire. C'est le cas de Léon Pouliot et de Laval Laurent qui détiennent chacun un doctorat en histoire des Universités de Rome et de Washington. Ils étudient, eux aussi, le régime français. Léon Pouliot publie *Étude sur les Relations des Jésuites* en 1940 tandis que Laval Laurent est l'auteur de *Québec et l'Église aux États-Unis sous M^{gr} Briand et M^{gr} Plessis*, thèse qui paraît à Washington en 1945. La liste des auteurs qui publient des ouvrages scientifiques à cette époque s'étend davantage. Il n'y a donc pas seulement de l'histoire littéraire et nationaliste qui se produit au Canada français lors de cette période.⁷

Toutefois, c'est à l'année 1947⁸ que l'on associe le plus grand changement dans le domaine de l'étude de l'histoire au Québec. Cette année correspond à la création des sciences sociales et des départements d'histoire aux universités de Montréal et de Laval. À partir de ce moment, l'étude de l'histoire se professionnalise. Elle devient plus critique et elle fait appel à l'utilisation de méthodologies de plus en plus rigoureuses. Cette évolution est due à plusieurs facteurs. Il y a tout de même certains courants de pensées spécifiques qui influencent plus particulièrement l'historiographie canadienne-

⁷ Pierre Savard, « Un quart de siècle d'historiographie québécoise, 1947-1972 », *Recherches Sociographiques*, (1973), p. 79-81.

⁸ *Ibid.*, p. 81.

française. Il s'agit de l'École des Annales, fondée en 1950, ainsi que les idéologies socialistes et marxistes⁹

Or, il y a toujours certains chercheurs qui tentent d'expliquer l'évolution historique canadienne-française du Québec en fonction de leurs objectifs nationalistes et indépendantistes. C'est le cas de l'École de Montréal et de ses trois chefs de file : Guy Frégault, Michel Brunet et Maurice Séguin. D'après Brunet et Séguin en particulier, la Conquête a eu comme effet de dépourvoir le peuple canadien-français de sa bourgeoisie. Il est donc privé d'une élite forte qui saurait défendre ses intérêts et assurer son plein épanouissement en matière socio-économique et politique. D'après l'École de Montréal, c'est la raison pour laquelle il existe des iniquités sociales et économiques entre les Canadiens français et les Canadiens anglais du Québec depuis 1760. En ce qui a trait à la méthodologie, Brunet et Frégault font toujours usage des démarches traditionnelles, non quantitatives.¹⁰

À l'opposé, il y a les membres de l'École de Québec qui sont les tenants d'une thèse et d'une méthodologie bien différente. Pour eux, l'histoire s'insère parmi les sciences sociales. Tout en essayant de mettre de l'avant leur propre méthodologie, les historiens peuvent bénéficier grandement des démarches des autres disciplines lorsqu'ils font de la recherche. La multiplication des données quantitatives et la coopération entre les diverses disciplines permettent l'atteinte d'un meilleur niveau de compréhension de l'histoire. Ces chercheurs de l'Université Laval font surtout de l'histoire économique, sociale et démographique. Ils s'éloignent également de l'histoire nationaliste.¹¹

⁹ M. Behiels, *op. cit.*, p.116.

¹⁰ F. Ouellet, *op. cit.*, p. 34-35.

¹¹ *Ibid.*, p. 35-36.

Plusieurs historiens se sont penchés sur la question du nationalisme en analysant les œuvres et les activités de certains grands nationalistes que ce soit les historiens amateurs mentionnés plus haut ou bien d'autres chefs de file du mouvement à différentes époques. Serge Gagnon a étudié les textes historiques de Garneau et de Groulx. Joseph Levitt s'est attardé à la problématique entourant le personnage d'Henri Bourassa et de son rôle dans l'expression du nationalisme des années 1920. Michael Behiels et P. M. Senese ont publié un ouvrage sur Groulx. Behiels avec l'aide de Ramsey Cook a également étudié le nationaliste André Laurendeau. Ces chercheurs s'intéressent donc à l'histoire intellectuelle canadienne-française du Québec. D'autres spécialistes de cette discipline se sont mis à analyser l'évolution des idéologies au sens large. Ils consacrent donc une part de leurs études à l'analyse du nationalisme en tant qu'idéologie. C'est le cas de Denis Monière, de Jean-Paul Bernard, de Fernand Dumont, de Jacques Portes, de François-Pierre Gingras et de Susan Mann Trofimenkoff.¹²

Le politicologue Louis Balthazar, pour sa part, a publié *Bilan du nationalisme au Québec* en 1986 dans lequel il brosse une brève évolution du nationalisme canadien-français québécois depuis ses débuts. Il s'agit donc d'un exemple récent d'une étude qui tente de faire une synthèse de l'histoire du nationalisme. Avant ceci, il faut remonter aux travaux de Clément Brown et de John Boyd qui datent de 1948 et 1911 respectivement. Un collectif vient également d'être publié sous la direction de Michel Sarra-Bournet aux presses de l'Université Laval. Il s'agit de l'ouvrage *Les nationalismes au Québec du XIX^e au XXI^e siècle* qui rassemble plusieurs articles sur le sujet dont un se rapportant plus directement à la période étudiée.

¹² M. Behiels, *op. cit.*, p. 124-126.

Dans un deuxième temps, il serait essentiel de jeter un coup d'œil sur l'historiographie canadienne-française de l'Ontario. Les ouvrages portant sur le nationalisme français en Ontario ne sont pas nombreux. De fait, aucune étude ne traite directement du sujet. Il y a toutefois quelques auteurs qui s'intéressent à la question identitaire et culturelle des Franco-Ontariens. Chad Gaffield se retrouve au centre de ces débats sur l'identité avec son livre *Aux origines de l'identité franco-ontarienne. Éducation, Culture, Économie* en 1993. Par ailleurs, Michel Bock dépose une thèse de doctorat *Lionel Groulx, les minorités françaises et la construction de l'identité canadienne-française. Étude d'histoire intellectuelle* au département d'histoire de l'Université d'Ottawa en 2003.

La problématique des crises scolaires constitue le thème par excellence des historiens. Plusieurs se penchent aussi sur les autres questions de lutte et de survie. Cette fois, la liste est plus longue. Elle comprend D. G. Cartwright qui écrit l'article "Ecclesiastical Territorial organisation and institutional conflict in Eastern and Northern Ontario, 1840-1910" dans *Historical Papers* en 1978 et Chad Gaffield qui publie *Language, Schooling and Cultural Conflicts : The Origins of the French Language Controversy in Ontario* en 1987. On y retrouve également le collectif *L'enjeu de la langue en Ontario français* dirigé par Normand Labrie et Gilles Forlat ainsi que la thèse de doctorat de Lise Séguin-Kimpton intitulée « La langue gardienne de la Foi : Enjeux et Stratégies derrière le souci de préserver la langue française minoritaire en Ontario, 1900-1930 » en 1993. Enfin, Stéphane Lang produit la thèse de doctorat *La communauté franco-ontarienne et l'enseignement secondaire (1910-1968)* en 2003. Ces derniers ne sont toutefois pas très prolifiques en la matière. Exception faite de Chad Gaffield, ces auteurs comptent seulement un article ou un livre sur le sujet.

Il existe également des études qui portent sur divers autres thèmes de la vie française en Ontario. D'abord, il faut mentionner les analyses démographiques sur les minorités francophones au Canada réalisées par Richard Arès. Ensuite, certains historiens s'intéressent à l'histoire politique de la communauté franco-ontarienne : Céline Corriveau publie *Le leadership franco-ontarien de la région d'Ottawa-Carleton* et Georgette Lamoureux lègue la chronologie *Bytown et ses Pionniers canadiens-français*. Toutes deux se penchent sur la vie des chefs de file de la communauté à Ottawa tandis que Marcel Martel étudie les relations entre le Québec et les Franco-Ontariens dans *Le deuil d'un pays imaginé... : les rapports entre le Québec et la francophonie, 1867-1975*. Pour leur part, Pierre Poulin et Ronald Rudin se mettent à publier des ouvrages sur le mouvement des caisses populaires en Ontario. Ces derniers décident donc d'examiner certains aspects de l'histoire économique et institutionnelle de l'Ontario français. Enfin, il existe une production assez considérable sur l'histoire de l'Église catholique en Ontario dont Robert Choquette constitue l'autorité en la matière avec plusieurs titres à son nom.

Les études reliées directement ou indirectement à la question du nationalisme canadien-français étant limitées et même, parfois, inexistantes en ce qui a trait à l'Ontario, le travail de thèse nécessitera une analyse approfondie de plusieurs sources.

Dans le cadre de la présente recherche, il serait plutôt opportun d'examiner surtout la documentation se rattachant au nationalisme canadien-français sous sa forme ontarienne. Il sera donc possible de fouiller la mince documentation personnelle d'autant de chefs de file franco-ontariens que possible : Albert Constantineau, Napoléon-Antoine Belcourt et Benjamin Sulte (les trois seuls dont nous avons trouvé de

la documentation) afin de voir quelle est l'implication de chacun au sein de la communauté.

Ensuite, il serait surtout essentiel et nécessaire d'examiner les principaux organismes et sociétés francophones qui oeuvrent à Ottawa entre 1852 et 1912. Il s'agira notamment de dépouiller les fonds de l'Association canadienne-française de l'Ontario, de la Société St-Jean-Baptiste, de l'Institut canadien-français, de la Société des Débats français et de l'Union Saint-Joseph. Cet examen permettra de découvrir comment fonctionnent ces organismes, qui en sont membres, quelle est leur idéologie, quelles sont leurs oeuvres, quel est leur rôle dans l'encadrement de la communauté et quelle est leur importance au sein du mouvement de revendication des Canadiens français de l'Ontario.

Le clergé catholique de l'Ontario possède aussi plusieurs documents qui pourraient s'avérer utiles de consulter afin de mieux comprendre sa propre contribution ainsi que de voir la dynamique qui existe entre l'Église et les organes d'encadrement laïcs. Principalement, il faudrait consulter la correspondance de Monseigneur Guigues et de Monseigneur Duhamel. Toutefois, il sera également possible de chercher dans les fonds d'archives des Pères Oblats.

En considérant l'ensemble des oeuvres des auteurs énumérés plus haut, il est possible d'affirmer que la question du nationalisme canadien-français au Québec a fait l'objet d'un nombre assez important d'études. Il y a également certains travaux qui analysent différents éléments de l'histoire franco-ontarienne. L'historiographie fait tout de même preuve de plusieurs lacunes. Les historiens se sont surtout penchés sur la période postérieure à la mise en place du règlement XVII en histoire franco-ontarienne. De plus, bien que certains s'intéressent à la question de l'identité et de la vie culturelle des

Franco-Ontariens, personne n'a étudié le mouvement nationaliste en Ontario. Voilà donc l'importance de la présente étude. La recherche proposée tente de combler un vide. Il serait essentiel d'étudier le nationalisme canadien-français en Ontario au cours des premiers quarante-cinq ans de la Confédération afin de mieux comprendre comment s'est formée la communauté franco-ontarienne et comment elle a évolué.

CHAPITRE 1

DÉFINITION DE CERTAINS CONCEPTS

1.1 Nation et nationalité

Le présent travail se penche sur des concepts qui peuvent faire appel à diverses interprétations selon les circonstances. Par conséquent, il est essentiel de bien définir leur sens en ce qui a trait à leur emploi dans le texte qui suit afin d'éliminer toute source de confusion.

Il s'agit d'abord de définir les termes « nation » et « nationalité ». Dans son *Bilan du nationalisme au Québec*, le politicologue Louis Balthazar définit la nation comme étant :

Un groupe de personnes qui, au-delà d'unités élémentaires comme la famille, le clan, la tribu, acceptent de vivre ensemble sur un territoire donné, partagent un certain nombre de valeurs, d'habitudes, de souvenirs et d'aspirations, parlent la même langue (plus souvent) et sont régis par une organisation politique.¹³

Par ailleurs, la nation n'est pas synonyme d'ethnie ni de race. Ce sont des concepts différents. Par exemple, toujours selon Balthazar, il existe plusieurs groupes ethniques aux États-Unis sans toutefois qu'il n'y ait plus d'une nation américaine. Il y a une seule culture américaine. Il est possible pour une personne de s'insérer à l'intérieure d'une nation mais il est difficile de s'intégrer à un groupe ethnique qui n'est pas le sien.¹⁴ C'est donc l'exemple actuel du « melting-pot » américain où les diverses nations s'assimilent à une même culture en opposition à la mosaïque multiculturelle canadienne qui tend à encourager la survivance de multiples nations au sein d'un même pays.

¹³ Louis Balthazar, *Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1986, p. 20.

¹⁴ *Ibid.*, p. 23-25.

Pour sa part, François-Pierre Gingras parle de nation d'une façon quelque peu différente de Balthazar.

Une communauté prend le nom de « nation » quand ses membres développent une volonté commune de promouvoir leurs caractéristiques propres en agissant sur le pouvoir politique. De la même façon qu'on peut parler en prose sans le savoir, il n'est pas nécessaire qu'une communauté utilise le vocable « nation » pour qu'elle en soit une. D'une certaine façon, la nation est la perspective politique d'une réalité sociale dont l'autre face est la culture. (...). Une nation, pourrait-on aussi dire, c'est une communauté avec une volonté.¹⁵

Ces deux définitions se ressemblent énormément mais celle de Balthazar semble plutôt se situer dans la sphère de l'acquis politique tandis que celle de Gingras repose davantage dans l'aspiration, c'est-à-dire dans le désir de s'exprimer comme entité politique.

Bien qu'elles soient semblables, les deux définitions qui viennent d'être élaborées se complètent bien et s'avèrent efficaces à représenter adéquatement la situation en Ontario français pendant l'époque qui sera à l'étude. Les Canadiens français de la région d'Ottawa constituent bel et bien une nation dans ce sens qu'ils forment un groupe, ils vivent sur un territoire (l'Ontario et plus spécifiquement la ville d'Ottawa), ils ont en commun un certain nombre de choses : histoire, valeurs, religion, langue, ils partagent des aspirations et ils possèdent des organismes qui défendent leurs droits et revendiquent en leur nom.

1.2 Nationalisme

Le nationalisme est souvent perçu comme étant péjoratif puisque exprimé à sa forme extrême, en Europe, il a mené au fascisme de Mussolini et de Franco et au nazisme

d'Hitler. C'est donc un concept que l'on associe au chauvinisme, à la xénophobie, à la haine et à l'injustice. Toutefois, le nationalisme n'est pas un mouvement nécessairement négatif. Il est, entre autres, responsable de la Révolution française et de la décolonisation en Afrique. Dans ce contexte, il est donc synonyme de démocratisation, de liberté, d'équité et de justice. Le nationalisme est « un mouvement qui consiste à accorder une priorité à l'appartenance nationale et à lutter pour une meilleure reconnaissance de la nation à laquelle on appartient »¹⁶.

Selon le politicologue Louis Balthazar, il y a quatre modèles du nationalisme. Premièrement, il y a le nationalisme moderne qui remonte à la Révolution française, c'est-à-dire à la révolution bourgeoise. Cet événement s'associe à l'abandon d'un ancien régime, à la modernisation et à la laïcisation; il prend racine dans les idées du mouvement des Lumières. Ce modèle s'applique partiellement au nationalisme que l'on retrouve au Bas-Canada entre 1791 et 1838 et au nationalisme québécois de la Révolution tranquille.¹⁷

Deuxièmement, il y a le nationalisme traditionnel. Cette forme-ci s'appuie sur les traditions et se veut apolitique. Il correspond au nationalisme ultramontain du Canada français des années 1840 à 1960.¹⁸

Troisièmement, il y a le nationalisme étatiste qui voit le jour à la fin du XIX^e siècle et aussi au XX^e siècle avec l'avènement de la prise de conscience ouvrière et du socialisme. Le nationalisme n'est pas seulement politique puisqu'il devient social et

¹⁵ François-Pierre Gingras, «Une compagne de route : L'Église catholique, de la naissance à l'éclatement du nationalisme canadien-français», *Études d'histoire religieuse*, vol. 60 (1994), p. 5.

¹⁶ L. Balthazar, *Op. cit.*, p. 19.

¹⁷ *Ibid.*, p. 25-27.

¹⁸ *Ibid.*, p. 27-29.

économique. C'est alors qu'apparaissent le suffrage universel et l'état providence afin de satisfaire aux besoins de chacun et d'éviter une révolution populaire. L'État s'appuie sur la nation et sur la conscience nationale pour se légitimer. Ce modèle s'applique également au Québec de la Révolution Tranquille des années soixante et soixante-dix.¹⁹

Quatrièmement, il y a le nationalisme autonomiste qui se replie sur l'appartenance ethnique et sur les traditions lointaines. La nation exprime un désir de souveraineté politique pour son peuple. Il s'agit du Québec des années récentes sous le gouvernement péquiste. On veut une plus grande autonomie et un meilleur contrôle des institutions. Cette forme peut potentiellement mener à l'extrémisme et devenir très néfaste tel que nous l'a montré l'exemple de l'Allemagne nazie.²⁰

1.3 Canadiens français

De façon générale, est Canadien français quiconque a un ancêtre paternel d'origine française, a le français comme langue maternelle ou a le français comme langue d'usage.²¹ Statistiquement parlant toutefois, les Canadiens français sont ceux et celles qui ont indiqué Français comme origine ethnique sur les divers recensements. En Ontario, 17 057²² personnes ont indiqué qu'elles étaient d'origine française dont 7582²³ dans l'Est ontarien (incluant les comtés de Carleton, Prescott, Russell, Stormont, Dundas, Leeds, Grenville, Lanark, Renfrew et Glengarry ainsi que les villes d'Ottawa et de Cornwall). C'est donc dire que 44,5 % des Canadiens français de l'Ontario habitent l'est ontarien dont une grande majorité la région étendue du diocèse d'Ottawa.

¹⁹ *Ibid.*, p. 30-32.

²⁰ *Ibid.*, p. 32-34.

²¹ Richard Arès, « Les minorités franco-canadiennes : étude statistique », *Transactions of the Royal Society of Canada*, vol. 13 (1975), p. 123.

²² Recensement fédéral de 1871, *ArchiviaNet*, Archives nationales du Canada, www.archives.ca/02/02010803_e.html.

Examinons plus précisément de quoi est constituée la population canadienne-française d'Ottawa. Lors du premier recensement fédéral en 1871, 7176²⁴ personnes ont déclaré résider à Ottawa. Parmi celles-ci, 2167²⁵ ont indiqué d'être de descendance française ce qui signifie 30,2 % de la population.

Une grande majorité de la population canadienne-française n'est toutefois pas native de la région ni même de la province de l'Ontario. 85,7 % des Canadiens français sont d'origine du Québec tandis que 12,2 % d'entre eux seulement proviennent de l'Ontario. En ce qui a trait aux autres, 1 % des gens de langue française arrivent directement de la France, 0,8 % des États-Unis et 0,3 % d'ailleurs au monde.²⁶

En observant d'un peu plus près la population canadienne-française d'origine ontarienne, on se rend compte qu'elle est assez jeune. De fait, 44,7 % des habitants qui la constituent se situent dans la catégorie d'âge des dix-neuf ans et moins tandis que 37,1 % d'entre eux sont âgés de vingt à vingt-neuf ans et seulement 18,2 % sont âgés de trente ans et plus.²⁷ Dans un autre ordre d'idées, il est intéressant de constater que la plupart des Canadiens français d'Ottawa occupent un travail d'ouvrier mais qu'il y a également plusieurs fonctionnaires, commerçants et hommes de professions libérales.²⁸

1.4 Bytown et Ottawa

Au XIX^e siècle, le diocèse d'Ottawa couvre une superficie très importante allant de la frontière du diocèse de Montréal à la jonction du Fleuve St-Laurent et de la rivière des Outaouais au sud-est jusqu'à la Baie James au nord-ouest et longeant les diocèses de

²³ *Ibid.*

²⁴ *Ibid.*

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*

Québec, de Toronto, de Kingston et du Nord-ouest. On y retrouve les comtés de Prescott, Russell, Carleton, Renfrew, Nipissing et Algoma en Ontario ainsi que les comtés de Labelle, Wright et Pontiac du côté québécois.²⁹

La ville proprement dite d'Ottawa se retrouve dans le comté de Carleton et se nomme originalement Bytown. Bytown est fondée en 1826 et incorporée en 1850. Elle est à nouveau incorporée en 1855 sous le nom Ottawa et c'est en 1857 qu'elle devient la capitale de la province du Canada.

Conformément aux définitions élaborées, il est possible d'affirmer que la communauté canadienne-française d'Ottawa adhère au mouvement nationaliste en ce sens où elle s'affirme, consciemment ou non, comme entité nationale, elle se dote d'institutions et elle revendique ses droits.

²⁹ Université Saint-Paul, Archives Deschâtelets, fonds HE 1871.G95 D4 ex.1.

Carte de l'Est ontarien en 1874



CHAPITRE 2

L'ORGANISATION DES CANADIENS FRANÇAIS D'OTTAWA

2.1 Institut canadien-français d'Ottawa

Il faut d'abord examiner l'Institut canadien-français d'Ottawa qui, jusqu'à la création de l'ACFEO, joue sans aucun doute un rôle de premier plan dans l'encadrement de la communauté canadienne-française d'Ottawa. Selon l'article II de sa constitution de 1855, cet organisme a été fondé dans la poursuite d'un « but d'union, d'instruction mutuelle, d'amusements et de progrès général. À ces fins, les membres de cette société se réuniront une fois par semaine dans un local à eux approprié où ils discuteront et adapteront les moyens que la majorité décidera être à propos, ou nécessaires. Ils auront à leur disposition une bibliothèque et une chambre de lecture. »³⁰ À ses débuts, l'Institut vise donc avant tout à stimuler l'épanouissement intellectuel et culturel de ses membres par l'entremise de sa bibliothèque. Il diversifiera toutefois ses activités au cours du XIX^e siècle tout en conservant la sauvegarde des intérêts des Canadiens français à l'avant-garde de ses préoccupations.

Au milieu du XIX^e siècle, lorsque le Mechanic's Institute décide d'exclure les Canadiens français aux postes d'officiers et envisage même les chasser complètement de l'organisme, Joseph Balsura Turgeon et plusieurs autres Canadiens français de la région prennent la décision de fonder leur propre cabinet de lecture. C'est ainsi que naît l'Institut le jour de la St-Jean-Baptiste 1852. Au début, il y a une trentaine de membres

³⁰ Université d'Ottawa, CRCCF, fonds ICFO, C36/1/3.

puisque ce sont trente et une signatures que nous retrouvons sur le document constitutionnel de 1855.³¹ (voir l'annexe 1 et l'annexe 8 pour les présidents)

Pour devenir membre actif de l'Institut canadien-français d'Ottawa, on doit être un homme catholique de descendance canadienne-française (selon la constitution, quiconque est né ou a été adopté par un parent canadien-français ou qui vient de la France) et âgé d'au moins seize ans. Les membres doivent également payer une redevance annuelle d'un dollar cinquante ou s'ils préfèrent, ils peuvent déverser quinze cents par mois.³² Compte tenu qu'un charpentier gagne environ un dollar soixante-quinze par jour vers les années 1870 et que le salaire quotidien moyen d'un ouvrier est d'un dollar, il est possible d'affirmer que tous peuvent se permettre de défrayer l'adhésion.³³ L'Institut n'est donc pas un organisme élitiste. Les Canadiens français de toutes les couches sociales peuvent y accéder. De fait, il est dans les pratiques de l'Institut de faire la lecture des journaux à voix haute pour que chacun, les personnes analphabètes inclusivement, puisse être informé des actualités. Lorsque l'Institut décide de s'incorporer le neuf février 1856, il possède une collection de cent trente-cinq livres.³⁴

Sur le plan idéologique, l'Institut canadien-français d'Ottawa n'est pas anticlérical ni affilié à aucun parti politique en particulier. De fait, la religion et la politique, comme la coutume bourgeoise l'oblige en certaines occasions, sont deux sujets de discussion et de débat proscrits en tout temps dans les locaux de l'Institut. Il ne semble pas non plus, que l'organisme ait été anti-impérialiste. Au contraire, les procès

³¹ *Ibid.*, C36-6/1/2.

³² *Ibid.*, C36/1/3.

³³ Urquhart et Buckley, *Statistiques historiques du Canada*, MacMillan, 1995.

³⁴ Université d'Ottawa, CRCCF, fonds ICFO, C36/1/3.

verbaux de l'Institut sont parsemés de mentions positives au sujet de la Couronne britannique. On célèbre divers événements vécus par la Reine Victoria. On conserve même un portrait de cette dernière dans l'enceinte des lieux de l'Institut. L'Institut favorise l'affirmation et l'épanouissement du peuple canadien-français à l'intérieure même du Canada tout en respectant l'ordre établi.

2.2 Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa

La Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa entre en scène presque simultanément que l'Institut canadien-français, soit en 1853. De fait, ce sont les mêmes hommes qui en sont les instigateurs et les membres pour très longtemps; il est même difficile de dissocier les activités de l'une et de l'autre de ces organisations.

« [...], assurer la survivance de l'âme française, et fournir aux forces de résistances à l'assimilation ces armes vierges encore de toute défaite qu'on appelle l'action et la force de l'association. »³⁵ Voilà ce que pensait Ludger Duvernay en fondant la première Société St-Jean-Baptiste à Montréal en 1834. C'est autour des mêmes aspirations que s'organise la branche d'Ottawa dont le docteur Cléophas Trottier de Beaubien assure d'abord la présidence. Malgré sa fondation officielle en 1853, il est fort probable qu'il existait un regroupement semblable auparavant qui s'occupait entre autre des préparatifs pour la célébration annuelle de la fête de la St-Jean-Baptiste. Ce groupe aurait également lutté en faveur de la tempérance. Cette profession de foi et de tempérance se serait fait conjointement avec les Catholiques irlandais de la ville d'Ottawa. À partir du milieu du XIX^e siècle, les Canadiens français veulent s'affirmer pleinement comme membre de la grande famille canadienne-française

³⁵ La Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa, *Lisez et faites lire*, Ottawa, 1^{er} novembre 1919, p. 9.

et dorénavant le vingt-quatre juin devient non seulement fête religieuse mais également fête patriotique.³⁶

Le douze août 1913, la Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa est légalement constituée en vertu d'une charte du gouvernement ontarien. Elle se donne pour mandat « le progrès de la race canadienne-française, la perpétuation de sa langue, de ses traditions et de ses caractères ethniques. »³⁷ Ses membres actifs et honoraires appartiennent aux diverses sections paroissiales d'Ottawa et sont dirigés par un Bureau central élu au mois de décembre de chaque année. Il y a trois assemblées générales par année, le recrutement s'effectue par section et les membres doivent payer une redevance d'un dollar. Les travaux de la société sont relégués à quatre commissions permanentes nommées par le Bureau : intérêts nationaux, arts et sciences, municipale, patronage.³⁸

La commission des intérêts nationaux s'occupe de la revendication des droits des Canadiens français en matière économique, religieuse, sociale et scolaire. Par exemple, elle fait la promotion du système scolaire séparé et s'implique dans le mouvement de la colonisation canadienne-française en Ontario. Dans le domaine des arts et des sciences, la SSJBO organise des conférences et des cours pour rendre les connaissances accessibles aux Canadiens français. La commission municipale, pour sa part, œuvre pour assurer une représentation canadienne-française au Conseil municipal d'Ottawa. Enfin, la commission du patronage fait du lobbying pour que les Canadiens français puissent équitablement bénéficier des contrats et des emplois des divers paliers du gouvernement. (voir l'annexe 9 pour la liste des présidents)

³⁶ *Ibid.*, p. 13-15.

³⁷ *Ibid.*, p. 15.

2.3 L'Union Saint-Joseph d'Ottawa

La Société de l'Union Saint-Joseph d'Ottawa a été fondée le vingt-deux mars 1863 par le cordonnier Cuthbert Bordeleau et incorporée le premier juin 1864 sous le nom anglais *The St-Joseph Union Society of the City of Ottawa*.³⁹ Il y a douze membres fondateurs (voir l'annexe 2). Cette société se donne pour mandat d'aider et de secourir ses membres en cas de maladie et d'assurer un soutien monétaire aux veuves et aux enfants des membres décédés.⁴⁰

Pour être admis, un membre doit être âgé entre seize et quarante-cinq ans, avoir la réputation de vivre selon de bonnes habitudes et être en bonne santé. De plus, on doit être d'origine canadienne-française, catholique romain, appartenir à la classe travaillante ou mercantile et ne pas faire partie de sociétés secrètes ni d'adhérer à d'autres activités condamnées par l'Église. Les médecins sont les seules gens de professions libérales pouvant être admis à l'Union Saint-Joseph. Lorsqu'une personne satisfait aux critères de base, elle doit être parrainée par un membre et sa candidature doit être approuvée par les autres. Ce délibéré se fait par voie de scrutin secret.⁴¹

En plus de venir en aide à ses membres et à leur famille de façon pécuniaire, l'Union Saint-Joseph vise à développer leur éducation morale et intellectuelle. Elle se donne aussi comme mission de lutter pour la communauté canadienne-française. Plus précisément, l'Union travaille au maintien et à la propagande de la langue française ainsi

³⁸ *Ibid.*, p. 17.

³⁹ Université d'Ottawa, CRCCF, fonds USJO, C20/B1/4.

⁴⁰ *Ibid.*, C20/B1/1.

⁴¹ *Ibid.*

qu'à la consolidation des institutions civiles et religieuses de la nation canadienne-française.⁴²

L'Union Saint-Joseph va modifier sa constitution à quelques reprises au cours du XIX^e siècle. Les fondements de bases demeurent essentiellement les mêmes. Son administration, par contre, se professionnalise davantage et les membres ne participeront plus à sa gestion. Au fur et à mesure que le siècle avance, la société connaît une expansion considérable. En juin 1899, notamment, il y a onze conseils locaux.⁴³ (voir l'annexe 3) En date du trente et un décembre 1898, il y a 1460 membres dont trente-deux ont été suspendus et soixante-trois ne sont pas en règle, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas défrayé leurs primes. Le nombre de membres ne cesse d'augmenter passant de 4048⁴⁴ pour l'année 1900-1901 à 23 000⁴⁵ en 1908. L'Union Saint-Joseph est donc un organisme qui a été couronné de succès.

2.4 Autres cercles et organismes

En plus de ces trois principaux organes, il y a plusieurs autres regroupements de divers membres de la communauté canadienne-française d'Ottawa. Nous comptons parmi ceux-là la Société des Débats Français⁴⁶ qui est l'ancêtre de la Comédie des Deux Rives de l'Université d'Ottawa et qui fonde le journal étudiant *La Rotonde* en 1932. Cette société voit le jour en décembre 1887 sous la direction du Père Langevin et se donne principalement pour mandat la formation des jeunes Canadiens français comme

⁴² *Ibid.*, C20/B1/4.

⁴³ *Ibid.*, C20/V58.

⁴⁴ *Ibid.*, C20/V59.

⁴⁵ Joseph-Pierre Loranger, *L'Union Saint-Joseph, témoin d'une période tendue dans l'histoire franco-ontarienne*, Ottawa, 1978, p. 4.

⁴⁶ Université Saint-Paul, Archives Deschâtelets, fonds 58, cote 3975.36.

orateur. Elle vise également à « raviver chez eux la flamme du patriotisme »⁴⁷. La Société des Débats français connaît des débuts tumultueux puisqu'elle cesse d'exister en 1893. Elle reprend toutefois deux ans plus tard sous la direction du Père Duhaut. Il s'ensuit une consolidation de l'organisme et c'est à partir du XX^e siècle qu'elle vit une réelle effervescence. Le premier débat public a lieu en mai 1905 au sous-sol de l'église Sacré-Cœur⁴⁸. Les dirigeants travaillent à une meilleure implication dans la communauté canadienne-française ainsi qu'à faire augmenter la participation de cette dernière. En 1907, La Société des Débats français se divise en deux sections : junior et senior. Sa présence devient de plus en plus importante. À son apogée, la Société organise un débat hebdomadaire à l'interne et deux activités annuelles à l'externe : un grand débat public et une pièce de théâtre. De plus, elle participe annuellement au débat de la Ligue des débats interuniversitaires pour le trophée Villeneuve et au débat interuniversitaire radiophonique pour le trophée Radio-Canada.⁴⁹ Malheureusement, la recherche n'a pas permis de recenser toutes les activités de la Société des Débats Français au cours de cette période d'étude. Il est impossible de savoir si les intérêts ont toujours été les mêmes. Toutefois, en examinant les suggestions de sujets pour les débats de l'année 1910⁵⁰ : unité ou union raciale, le Canada est-il aux Canadiens, Canadiens ou Canadiens français, la cession du Canada à l'Angleterre fut-elle favorable aux Canadiens français, il est possible de constater que la question de l'identité et du nationalisme est au cœur des préoccupations. Enfin, il est intéressant de constater que la

⁴⁷ *Ibid.*, p. 39.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 42.

⁴⁹ Université Saint-Paul, Archives Deschâtelets, fonds JE 451.C69R 24, Arcade Guindon, *Courte historique des Oblats à Bytown et au Collège de Bytown*, décembre 1979, p. 4.

⁵⁰ *Ibid.*, fonds 58, cote 3975.6.

Société des Débats français a été l'accompagnatrice de plusieurs futurs chefs de file de la communauté canadienne-française dans leur cheminement personnel. Notons entre autres l'avocat Adélaré Ouimet, le docteur Damien Masson, le colonel Joseph Landry et l'évêque F.-X. Brunet.⁵¹ Cet organisme a donc vécu selon sa devise « Préparons-nous »⁵²; elle a aidé certains jeunes Canadiens français à prendre leur place et à jouer un rôle plus important dans la société.

Il y a également plusieurs organismes de charité qui viennent en aide aux Canadiens français. La Société Saint-Vincent-de-Paul en est une dont les œuvres sont impressionnantes et qui travaille pour le bien de la région entière et non seulement au sein de la communauté canadienne-française.⁵³ C'est en 1860 qu'elle fait son apparition lorsque les Catholiques de la ville fondent deux conférences : « Our Lady » de langue anglaise et « Notre-Dame » de langue française. Ces conférences sont encadrées par un conseil particulier afin de pouvoir mieux coordonner les efforts de la Société. Les Canadiens français créent la conférence Ste-Anne en 1874 ainsi que la conférence Saint-Jean Baptiste d'Ottawa en 1882. En 1878, ces mêmes gens réussissent à obtenir leur propre conseil particulier de langue française pour la ville d'Ottawa. Auparavant, toutes les conférences étaient sous la direction du même conseil. Même si à partir de cette date, les conférences de langue anglaise et française oeuvrent sous différentes juridictions, il n'y a pas de conflits d'intérêts. Il y a même un sentiment de coopération. Après tout, la Société Saint-Vincent-de-Paul, présente un peu partout dans le monde, a

⁵¹ *Ibid.*, fonds 58, cote 3975.36.

⁵² *Ibid.*, fonds JE 451.C69R 24, Arcade Guindon, *Courte historique des Oblats à Bytown et au Collège de Bytown*, décembre 1979, p. 4.

⁵³ Georgette Lamoureux, *Ottawa 1855-1876 et sa population canadienne-française*, Tome II, édité par l'auteur, 1980, p. 25.

des objectifs bien précis qui sont les mêmes partout où elle oeuvre.⁵⁴ Ses activités sont nombreuses et variées. Dès 1884, elle organise des comités de visites aux malades des hôpitaux pour leur apporter joie et réconfort.⁵⁵ De plus, les membres de la SSVP visitent les prisonniers, organisent des camps d'été pour les jeunes, rééduquent les jeunes contrevenants, s'occupent des orphelins, encouragent l'entraide parmi les jeunes, amassent des fonds pour fournir manuels scolaires, combustibles à chauffage etc., assistent les chômeurs et plus tard organisent la guignolé à Noël.⁵⁶

D'autre part, Mère Élisabeth Bruyère et les Sœurs Grises jouent certainement un rôle important surtout en ce qui a trait aux services de soins de santé et d'éducation. Ce sont elles, entre autres, qui fondent l'Hôpital général d'Ottawa en 1960⁵⁷ et un hospice pour personnes âgées en 1871. La plupart des résidents de l'hospice y vivent sans frais et tous y sont soignés gratuitement par les docteurs Beaubien, St-Jean, Robillard, Sewell et Hill.⁵⁸ L'Orphelinat Saint-Joseph, pour sa part, ouvre officiellement les portes de son nouvel édifice en 1868 à l'angle des rues Cathcart et Sussex. On y loge quarante-deux orphelins, sept personnes âgées, deux religieuses et une domestique.⁵⁹ Entre 1866 et 1875, l'Orphelinat accueille 1020 orphelins en tout.⁶⁰ Il bénéficie de l'appui de la

⁵⁴ C.-J. Magnon, *Historique de la Société de Saint-Vincent de Paul au Canada*, Québec, Imprimerie le soleil, 1931, p. 8.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 54-55.

⁵⁶ *Ibid.* et Société de la Saint-Vincent de Paul, *Rapport du Conseil Supérieur du Canada pour les années 1928-1929*, Québec, Imprimerie Charrier et Dugal Ltée, 1930, p. 97. Société de la Saint-Vincent de Paul, *Rapport du Conseil Supérieur du Canada de 1930 à 1936 inclusivement*, Québec, 1937, p. 6-15.

Société de la Saint-Vincent de Paul, *Rapport du Conseil Supérieur du Canada pour les années 1938 et 1939*, Québec, 1940, p. 21-25 et 70-73.

⁵⁷ G. Lamoureux, *Op. cit.*, p. 60.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 168.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 139-140.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 168.

Société de couture⁶¹ qui s'occupe de la confection et de la réparation des vêtements pour ses jeunes résidents, du Comité des dames patronnesses⁶² et de l'Association des Zélateurs de l'Orphelinat Saint-Joseph. Cette dernière travaille conjointement avec les dames de la Charité afin d'amasser des fonds en organisant des concerts, des bazars, des pique-niques et des loteries.⁶³

⁶¹ *Ibid.*, p. 92.

⁶² *Ibid.*, p. 140.

CHAPITRE 3

MANIFESTATIONS NATIONALES DES CANADIENS FRANÇAIS D'OTTAWA

3.1 Processions et célébrations religieuses, fêtes patriotiques et patronales

Au début, à Bytown, la St-Jean-Baptiste est avant tout une célébration de la foi et de la tempérance et c'est pourquoi elle est fêtée conjointement avec les Irlandais catholiques.⁶⁴ Vers le milieu du XIX^e siècle⁶⁵ toutefois, cette célébration annuelle devient peu à peu l'expression exclusive de l'affirmation nationale des Canadiens français de la région. De plus, elle prend de plus en plus d'importance et devient grandiose. La journée du vingt-quatre juin commence habituellement par un défilé dans la rue incluant, bien entendu, un char allégorique mettant en vedette le jeune Saint Jean-Baptiste aux cheveux blonds et aux yeux bleus tenant une brebis entre ses mains. Ensuite, une messe solennelle est célébrée à la cathédrale suivie de la bénédiction épiscopale et de la distribution des pains bénis et des feuilles d'érables. Enfin, on assiste à un grand banquet.⁶⁶ Il y a même parfois de grands discours publics et des feux de camps.⁶⁷ La fête de la St-Jean-Baptiste fait toujours l'objet d'importantes publicités dans le bulletin officiel de l'Union St-Joseph d'Ottawa⁶⁸ ainsi que des sujets de plusieurs articles de journaux locaux.

L'Union Saint-Joseph d'Ottawa organise annuellement une grande messe et une grande célébration en l'honneur de leur saint patron. De fait, selon les articles quinze et

⁶³ *Ibid.*, p. 168.

⁶⁴ La Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa, *Op. cit.*, p.13.

⁶⁵ Université d'Ottawa, CRCCF, fonds FSSJBO, C19.

⁶⁶ La Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa, *Op. cit.*, p.13.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 15.

⁶⁸ Université d'Ottawa, CRCCF, fonds USJO, PER 1587-A, *Bulletin officiel*, 15 juin 1895.

vingt-deux⁶⁹ de la constitution de l'organisme, tous les membres doivent obligatoirement participer aux festivités de cette journée ainsi qu'aux célébrations de la St-Jean-Baptiste à moins d'être grièvement malade. C'est toujours le cinq mai que nous fêtons Saint Joseph et cette journée est chômée par les membres de l'Union. Typiquement, une fête patronale de l'Union Saint-Joseph d'Ottawa débute par une messe dite par l'évêque, M^{gr} Duhamel, suivie d'une procession à travers la ville et clôturée par un grand banquet présidé d'invités d'honneurs qui livrent d'impressionnants discours. En comparant cet événement à celui de la St-Jean-Baptiste, il est possible d'affirmer que les fêtes patronales se ressemblent. Toutefois, celle de la St-Jean-Baptiste est plus importante puisqu'elle se veut un rassemblement de la communauté canadienne-française entière et non seulement des membres d'un organisme. Parfois, les célébrations se font conjointement avec les membres des compagnies sœurs et l'Union Saint-Joseph d'Ottawa assiste, elle aussi, aux festivités de ces dernières. En 1899⁷⁰, par exemple, on envoie deux délégations, une à Montréal, l'autre au Vermont.

L'Union Saint-Joseph d'Ottawa utilise judicieusement son bulletin officiel comme moyen de communication avec ses membres et la communauté canadienne-française en général. On fait, entre autres, de la publicité de la fête patronale afin de s'assurer une très grande participation mais aussi pour vanter les succès de ces manifestations patriotiques. C'est ainsi que les lecteurs du bulletin peuvent lire :

Ces démonstrations-là font du bien. Elles laissent des traces profondes dans les cœurs. L'amour du pays pousse des racines plus vives. L'union nationale fait un pas en avant. De là monte pour nous un sentiment d'orgueil, de fierté qui, réuni au sentiment de notre force, nous fortifie sur la

⁶⁹ *Ibid.*, C20/B1/1.

⁷⁰ *Ibid.*, PER 1587-B, *Bulletin officiel*, du 15 avril et du 15 juin 1899.

route où nous marchons et inspire aux autres races le respect et l'admiration de la nôtre.⁷¹

dans l'édition du quinze juillet 1901 au sujet de la fête patronale du mois précédent.

3.2 Vie et fierté culturelle et linguistique

Sans contredit, la vie culturelle de la communauté canadienne-française d'Ottawa est prépondérante et il sera possible de le démontrer tout au long de cette section en parlant des nombreuses activités que ce soit le théâtre, les soirées littéraires sous forme de conférence, les débats, les concerts (orchestres, piano, chants, opérettes), les concours scolaires et les fêtes de toutes sortes. (voir l'annexe 4)

L'Institut canadien-français d'Ottawa est réellement un des chefs de file en ce qui a trait aux activités culturelles dans la communauté canadienne-française d'Ottawa. De fait, il en relève de son mandat de viser l'épanouissement intellectuel et culturel de ses membres.

Parlons d'abord de littérature puisque l'Institut, surtout à ses débuts, est avant tout un cabinet de lecture. Par conséquent, sa bibliothèque et sa salle de lecture demeureront toujours au centre des préoccupations. La bibliothèque de l'Institut compte un bon nombre de livres dans sa collection et les membres peuvent les emprunter. De plus, au fil des ans, certains bienfaiteurs viendront l'enrichir davantage. C'est le cas de l'Empereur Napoléon III en septembre 1859⁷² qui, grâce à l'intervention du Père Tabaret, fait un don de soixante-douze volumes à l'Institut.⁷³ Toutefois, la collection subira quelques malheureuses pertes à cause d'incendies qui affligent l'Institut tel que celui de 1887 qui détruit l'édifice en entier. Dans son livre des comptes payables et

⁷¹ *Ibid.*

⁷² Université d'Ottawa, CRCCF, fonds ICFO, C36/6/3.

⁷³ *Ibid.*, C36-6/1/1, *Réminiscences* du Sénateur Pascal Poirier, 1908, p. 4.

recevables pour les années 1865 à 1893, il est possible de voir que l'Institut est abonné à vingt-neuf journaux⁷⁴ différents au cours de cette période (pas tous en même temps toutefois) dont *Le Courrier d'Outaouais*, *Le Canadien*, *The Daily Montreal Gazette*, *The Toronto Globe Weekly*, *La Minerve*, *Le Courrier des États-Unis* et *The Ottawa Citizen*. (voir l'annexe 5 pour la liste complète et les années d'abonnement) L'Institut est également l'instigateur de certains projets de publication. C'est lui, par exemple, qui fonde *Le Courrier de l'Outaouais* en 1860.⁷⁵

En plus de lire ou de se faire lire journaux et œuvres littéraires, les membres de l'Institut ont l'occasion d'assister à de nombreuses conférences dont celles du Cercle des familles, organisme fondé par Stanislas Drapeau en 1870. Ce cercle littéraire qui œuvre pendant deux décennies environ organise des soirées littéraires, musicales et théâtrales.⁷⁶

C'est justement à l'occasion d'une grande conférence à l'Institut qu'est née l'idée de fonder la Société royale du Canada. En 1877, lors du vingt-cinquième anniversaire de l'Institut canadien-français d'Ottawa, le président Pascal Poirier organise une grande conférence littéraire à laquelle participent plusieurs illustres intellectuels canadien-français : Chauveau, Buies, Legendre, Bourassa, Faucher de Saint-Maurice, l'abbé Casgrain, Poisson, Beauchemin, Fréchette, Eventurel, Donnely, Marchand, De Celles, Prud'homme, Nantel, Routhier, Provencher Dunn, Dansereau, Bellemare, David, Tremblay, Tarte, Tardivel, Gagnon, Gélinas, Levasseur, Prendergast, Chouinard et d'autres dont certains Anglophones. J. C. Taché, Joseph Tassé, Alphonse Benoît et

⁷⁴ *Ibid.*, C36-V6.

⁷⁵ *Ibid.*, C36-6/1/1, *Réminiscences* du Sénateur Pascal Poirier, 1908, p. 4.

⁷⁶ Jean Yves Pelletier, « L'Institut canadien-français d'Ottawa (fondé en 1852) : la doyenne des sociétés françaises de l'Ontario » dans Jeff Keshen et Nicole St-Onge (dir.), *Construire une capitale – Ottawa – Making a Capital*, Les presses de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 2001, p. 134.

Benjamin Sulte décide de fonder la Société littéraire du Canada qui a justement servi de modèle à la Société royale du Canada. Le Gouverneur général Lord Dufferin figurait parmi les invités d'honneurs à cette conférence. Il a été grandement impressionné par le talent des orateurs et a voulu créer une société royale littéraire et scientifique. Toutefois, il est rapidement rapatrié en Grande-Bretagne et ce sera son successeur, Lord Lorne qui fondera officiellement la Société royale du Canada. Parmi les vingt premiers membres francophones de cette société, la moitié était des participants à la conférence de l'Institut dont deux de ses anciens présidents, Joseph Tassé et Benjamin Sulte⁷⁷

Tel que démontré, l'Institut œuvre de façon importante à l'avancement intellectuel de ses membres et de la population en général et ce non seulement par ses conférences. Il encourage aussi les études par ses cours, par ses concours, auprès des étudiants ou même, en participant à certaines activités scientifiques, à l'extérieur d'Ottawa.

Le dix août 1857, par exemple, le conseil de gestion passe une motion en faveur de parrainer six élèves du Collège de Bytown afin de leur venir en aide dans leurs études.⁷⁸ Dès les années 1860 et longtemps après, l'Institut offre des cours, pour la plupart, gratuitement. Au début, il s'agit surtout de cours de lecture⁷⁹ afin d'alphabétiser le plus grand nombre de Canadiens français (tel que mentionné au chapitre deux, plusieurs des membres de l'Institut sont illettrés). Mais, peu à peu, les cours se spécialisent davantage. En 1870, une école des arts appliqués à l'industrie ouvre ses portes et l'enseignement se fait gratuitement un soir par semaine pour les membres de

⁷⁷ Séraphin Marion, *Origines de l'Institut canadien-français d'Ottawa et la Société royale du Canada*, Société royale du Canada, extrait du Cahier des Dix, no. 39, 1974, p. 36-40.

⁷⁸ Université d'Ottawa, CRCCF, fonds ICFO, C36/6/3.

l'Institut.⁸⁰ Plus tard, en examinant les motions de l'année 1897 et 1898, on se rend compte que M. Lefebvre donne un cours sur la comptabilité tandis que le docteur Chevrier enseigne l'hygiène. Pour leur part, M. A. A. Dion instruit les gens sur le sujet de l'électricité, le chanoine Plantin enseigne l'économie et la politique puis, Jude Routhier s'occupe de donner le cours d'architecture.⁸¹ Enfin, au début du XX^e siècle, l'Institut reçoit une invitation à assister au quinzième anniversaire de l'Académie des Sciences à St-Louis aux États-Unis.⁸²

La Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa croit, elle aussi, dans le bien fondé d'encourager l'éducation et l'épanouissement intellectuel. C'est pourquoi en octobre 1897, elle participe à la mise en place des cours de l'Institut.⁸³ En 1905⁸⁴, la SSJBO décide de contribuer à l'œuvre des récompenses aux élèves des écoles séparées qui offre des prix et des médailles aux écoliers méritants.

C'est un peu dans ce même schème de pensée que l'Institut et M^{gr} Duhamel décident de fonder la Société des Beaux-Arts de l'Institut canadien-français d'Ottawa en 1881.⁸⁵ Il s'agit de la première société du genre pour les Canadiens français à Ottawa. Cette institution s'adresse particulièrement à la jeunesse ouvrière puisqu'elle se concentre davantage sur le dessin industriel. Encore une fois, elle a été créée dans le but de mieux former les jeunes canadiens-français et de leur assurer un meilleur avenir.⁸⁶

⁷⁹ *Ibid.*, C36 V1

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ *Ibid.*, C36/6/3.

⁸² *Ibid.*, C36/15/2.

⁸³ Université d'Ottawa, CRCCF, fonds FSSJBO, C19/41/4.

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ Université d'Ottawa, CRCCF, fonds ICFO, C36 V2.

⁸⁶ *Ibid.*, C36-V18.

L'Institut s'intéresse particulièrement à la formation en art oratoire des jeunes Canadiens français afin qu'ils puissent par la suite prendre leur place et jouer un rôle important dans la sphère publique. Il fonde donc le Club des débats en 1873⁸⁷ et le Club de discussion de l'Institut en 1879⁸⁸.

Bien entendu, le théâtre joue un rôle très important dans la vie de la communauté canadienne-française d'Ottawa grâce surtout aux labours de l'Institut. Il y a même plusieurs auteurs dramatiques dans la région dont Augustin Laperrière (président de l'ICFO de 1878 à 1880) qui a rédigé le drame canadien *La caverne de Wakefield*⁸⁹. Ce drame a connu un grand succès au dire du Sénateur Pascal Poirier.

Le club dramatique de l'Institut, fondé le six décembre 1877⁹⁰, est un club permanent qui ne peut être dissout que par le comité de régie de l'Institut. Le directeur du club est nommé annuellement par ce même comité et possède de grandes responsabilités. C'est lui, entre autres, qui choisit les pièces de théâtre qui feront l'objet d'une représentation, qui fixe l'horaire des répétitions et des soirées et qui s'occupe de la distribution des personnages. Le club dramatique est tout de même doté d'un comité administrateur assuré par trois officiers : un président, un vice-président et un secrétaire trésorier. Toutefois, le directeur et le comité administrateur du club demeurent tous les deux sous la juridiction de l'Institut, surtout en ce qui a trait aux questions de moralité que peuvent soulever certaines pièces de théâtre. Après tout, l'activité théâtrale d'Ottawa doit se conformer à l'idéologie ultramontaine qui prédomine à Ottawa comme ailleurs au Canada français. Les comédiens du club doivent être des membres actifs de

⁸⁷ *Ibid.*, C36-6/1/1.

⁸⁸ *Ibid.*, C36 V2.

⁸⁹ *Ibid.*, C36-6/1/1.

⁹⁰ *Ibid.*, C36/22/7.

l'Institut canadien-français d'Ottawa. Par conséquent, il n'y a pas de comédiennes, exception faite des opéras à l'occasion desquels il est permis de recruter des femmes pour interpréter les personnages féminins.⁹¹ (revoir l'annexe 4 pour la liste des spectacles)

L'Orchestre de l'Institut canadien-français d'Ottawa fait son entrée en scène moins d'un an plus tard, le vingt-huit août 1878. L'organisation et le fonctionnement de l'orchestre sont quasi identiques à ceux du club dramatique à part la sélection du directeur artistique qui est choisie conformément aux recommandations de la majorité des membres actifs.⁹² Le quatorze décembre 1898⁹³, l'Institut met également sur pied L'Orphéon canadien-français d'Ottawa dans le but de développer le goût de la musique et du chant chez les Canadiens français. L'admission à L'Orphéon est gratuite et elle est ouverte à tous les Canadiens français de façon illimitée. Les cours de solfège sont offerts par Amédée Tremblay et les répétitions ont lieu les mercredis soirs. Au début, il y a soixante-dix⁹⁴ membres environ. Le premier concert de L'Orphéon canadien-français d'Ottawa est donné le jeudi dix-sept mai 1900⁹⁵ sous la direction d'Amédée Tremblay. Il s'agit d'un concert bénéfice pour les victimes du grand incendie de Hull et d'Ottawa dont les billets sont vendus au montant de vingt-cinq dollars chacun. L'événement reçoit beaucoup de publicité telle que des articles dans les journaux *The Ottawa Citizen*, le *Free Press* et *Le Temps*. Ainsi, il attire la présence d'illustres invités notamment Sir Wilfrid Laurier, M^{gr} Duhamel, Sir A. P. Carron et le maire Payment. L'Orphéon continue d'offrir des concerts annuels et divers autres spectacles à

⁹¹ *Ibid.*

⁹² *Ibid.*, C36-B22/8.

⁹³ *Ibid.*, C36-6/3/1.

⁹⁴ *Ibid.*

l'occasion d'événements spéciaux tels que lors de la célébration du vingt-septième anniversaire d'épiscopat de M^{gr} Duhamel. Enfin, il existe également un groupe musical étudiantin à partir de 1875. Il s'agit de la Société Ste-Cécile nommée d'après la sainte patronne des musiciens, qui regroupe les étudiants et les étudiantes du Collège de Bytown. Parmi ses activités, nous comptons la fanfare, le Glee Club, la chorale et l'orchestre.⁹⁶

Plusieurs des événements culturels et intellectuels de l'Institut sont gratuits. En d'autres occasions, il peut y avoir un coût de participation mais l'argent recueilli a toujours pour but d'aider divers organismes tels que l'Orphelinat Saint-Joseph, le Collège de Bytown, les sinistrés d'un incendie etc. ou pour financer un projet important de l'Institut, par exemple, la construction d'un nouvel édifice.

Dans un dernier temps, les fêtes et les jeux jouent également un rôle important dans le rassemblement des membres de la communauté canadienne-française d'Ottawa. Depuis 1862, l'Institut canadien-français d'Ottawa organise un souper aux huîtres auquel participent souvent des invités d'honneurs tels que Sir Wilfrid Laurier. Il y a la fête à la tire pour la Sainte-Catherine et d'autres célébrations selon le calendrier liturgique. L'Institut planifie aussi des tournois de billards et de jeux de cartes. De fait, la salle de jeux est meublée de six tables de billards et l'Institut possède six douzaines de queues à billards.⁹⁷ Ceci démontre sans aucun doute l'importance de cette activité pour les membres de l'Institut.

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ Université Saint-Paul, Archives Deschâtelets, fonds JE 451.C69R 24, Arcade Guindon, *Courte historique des Oblats à Bytown et au Collège de Bytown*, décembre 1979, p. 3.

3.3 Outils de communication : Journaux

En considérant ce qui vient d'être exposé, il est possible d'affirmer que le nationalisme canadien-français se manifeste et s'exprime bel et bien à Ottawa par l'entremise de nombreuses célébrations et activités culturelles. Il manque toutefois un ingrédient important. Une nation qui veut s'affirmer a grandement besoin d'outils de communication et un moyen de défendre ses intérêts. La communauté canadienne-française d'Ottawa dispose d'un bon réseau de journaux (voir l'annexe 6) qui, individuellement, connaissent une existence relativement courte mais qui, collectivement, assurent un moyen de communication et de diffusion efficace quasi constant tout au long de la durée de cette période d'étude. Comme l'a si bien dit le sénateur Gustave Lacasse, « Peu importe si un journal faillit à la tâche, un autre lui succédera. »⁹⁸

Le premier journal français à paraître en Ontario est *Le Progrès* d'Ottawa fondé le vingt mai 1858 par des membres de l'Institut canadien-français d'Ottawa soit le docteur Pierre Saint-Jean, Pascal Comte, Georges Carrière et Guillaume Demers.⁹⁹

La grande majorité des journaux de langue française en Ontario vise la revendication et la défense des droits et des valeurs des Canadiens français. Ceci devient encore plus évident lorsque nous considérons le nom et la devise de ces journaux. *La Sentinelle* (Hawkesbury, 1911), *Le Ralliement* (Clarence Creek, 1895), *La Justice* (Ottawa, 1912), *La Défense* (Windsor, 1918) et *Le Rempart* évoquent tous l'idée du combat et de la lutte. Pour leur part, *Le Clairon* (Windsor, 1913), *L'Écho du Nord* et

⁹⁷ Université d'Ottawa, CRCCF, fonds ICFO, C36/24/1.

⁹⁸ Le sénateur Gustave Lacasse cité dans Paul-François Sylvestre, *Les journaux de l'Ontario français, 1858-1983*, Sudbury, Université de Sudbury, 1984, Société historique du Nouvel-Ontario, no. 81, p. 18.

La voix populaire font appel au désir et au besoin de se faire entendre. Par ailleurs, il y a *Le Moniteur* (Hawkesbury, 1911), *Le Droit* (Ottawa, 1913), *L'Ontario français* (Ottawa, 1902) et *L'Ordre* (Ottawa, 1920) qui s'associent au maintien et à la défense des droits. D'autres se dotent de devises aussi révélatrices. « Notre religion, notre langue », « Dieu et patrie » et « Dieu, le Pape, la Patrie » sont les devises respectives du *Courrier d'Essex* (1884), du journal *Le Drapeau national* (Ottawa, 1891) et de *La Nation de Plantagenet*.¹⁰⁰

Plusieurs autres journaux sont liés à un parti politique. De fait, certains ont comme rédacteur le candidat ou le député du parti en question. C'est le cas, entre autre, du journal conservateur *Le Canada* dont Joseph Tassé est le rédacteur.¹⁰¹ La plupart de ces journaux sont de courte durée puisqu'ils sont créés pour véhiculer le programme du parti le temps d'une campagne électorale.

Ottawa est également le lieu privilégié de quelques publications plus spécialisées qui s'intéressent exclusivement à un domaine en particulier que ce soit l'agriculture et la colonisation (*La semaine agricole*, 1900), la littérature (*Le journal pour tous*, 1878) ou l'humour (*Le Fantasque*, 1879 et *Le Frou-Frou*, 1896).¹⁰² Tout comme c'est le cas pour les journaux à caractère électoral, ces derniers ne sont guère reconnus pour leur longévité.

Enfin, il ne faut surtout pas oublier les bulletins mensuels de l'Union Saint-Joseph d'Ottawa qui semblent jouer un rôle très important dans la diffusion de l'idéologie de cet organisme. Ils agissent aussi en tant qu'organe de ralliement et de

⁹⁹ P.-F. Sylvestre, *Op. cit.*, p. 2.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 3 et 10.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 4.

¹⁰² *Ibid.*, p. 7-9.

défense des Canadiens français. Selon les époques, ce bulletin change souvent de nom. Il se nomme tour à tour, *L'Union Saint-Joseph* (mai 1895 à avril 1897), *Bulletin officiel de l'Union Saint-Joseph* (mai 1897 à juillet 1900), *Le Prévoyant* (août 1900 à février 1925) et *L'Union Saint-Joseph du Canada* (mars 1925 à juillet 1945).¹⁰³ Au début, il s'agit avant tout d'une publication qui vise à renseigner ses membres et à faire de la publicité afin de vendre un plus grand nombre de polices d'assurance. Au fil des ans, le bulletin devient un outil de propagande servant à encourager la bonne santé, l'hygiène, la tempérance et les bonnes mœurs. Il fait également de la publicité des événements culturels canadiens-français de la région et de la littérature. C'est ainsi qu'on peut lire un poème d'Octave Crémazie à la une de l'édition du quinze juillet 1900.¹⁰⁴ Plus tard, surtout à partir de 1909¹⁰⁵, lorsque Charles Leclerc en assure la direction, il se donne une mission de plus en plus politique. Il sera très actif dans la lutte contre le règlement XVII.

Entre 1852 et 1912, c'est-à-dire au courant de la période étudiée dans le cadre de ce travail, la ville d'Ottawa aura été le foyer de trente-trois différents journaux sans compter les publications des régions environnantes qui se situent à l'intérieur des frontières du diocèse d'Ottawa. En plus de nous renseigner sur la qualité et l'importance des moyens de communication et de diffusion de la communauté canadienne-française, l'examen de ces journaux permet de mieux se rendre compte jusqu'à quel point les Canadiens français partagent les mêmes valeurs, les mêmes intérêts et appartiennent à une même nation.

¹⁰³ J.-P. Loranger, *Op. cit.*, p. 6-10.

¹⁰⁴ Université d'Ottawa, CRCCF, fonds USJO, PER 1587-B, *Bulletin officiel de l'Union Saint-Joseph d'Ottawa*, 15 juillet 1900.

¹⁰⁵ J.-P. Loranger, *Op. cit.*, p. 10.

CHAPITRE 4

REVENDEICATIONS DES CANADIENS FRANÇAIS D'OTTAWA

4.1 Monseigneur Joseph-Bruno Guigues

En 1848¹⁰⁶, M^{gr} Guigues est désigné comme étant le premier évêque du diocèse de Bytown qui deviendra Ottawa à partir du premier janvier 1855. Il est le grand fondateur de ce diocèse et par conséquent, il prend part activement aux luttes pour l'amélioration de la situation des Canadiens français tout au long de son ministère. Son oeuvre s'étend à la grandeur de son diocèse qui comprend des frontières beaucoup plus larges à l'époque comme il a été possible de le constater précédemment. Ses actions entraînent souvent des répercussions dans toute la province de l'Ontario. M^{gr} Guigues livre trois grandes batailles en particulier : celle des écoles séparées (système qu'il favorise seulement à partir de 1856), celle du Collège de Bytown et celle de la colonisation qu'il juge chacune essentielle au maintien de la foi et à la survivance de la culture canadienne-française en Ontario.

4.1.1 Écoles séparées

À partir du milieu du XIX^e siècle, la question des écoles séparées préoccupe tous les Catholiques du Canada-ouest peu importe s'ils sont d'origines irlandaises, canadienne-française ou autres. Toutefois, pour les Canadiens français, elle représente non seulement une nécessité selon leurs croyances religieuses mais également le moyen par excellence de donner à la population un environnement dans lequel sa jeunesse peut s'exprimer en français. En Ontario, on dit souvent que la foi est gardienne de la langue,

¹⁰⁶ Robert Choquette, «L'Église d'Ottawa sous M^{gr} Guigues, 1848-1874», *Études d'histoire religieuse*, vol. 44 (1977), p. 57.

c'est-à-dire que le système scolaire séparé se veut un important outil de survivance pour la communauté canadienne-française de l'Ontario.

M^{gr} de Charbonnel, évêque du diocèse de Toronto, a été le grand chef de la lutte pour les écoles séparées au cours du troisième quart du XIX^e siècle.¹⁰⁷ Ceci est surtout dû au fait que la population torontoise s'avère beaucoup moins réceptive aux demandes et aux propositions du clergé catholique.¹⁰⁸ Il ne faut toutefois pas limiter le rôle de M^{gr} Guigues dans cette affaire. Initialement, M^{gr} Guigues appui les écoles publiques puisqu'il s'agit d'un système efficace et moins coûteux pour l'Église. À partir de 1856, il adopte la position de son collègue de Toronto en faveur des écoles séparées. L'évêque d'Ottawa comprend très bien la politique et la position des parlementaires. Il sait très bien que plusieurs députés protestants du Canada-ouest éprouvent énormément de difficultés à accepter la mise en place et le financement d'un système scolaire catholique. Il réussit à convaincre son collègue de Toronto d'adopter une position plus conciliante afin que les Protestants puissent se résigner au projet plus facilement. Grâce aux conseils de M^{gr} Guigues, peu à peu, les évêques font des gains en faveur des écoles séparées.¹⁰⁹ Examinons plus spécifiquement la source du conflit et les méthodes entreprises par M^{gr} Guigues et les autres évêques catholiques du Canada-ouest pour mener à bout leurs revendications.

La loi de 1841 garantissait les droits des Catholiques en leur assurant un système scolaire qui leur était propre. Toutefois, dès le milieu du XIX^e siècle, cette loi n'est plus appliquée de façon satisfaisante selon les évêques catholiques du Canada-ouest. Ils

¹⁰⁷ Pierre Hurtubise, «M^{gr} de Charbonnel et M^{gr} Guigues, o.m.i. La lutte en faveur des écoles séparées à la lumière de leur correspondance (1850-1856)», *Revue de l'Université d'Ottawa*, p. 59.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 39.

doivent absolument se porter à la rescousse des écoles séparées puisque les écoles mixtes, selon l'idéologie du clergé de l'époque, représentent un réel danger moral pour les enfants catholiques. Ce sentiment est partagé par M^{gr} Guigues et il est possible de le constater dans une pétition qu'il fait parvenir au Gouverneur et aux membres du Conseil législatif au nom des Catholiques du Canada-ouest en mars 1852 : «Qu'une éducation toute séculière ou que des écoles mixtes telles qu'elles existent en ce moment ne peuvent à leurs yeux [Catholiques] que donner une éducation incomplète et souvent plus dangereuse qu'utile au repos des familles et de la société». ¹¹⁰ Cette position du clergé est aussi exprimée plus explicitement par l'évêque de Toronto dans une lettre qu'il envoie à M^{gr} Guigues le quatorze novembre 1851 : « Plus j'y pense, plus l'école mixte est un fléau à mes yeux [...] ». ¹¹¹

M^{gr} Guigues et ses collègues cherchent donc à obtenir du gouvernement un projet de loi clair qui assurerait le droit d'établir autant d'écoles séparées au Canada-ouest qu'ils le jugent nécessaire ainsi que de recevoir une part équitable des taxes ¹¹² et des revenus générés par la vente des réserves du clergé ¹¹³ pour leur financement. Les réserves du clergé ont été créées par la loi constitutionnelle de 1791 pour soutenir l'Église anglicane. Elles équivalent à un septième des terres de la couronne octroyées dans les deux Canada.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 59-61.

¹¹⁰ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, pétition des Catholiques du Haut-Canada envoyé au Gouverneur et aux membres du Conseil législatif par M^{gr} Guigues, 25 mars 1852, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. IV, p. 212.

¹¹¹ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} de Charbonnel à M^{gr} Guigues, 14 novembre 1851, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. IV, p. 138.

¹¹² Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues à M. Aumond, novembre 1851, *Registre des lettres*, vol. IV, p. 140 et Lettre de M^{gr} Guigues à M^{gr} de Charbonnel, 4 avril 1853, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. V, p. 169.

¹¹³ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, pétition des Catholiques du Haut-Canada envoyé au Gouverneur et aux membres du Conseil législatif par M^{gr} Guigues, 25 mars 1852, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. IV, p. 212.

À partir de 1827, une partie de ces terres peut être vendue annuellement et, dès 1840, l'Église catholique se voit attribuer une portion des profits par une loi de l'Assemblée.¹¹⁴ C'est donc de ce droit que M^{gr} Guigues tente de se prévaloir en demandant une fraction de ces fonds qu'il veut par la suite mettre à la disposition de l'instruction catholique et des missionnaires colonisateurs. Les évêques croient dans la légitimité de leur requête d'autant plus que les Protestants du Canada-est jouissent déjà de garanties semblables à celles demandées ainsi qu'un financement par l'État.¹¹⁵

Pour ce qui est du cas particulier de la ville d'Ottawa, M^{gr} Guigues intervient dès son arrivé dans la région afin de combler les besoins immédiats des Catholiques et plus spécifiquement des Canadiens français en matière d'éducation. Après avoir fondé une école pour garçon en 1848, il se met à écrire au comité de l'Instruction dans le but de mettre un terme à l'injustice de la distribution des subsides. Sur trois instituteurs recevant de l'aide financière à Bytown, deux d'entre eux sont de religion protestante alors que les deux tiers de la population appartiennent à l'Église catholique. De plus, les trois enseignants sont de langue anglaise alors que le tiers de la population parle français. Lorsque, dans sa lettre du vingt-sept mars 1849 adressé au docteur Ryerson, M^{gr} Guigues dit : «Veuillez, M. le Surintendant prendre mes paroles en considération et me donner une réponse prompte pour que je puisse me diriger dans les mesures que j'aurai à prendre.»¹¹⁶, il est possible de voir le sérieux et la sévérité du ton et par le fait même comprendre que l'évêque entend livrer une bataille acharnée chaque fois qu'il jugera que ses ouailles sont victimes d'une forme d'injustice quelconque. Cette fois-ci, il

¹¹⁴ Curtis Fahey, «Réserves du clergé», *Encyclopédie du Canada*, vol. III, p. 1696.

¹¹⁵ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} de Charbonnel à M^{gr} Guigues, n. d. (probablement janvier 1853), *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. V, p. 158.

obtient gain de cause puisque le Comité d'Instruction lui demande ses recommandations pour deux enseignants qui pourront bénéficier d'une somme d'argent pour l'école française des filles et celle des garçons.¹¹⁷

Plus tard, il doit aussi lutter pour que les Frères et Soeurs religieux puissent continuer à enseigner. Le trente novembre 1856, M^{gr} Guigues préside une assemblée générale des Canadiens français tenue à l'Institut canadien-français d'Ottawa pendant laquelle la communauté prend plusieurs résolutions dans leur combat en faveur des écoles séparées. M^{gr} Guigues livre un discours très passionnant au cours duquel il met de l'avant ses pensées sur le sujet. Il soulève, entre autres, les injustices commises à l'endroit des Soeurs de la Charité qui assuraient l'enseignement. Celles-ci avaient été renvoyées par Ryerson. Il s'engage à lutter pour elles et aussi à trouver un plus grand nombre de Frères enseignants pour combler une pénurie dans les écoles de garçons.¹¹⁸

Dans leurs luttes scolaires, M^{gr} Guigues et M^{gr} de Charbonnel tentent diverses tactiques. L'évêque d'Ottawa suggère souvent d'abord une approche plus accommodante en espérant qu'une démonstration de bonne volonté attire la faveur du gouvernement. C'est la raison pour laquelle, par exemple, les évêques vont se mettre à encourager les Catholiques de leur diocèse respectif, peu importe leur situation financière, à participer

¹¹⁶Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues au Surintendant de l'Instruction, 27 mars 1849, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. I, p. 108-109.

¹¹⁷Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues au Comité de l'école primaire, 19 avril 1849, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. I, p.123.

¹¹⁸ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, notes sur l'Assemblée générale des Canadiens français en faveur des écoles séparées, 30 novembre 1856, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VII, p. 379-382.

aux taxes de développement scolaire même si celles-ci servent à la construction d'écoles et de bibliothèques scolaires mixtes.¹¹⁹

Pour que le projet d'écoles séparées voie le jour, M^{gr} Guigues est pleinement conscient que les Catholiques doivent présenter un front commun. La coopération se veut donc une partie intégrante de la stratégie. Les Irlandais et les Canadiens français s'unissent¹²⁰ tandis que les évêques des trois diocèses du Canada-ouest de l'époque : Kingston, Ottawa et Toronto doivent essayer de travailler ensemble. Une de leur tâche fréquente est de faire des pressions auprès de différentes personnes clés dans le gouvernement en leur expédiant des lettres qui contiennent des requêtes et des suggestions d'amendements au projet de loi sur l'éducation. Ils expédient ainsi énormément de courrier au docteur Egerton Ryerson, surintendant de Comité de l'Instruction, au gouverneur Lord Elgin, à différents membres du Conseil législatif et à certains députés sur lesquels ils croient pouvoir compter à l'Assemblée.¹²¹

Les chefs de l'Église du Canada-ouest ne réussissent toutefois pas toujours à s'entendre. M^{gr} Guigues et M^{gr} de Charbonnel éprouvent parfois de la difficulté à convaincre M^{gr} Phelan de Kingston de venir appuyer leurs démarches. C'est bien ce qui se produit au cours de l'hiver 1855. À la fin de l'année 1854, le gouvernement de coalition MacNab-Morin passe un projet de loi réglant la question des réserves du clergé. Bien que le clergé catholique ait longtemps demandé une loi qui leur garantirait

¹¹⁹ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues à M^{gr} de Charbonnel, 6 février 1853, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. V, p. 120.

¹²⁰ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de J-B Turgeon à M^{gr} Guigues, 16 décembre 1854, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VI, p. 67.

¹²¹ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues à M^{gr} de Charbonnel, 25 février 1852, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. IV, p. 199; lettre de M^{gr} Guigues à M^{gr} de Charbonnel, 28 février 1853, *Registre*, vol. V, p. 141; lettre de M^{gr} de Charbonnel

mieux que jamais l'obtention de leur part de cet argent, celle qui vient d'être passée ne satisfait pas aux critères qu'exigeaient les évêques du Canada-ouest. La loi prévoit que le fonds des réserves soit transféré aux municipalités qui distribueraient l'argent directement aux prêtres. Les évêques voulaient conserver le droit de contrôler la distribution de ces fonds. De plus, l'argent serait alloué seulement aux prêtres qui se trouvaient au Canada-ouest avant 1840. Ceci veut donc dire que peu d'argent irait aux diocèses d'Ottawa et de Toronto qui, ayant été établis plus tard que celui de Kingston, ne compte dans ses rangs qu'un nombre très limité de ces prêtres d'avant 1840. En outre, il se trouve que les diocèses les plus pauvres sont ceux d'Ottawa et de Toronto.¹²²

M^{gr} Guigues et M^{gr} de Charbonnel préparent donc immédiatement une lettre à envoyer au gouvernement dans le but de contester la loi et d'exiger le statu quo, c'est-à-dire la distribution de l'argent par l'entremise des évêques.¹²³ Ils la font parvenir à M^{gr} Phelan pour que ce dernier joigne sa signature aux leurs mais cette fois-ci, il refuse de coopérer. L'évêque de Kingston retourne la lettre déchirée et sans l'avoir signée à M^{gr} de Charbonnel sous prétexte qu'elle n'était pas suffisamment claire pour être envoyée.¹²⁴

En plus d'agir seuls dans leurs protestations, les évêques du Canada-ouest servent également souvent d'intermédiaires entre les Catholiques et les autorités dans l'élaboration et l'envoi de pétitions.¹²⁵

à M^{gr} Guigues, 26 septembre 1854, *Registre*, vol. VII, p. 37; lettre de M^{gr} de Charbonnel à M^{gr} Guigues, 10 novembre 1854, *Registre*, vol. VII, p. 51.

¹²² Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues à M^{gr} de Charbonnel, 18 janvier 1855, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VI, p. 74.

¹²³ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} de Charbonnel à M^{gr} Guigues, 23 janvier 1855, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VI, p. 86.

¹²⁴ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} de Charbonnel à M^{gr} Guigues, 9 mars 1855, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VI, p. 95.

¹²⁵ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} de Charbonnel à M^{gr} Guigues, n. d. (probablement janvier 1853), *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. V, p. 158.

Un certain nombre de Catholiques préfèrent envoyer leurs enfants aux écoles mixtes pour des raisons de taxes ou de distances; les écoles séparées étant moins nombreuses, certaines régions du diocèse d'Ottawa se trouvent loin de ces écoles. M^{gr} Guigues et ses collègues doivent donc utiliser leur autorité cléricale afin d'assurer l'obéissance et la coopération de tous les fidèles au projet des écoles séparées. M^{gr} Guigues envoie plusieurs circulaires et exige que ses prêtres prêchent en chaire la condamnation du système scolaire public.¹²⁶ On va même jusqu'à refuser l'absolution aux parents qui s'obstinent à ne point appuyer les écoles séparées.¹²⁷

Lorsque l'envoi de lettres n'apporte pas les résultats désirés, les évêques du Canada-ouest se rendent parfois eux-mêmes aux séances du gouvernement ou bien y dépêchent des avocats dans le but d'exercer des pressions plus directes sur les parlementaires. En mai 1853, M^{gr} de Charbonnel envoie un avocat à Québec plaider leur cause¹²⁸ et au printemps 1855, il décide d'aller s'asseoir lui-même quotidiennement à la porte du Conseil des Ministres jusqu'à ce qu'il obtienne d'eux une promesse formelle d'introduire un nouveau projet de loi.¹²⁹

M^{gr} Guigues s'était longtemps questionné sur la possibilité du clergé d'intervenir dans la sphère politique, c'est à dire de participer dans les campagnes électorales en favorisant un candidat qui serait en faveur de leur projet et en incitant les Catholiques de

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} de Charbonnel à M^{gr} Guigues, 14 novembre 1851, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. IV, p. 138.

¹²⁸ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} de Charbonnel à M^{gr} Guigues, 25 mai 1853, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. V, p. 220.

¹²⁹ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} de Charbonnel à M^{gr} Guigues, 15 avril 1855, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VI, p. 109.

voter pour ce dernier. Il en parle à l'évêque de Toronto dès l'automne 1851.¹³⁰ Pour l'instant, M^{gr} de Charbonnel s'y oppose avec véhémence; il tient au projet des écoles séparées et s'y dévoue entièrement mais ne consent pas à se mêler de la politique.¹³¹ Toutefois, au fur et à mesure que le temps avance et que les oppositions et les échecs se multiplient, M^{gr} de Charbonnel commence à se décourager et change son fusil d'épaule. Selon lui, les parlementaires ne les écouteront pas, à moins qu'ils ne se sentent réellement menacés par le clergé. Il est d'avis que le projet des écoles séparées triomphera seulement lorsque les évêques seront en mesure d'influencer le cours d'une élection.¹³² Le neuf juillet 1855, il est possible de lire dans une lettre adressée à M^{gr} Guigues : « Je vais montrer les avantages du bill des écoles et les injustices, donner quelques remarques historiques et préparer le nouveau bill à faire signer à nos candidats à la prochaine élection générale ». ¹³³ M^{gr} de Charbonnel se prépare donc à participer activement à la campagne électorale qui a lieu au cours de l'hiver 1855-56. L'évêque va même jusqu'à publier un mandement dans les journaux qui a pour consigne le refus de l'absolution à ceux qui votent pour un candidat opposé à la loi des écoles séparées. M^{gr} Guigues lui fait savoir que cette action n'était pas nécessairement une bonne idée puisqu'elle a fait des vagues mais il lui donne tout de même son accord et son appui.¹³⁴

¹³⁰ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues à M^{gr} de Charbonnel, octobre ou novembre 1851, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. IV, p. 123.

¹³¹ P. Hurtubise, *loc. cit.*, p. 40.

¹³² Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} de Charbonnel à M^{gr} Guigues, 11 avril 1855, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VI, p. 104.

¹³³ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} de Charbonnel à M^{gr} Guigues, 9 juillet 1855, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VII, p. 155.

¹³⁴ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues à M^{gr} de Charbonnel, 10 mars 1856, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VII, p. 284.

La tactique s'avère fructueuse puisque au moins un des candidats de l'Église, celui de Peterborough, gagne son siège.¹³⁵

Maintenant qu'il a été possible de voir quelles ont été les diverses actions entreprises par M^{gr} Guigues et les autres évêques du Canada-ouest, il serait opportun de faire un bilan des échecs subis et des victoires remportées.

Les évêques ont dû se défier d'un grand nombre d'oppositions autant en provenance de personnes hostiles au catholicisme au sein du gouvernement que de la part de la population en général. Il y a d'abord le surintendant Ryerson qui craint que le clergé sabote son programme d'écoles communes. Mais plus tard, lorsque ce dernier se met d'accord sur un projet de loi des écoles séparées, c'est au tour des municipalités de s'objecter.¹³⁶

Il y a également un manque de volonté de la part des députés et des membres du Conseil législatif catholiques qui avaient longtemps promis d'accorder leur soutien aux évêques et de défendre la loi lors des séances. Plusieurs fois, une loi qui semble répondre aux demandes des évêques est introduite devant l'Assemblée et le Conseil législatif. Toutefois, lorsqu'elle passe en troisième lecture, la loi a subi de telles modifications qu'elle ne constitue aucunement une amélioration à ce qui existait auparavant. C'est ce qui s'est produit avec le bill Tâché qui avait été introduit à l'Assemblée par le procureur général Drummond du Bas-Canada et parrainé au Conseil législatif par Sir E-P Tâché en mai 1855. Cette loi, lorsqu'elle reçut la sanction royale à la fin du mois, était demeurée très imparfaite.¹³⁷ M^{gr} Guigues et M^{gr} de Charbonnel se

¹³⁵ P. Hurtubise, *loc. cit.*, p. 58.

¹³⁶ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} de Charbonnel à M^{gr} Guigues, 10 octobre 1854, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VII, p. 51.

¹³⁷ P. Hurtubise, *loc. cit.*, p. 54-55.

demandent que trop souvent comment leurs alliés politiques auraient pu les laisser tomber. Ils en viennent à déduire que les parlementaires sont plus ambitieux qu'ils ne sont catholiques. Pour eux, comme il est possible de le constater dans une lettre du quinze juin 1855 de M^{gr} de Charbonnel à M^{gr} Guigues, il s'agit d'une trahison pure et simple. « Je ne m'occuperai plus de nos écoles catholiques avec nos Pilates; mais cette monstruosité écrase nos pauvres fidèles si froids et si fiers sur cette terre d'égoïsme et d'indépendance. »¹³⁸

Le clergé catholique du Canada-ouest ne perd pas espoir; il continue son oeuvre pour les écoles séparées. Aussitôt, M^{gr} Guigues envoie une lettre d'encouragement à son collègue de Toronto pour le rassurer et lui rappeler qu'ils pourront sans doute obtenir un amendement en leur faveur l'année suivante lorsque le parlement siégerait à Toronto.¹³⁹ La loi Taché de 1855 sera en vigueur jusqu'à l'adoption du projet de loi Scott en 1863 qui sera préférable mais qui ne satisfera pas tout à fait aux évêques. Cette dernière sera appliquée jusqu'au règlement XVII.¹⁴⁰

Même s'il doit attendre 1863 avant d'acquiescer à une certaine satisfaction, le clergé catholique remporte tout de même certaines victoires importantes bien avant cette date. Par exemple, nous apprenons par l'entremise d'une lettre du Bureau de l'éducation expédiée à M^{gr} Guigues en février 1857 qu'une institution de formation des enseignants de langue française s'appête à ouvrir ses portes dont pourront jouir les futurs maîtres des écoles séparées. De fait, cette lettre a pour objet d'inviter l'évêque à la cérémonie

¹³⁸ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} de Charbonnel à M^{gr} Guigues, 15 juin 1855, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VII, p. 145.

¹³⁹ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues à M^{gr} de Charbonnel, printemps 1855, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VI, p. 149.

¹⁴⁰ P. Hurtubise, *loc. cit.*, p. 59.

d'inauguration de l'École Normale Jacques Cartier.¹⁴¹ De plus, tout au long de son ministère, M^{gr} Guigues pourra faire des recommandations au surintendant de l'instruction sur la nomination des commissaires pour l'éducation. Une première lecture d'une partie de sa correspondance permet d'en discerner aux moins deux cas ce qui laisse supposer qu'il s'agit probablement d'un privilège dont M^{gr} Guigues a su se procurer. Fait intéressant, ses recommandations semblent bel et bien être prises en considération.¹⁴²

Malgré toutes ces énergies et ces nombreuses heures passées à revendiquer un système d'écoles catholiques pour ses diocésains, le travail de M^{gr} Guigues n'est point terminé puisque ses luttes en matière d'éducation ne se limitent pas à la question des écoles séparées. Simultanément, il doit livrer un combat au nom du Collège de Bytown.

4.1.2 Collège de Bytown

Le Collège de Bytown voit le jour le vingt-sept septembre 1848 grâce à l'initiative de M^{gr} Guigues. Ce dernier voulait fonder un collège bilingue « afin que le français cesse d'être sacrifié dans Bytown et que l'anglais soit mieux appris ». ¹⁴³ À son ouverture, le collège accueille trente-cinq pensionnaires et cinquante autres étudiants de l'extérieur qui suivent des cours offerts par cinq professeurs dont trois clercs et deux laïcs.¹⁴⁴

Le Collège de Bytown est une oeuvre très importante pour le diocèse d'Ottawa et particulièrement pour la communauté canadienne-française qui éprouve un grand besoin

¹⁴¹ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de A. Chauveau du Bureau de l'éducation à M^{gr} Guigues, 5 février 1857, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VIII, p. 5.

¹⁴² Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de A. Chauveau du Bureau de l'éducation à M^{gr} Guigues, fin 1860, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. IX, p. 131 et lettre de M^{gr} Guigues à A. Chauveau du Bureau de l'éducation, automne 1869, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. IX, p. 481.

¹⁴³ Université Saint-Paul, archives Deschâtelets, fonds JE 451.C69R 24, courte historique des Oblats à Bytown et du Collège Bytown par Arcade Guindon, décembre 1979, p. 1.

pour une institution qui permettrait à sa jeunesse d'apprendre et de parfaire le français.¹⁴⁵ De plus, il constitue le seul établissement d'enseignement français du genre au Canada-ouest.¹⁴⁶

Les revendications de M^{gr} Guigues pour le Collège de Bytown sont de nature économique. Il veut obtenir pour cette institution une source de financement en provenance de l'État. M^{gr} Guigues et son clergé présentent leur cause au gouvernement qu'ils fondent sur cinq arguments principaux. Premièrement, le Collège de Bytown est venu combler un grand besoin dans la région puisque que les institutions de Montréal et de Kingston se situent trop loin et leur pensionnat s'avère bien au-delà des moyens financiers de la grande majorité des familles du diocèse.¹⁴⁷ Deuxièmement, l'évêque d'Ottawa est d'avis que, sans pouvoir bénéficier des octrois de l'État, la situation du collège soit bien précaire. « Pour former cet établissement, j'ai été obligé d'élever une vaste maison qui m'a causé de grandes dépenses. Il me serait impossible de soutenir cette oeuvre si le gouvernement ne vient à mon secours. »¹⁴⁸ Troisièmement, le Collège de Bytown est le seul de son genre au Canada à accueillir tant les étudiants catholiques que les étudiants protestants.¹⁴⁹ Il s'agit donc d'une institution accessible à tous et par conséquent, tous peuvent en profiter pleinement. Quatrièmement, comme nous l'avons dit précédemment, c'est le seul établissement supérieur d'enseignement français au

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 2.

¹⁴⁵ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues au gouverneur Lord Elgin, 4 mai 1852, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. IV, p. 241.

¹⁴⁶ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues à l'honorable Chauveau, 20 octobre 1854, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VII, p. 47-48.

¹⁴⁷ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues au gouverneur Lord Elgin, 17 octobre 1848, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. I, p. 86.

¹⁴⁸ *Ibid.*

¹⁴⁹ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues au gouverneur Lord Elgin, 4 mai 1852, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. IV, p. 241.

Canada-ouest. Cinquièmement, selon M^{gr} Guigues, il est tout à fait logique que le gouvernement vienne appuyer financièrement le Collège de Bytown parce que la plupart des autres institutions du Canada-est et du Canada-ouest (collèges de Toronto et de Kingston) reçoivent déjà des subventions de l'État.¹⁵⁰

Tout comme pour les écoles séparées, M^{gr} Guigues entreprend diverses actions dans l'espoir d'atteindre ses objectifs le plus rapidement et le plus efficacement possible. Il va d'abord se mettre à rédiger des lettres de pressions à certains personnages importants pour solliciter leur aide dans cette affaire. Par exemple, l'évêque d'Ottawa va tenter de faire parrainer son projet par le gouverneur Lord Elgin en faisant appel à sa bonne volonté en faveur de l'éducation.¹⁵¹ Il lui écrit dès 1848 et continue de le faire périodiquement. Dans sa lettre du quatre mai 1852, M^{gr} Guigues adopte un ton plus menaçant : «[...] il me paraîtrait bien extraordinaire que des voeux justes et bien légitimes fussent encore repoussés parce qu'ils ne seraient point prudents au milieu de l'agitation.»¹⁵²

M^{gr} Guigues sert également d'intermédiaire lorsque la communauté en général ou divers groupes de personnes en particulier désirent faire entendre leurs plaintes au gouvernement. Il va donc expédier des pétitions à l'Assemblée, à certains

¹⁵⁰ Pétition des prêtres de Bytown envoyée à la Chambre d'Assemblée, mai 1852, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. II, p. 294-295 et Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues au gouverneur Lord Elgin, 17 octobre 1848, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. I, p. 86.

¹⁵¹ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues au gouverneur Lord Elgin, 1848, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. I, p. 24 et Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues au gouverneur Lord Elgin, 17 octobre 1848, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. I, p. 86.

¹⁵² Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues au gouverneur Lord Elgin, 4 mai 1852, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. IV, p. 241.

parlementaires et au gouverneur au nom des prêtres¹⁵³, des chefs de familles canadiennes-françaises¹⁵⁴ et de l'Institut canadien-français d'Ottawa¹⁵⁵ afin de revendiquer de l'aide financière pour le Collège de Bytown.

L'évêque d'Ottawa n'hésite aucunement à attaquer ni à reprendre par écrit les ennemis du projet de financement public du collège, surtout lorsque ceux-ci agissent de façon diffamatoire. Par exemple, M^{gr} Guigues se lance à la rescousse pour corriger les fausses déclarations du député Cook qui se prononce à l'encontre de la loi L15 qui serait venu en aide au collège en affirmant que l'institution en question n'accueillait pas un nombre d'étudiants gratuitement comme elle se devait de faire. Il envoie à monsieur Cook la preuve du contraire dans une lettre qu'il dit vouloir publier par la suite dans le journal afin que tous les citoyens puissent être au courant des tactiques de diffamation du député.¹⁵⁶

Enfin, M^{gr} Guigues, par l'entremise du père Tabaret, rédige et expédie au gouvernement un rapport sur les activités et les progrès du Collège de Bytown. En démontrant l'efficacité et l'importance de l'institution dans sa mission d'éducation dans la

¹⁵³ Pétition des prêtres de Bytown envoyée à la Chambre d'Assemblée, mai 1852, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. II, p. 294-295.

¹⁵⁴ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues au gouverneur Lord Elgin, 1848, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. I, p. 24.

¹⁵⁵ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues (au nom de l'Institut) au gouverneur Lord Elgin, été 1852, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. IV, p. 329 et Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues (au nom de l'Institut) à l'honorable Chauveau, 20 octobre 1854, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VII, p. 47-48.

¹⁵⁶ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues au député Cook, janvier 1855, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VI, p. 69.

région, l'évêque croit pouvoir convaincre les autorités de poursuivre et même d'augmenter les appuis financiers.¹⁵⁷

La stratégie se révèle efficace parce que le gouverneur Lord Elgin écrit à M^{gr} Guigues dès le mois d'octobre 1848 pour lui faire savoir qu'il va prendre en considération ses requêtes lorsque le budget serait sous délibération.¹⁵⁸ Plus tard, il est possible de constater que la législature s'engage à rembourser les dettes encourues pour la construction et la gestion du collège ainsi qu'à lui fournir un appui pour qu'il puisse continuer d'opérer.¹⁵⁹ Le Collège de Bytown reçoit du gouvernement une subvention de mille quatre cents dollars par année entre 1862 et 1867. Celle-ci est augmentée à deux mille cent dollars pour l'année 1868 mais malheureusement c'est de courte durée puisque l'année suivante le Collège perd toute aide financière de l'État.¹⁶⁰

En plus de ses luttes pour le Collège de Bytown, M^{gr} Guigues intervient dans un troisième domaine en faveur de la communauté canadienne-française. Il s'agit de l'oeuvre de la colonisation.

4.1.3 Colonisation

Selon Robert Choquette, la colonisation dans le diocèse d'Ottawa est surtout due à la croissance dans l'activité de l'industrie forestière et non pas à une politique

¹⁵⁷ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, rapport du père Tabaret à M^{gr} Guigues, n. d. (probablement janvier 1854), *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. V, p. 367 et Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues à John Langton, 5 janvier 1856, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VI, p. 221.

¹⁵⁸ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre du bureau du gouverneur à M^{gr} Guigues, 26 octobre 1848, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. I, p. 50.

¹⁵⁹ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre du lieutenant général William Rowan à M^{gr} Guigues, n. d., *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. III, p. 80.

¹⁶⁰ Robert Choquette, *Langue et religion. Histoire des conflits anglo-français en Ontario*, Ottawa, Les Éditions de l'Université d'Ottawa, 1977, p. 22.

impérialiste ou nationaliste du clergé.¹⁶¹ Toutefois, M^{gr} Guigues fonde une compagnie de colonisation et intervient auprès du gouvernement au nom des colons canadiens-français pour que leurs revendications soient entendues et que la colonisation se développe davantage. Il reconnaît sans doute l'importance de cette oeuvre pour la propagation de la foi catholique et pour la survivance du fait français au Canada-ouest. Une plus grande population francophone permet de légitimer plus facilement les réclamations. De plus, la structure sociale des villages canadiens-français regroupés ensemble autour de la paroisse ralentira longtemps le phénomène d'assimilation des Francophones de cette province. C'est pourquoi M^{gr} Guigues prend part à la colonisation même s'il croit que celle-ci devrait demeurer sous la direction principale des laïcs.¹⁶²

Le trois septembre 1848, une assemblée des chefs de familles canadiennes-françaises se réunit et forme une association au service de la colonisation. Lors de cette soirée, suite à une motion proposée par Joseph-Balsura Turgeon et secondée par le docteur de Beaubien, les gens réunis décident de s'élire un exécutif : M^{gr} Guigues accepte la présidence, Jean Bareille devient vice-président et le docteur J-E Robichaud est élu secrétaire. L'association prend également un certain nombre de résolutions par rapport aux objectifs immédiats à poursuivre. D'abord, elle doit communiquer avec le gouvernement pour s'assurer qu'il fasse arpenter les terres de la Gatineau, de la Visitation, de la Rivière Blanche et de la Rivière aux Lièvres afin que des colons puissent s'y installer aussitôt que possible. Les membres de l'association décident aussi de faire pression auprès des autorités pour que des conditions d'achat de terres plus

¹⁶¹ R. Choquette, *loc. cit.*, p. 57-58.

favorables soient accordées aux Canadiens français qui peuvent difficilement satisfaire aux exigences telles qu'elles existent à cette époque. Enfin, il est établi que l'association doit interroger le gouvernement pour savoir s'il donnera suite au projet de construction d'une route entre l'Assomption et les Allumettes.¹⁶³

Au début de l'année 1849, le Bureau des terres de la Couronne envoie une communication à M^{gr} Guigues pour le mettre au courant des décisions récentes du gouvernement par rapport aux requêtes de l'association en matière de colonisation dans le diocèse d'Ottawa. Le gouverneur a répondu à l'appel des Canadiens français en obtenant pour eux des conditions d'acquisitions des terres plus favorables, mais seulement pour la section du Canada-est du diocèse. Plus précisément, il s'agit d'une réduction allant d'un tiers à une demie sur le prix des lots ainsi qu'une méthode de paiement différente. Dorénavant, les colons peuvent effectuer le paiement en quatre versements au lieu d'un seul. Le Bureau des terres de la Couronne a également décidé d'allouer une somme d'argent plus importante à l'arpentage des terres sur la Gatineau et sur la rivière du Lièvre. En ce qui a trait à la construction de la route telle que souhaitée par l'association, le gouvernement ne peut guère accorder le financement nécessaire. Toutefois, si les colons qui s'installent le long de cette ligne s'engagent à construire le chemin eux-mêmes, ils recevront gratuitement cinquante acres de terrain.¹⁶⁴

Au premier anniversaire de l'assemblée des Canadiens français, c'est-à-dire le trois septembre 1849, M^{gr} Guigues fonde officiellement la Société de colonisation du

¹⁶² Gaston Carrière, «Guigues, Joseph-Bruno», *Dictionnaire biographique du Canada*, p. 353.

¹⁶³ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues au gouverneur Elgin, 6 septembre 1848, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. I, p. 21-23.

diocèse d'Ottawa.¹⁶⁵ Ce sera elle, surtout, qui continuera à mener les luttes en faveur de la colonisation.

Il semble que les privilèges accordés aux colons canadiens-français ne soient pas suffisants puisque, dès le mois de septembre 1850, le clergé d'Ottawa sent le besoin d'écrire à nouveau au gouverneur pour revendiquer des meilleures conditions de colonisation. Cette fois-ci, la démarche est entreprise de concert avec les diocèses de Montréal, de Québec, de Kingston et de Toronto. La liste des réclamations est conçue en huit points : les terres devraient être arpentées aux frais du gouvernement dès que quinze familles et un prêtre en font la demande, les terres accordées aux Canadiens français devraient être à l'état vierge, c'est-à-dire non déboisées, le gouvernement devrait s'engager à faire construire toutes les grandes routes, les colons devraient recevoir les droits civils dès qu'ils effectuent leur premier paiement, les cent premiers colons qui s'installent dans une région devraient recevoir un droit d'achat sur les cinquante acres voisins afin d'agrandir leur terre, le prix des terres devrait être fixe, un lot devrait être donné pour la construction de l'église de la colonie et le gouvernement devrait toujours être attentif aux réclamations des prêtres colonisateurs.¹⁶⁶

D'autre part, M^{gr} Guigues, se sert de son influence pour essayer d'obtenir certaines faveurs pour ses colons. Par exemple, il fait des suggestions de nominations

¹⁶⁴ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de T. Bouthilier du Bureau des terres de la Couronne (BTC) à M^{gr} Guigues, début de l'année 1849, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. I, p. 125-128.

¹⁶⁵ G. Carrière, *loc. cit.*, p. 353.

¹⁶⁶ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre du clergé au gouverneur Elgin, 20 septembre 1850, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. I, p. 298-302.

d'agents des terres dans certains districts.¹⁶⁷ Il écrit aussi pour s'assurer qu'il y ait suffisamment de terre d'arpentée et mise en vente pour satisfaire aux besoins et aux demandes des colons de son diocèse.¹⁶⁸ Enfin, à plusieurs reprises, M^{gr} Guigues intervient pour répondre à l'appel spirituel de ses nouveaux diocésains en expédiant leurs requêtes au Bureau des terres de la Couronne afin que ce dernier leur accorde un lot pour la construction d'une église et d'une école. C'est donc ce que fait l'évêque en juillet 1849 pour la communauté de la Pêche dans le township de Masham¹⁶⁹, en juin 1852 pour les Canadiens français de Russell¹⁷⁰, en décembre 1853 pour les habitants de l'Original¹⁷¹ et, sans doute, en d'autres occasions pour plusieurs autres paroisses. En examinant les réponses du Bureau des terres de la Couronne, il semble que M^{gr} Guigues obtienne bel et bien gain de cause la plupart du temps.¹⁷²

Comme il a été possible de le constater, que ce soit en matière d'éducation ou pour l'oeuvre de la colonisation, M^{gr} Guigues joue un rôle important dans le mouvement

¹⁶⁷ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre du BTC à M^{gr} Guigues, 13 février 1851, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. IV, p. 22 et lettre de Cauchon du BTC à M^{gr} Guigues, 4 février 1857, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VIII, p. 4.

¹⁶⁸ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, pétition des habitants des townships de Gatineau par l'entremise de M^{gr} Guigues au gouverneur Sir Edmond Head, octobre 1854, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VII, p. 49 et lettre de Russell du BTC à M^{gr} Guigues, mars 1858, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VIII, p. 234.

¹⁶⁹ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues au ministre-commissaire des terres, 29 juillet 1849, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. I, p. 135.

¹⁷⁰ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues à l'agent des terres de la Couronne, 22 juin 1852, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. IV, p. 284 et lettre de M^{gr} Guigues au commissaire des terres, 9 décembre 1853, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. V, p. 338.

¹⁷¹ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Guigues à M. Russell du BTC, août ou septembre 1853, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. IV, p. 356.

¹⁷² Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre du commissaire des terres du BTC à M^{gr} Guigues, 28 mai 1850, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. I, p. 277 et lettre de Cauchon du BTC à M^{gr} Guigues, 16 janvier 1857, *Registre des lettres de M^{gr} Guigues*, vol. VII, p. 400-402.

de revendications des Canadiens français du diocèse d'Ottawa. Son successeur à l'épiscopat du diocèse d'Ottawa, M^{gr} Duhamel, suivra un parcours semblable.

4.2 Monseigneur Joseph-Thomas Duhamel

M^{gr} Joseph-Thomas Duhamel, citadin d'Ottawa depuis l'âge de deux ans, a été éduqué au Collège de Bytown puis au séminaire diocésain de la région. Il a été ordonné prêtre par M^{gr} Guigues le dix-neuf décembre 1863. De plus, il a été sacré deuxième évêque du diocèse à la cathédrale d'Ottawa le vingt-huit octobre 1874. Ceci aurait sans aucun doute contenté son défunt prédécesseur qui avait longtemps prié ses collègues québécois de s'assurer qu'un Canadien français hérite de l'épiscopat à la suite de sa mort.¹⁷³ M^{gr} Duhamel connaît très bien les besoins des Canadiens français de son diocèse d'Ottawa et il est en mesure d'agir afin d'améliorer davantage leur sort.

4.2.1 Éducation

Tout comme pour M^{gr} Guigues, l'éducation est l'une des grandes préoccupations de M^{gr} Duhamel surtout en ce qui a trait aux écoles séparées. Il est, lui aussi, pleinement conscient que l'école séparée constitue le véhicule par excellence de promotion de la langue et de la religion des Canadiens français.¹⁷⁴ Au même moment, il condamne les écoles communes et pour ce faire il doit souvent communiquer avec les prêtres de son diocèse pour qu'ils rappellent aux Catholiques leur devoir de fidèles.

Je vous prie, Révérend monsieur, de rappeler, du haut de la chaire, à tous nos paroissiens et particulièrement à ceux qui seraient en faute, que le catholique qui refuse de soutenir une école catholique séparée est indigne de

¹⁷³ Roberto Perin et Gayle M. Comeau-Vasilopoulos, «Duhamel, Joseph-Thomas», *Dictionnaire biographique du Canada*, p. 321.

¹⁷⁴ R. Choquette, *Op. cit.*, p. 53.

recevoir les sacrements et que s'il les reçoit, tant qu'il manque à son devoir, il est coupable de sacrilège.¹⁷⁵

M^{gr} Duhamel tiendra ce même discours tout au long de son ministère. En mars 1881, par exemple, il refuse d'accorder un terrain aux commissaires Gravelle, Monette et Leroux parce que celui-ci aurait servi à y faire bâtir une école commune. L'évêque justifie sa position en disant qu'une école commune attirerait sans doute l'inscription d'élèves protestants anglais et que, dans l'éventualité d'un tel scénario, les Canadiens français catholiques pourraient perdre le contrôle de leur école.¹⁷⁶ Le débat survient à nouveau dans la correspondance de M^{gr} Duhamel en 1905 et en 1908.¹⁷⁷ Même si un nombre assez important de Canadiens français ne semblent pas partager son optimisme pour les écoles séparées, l'évêque reste ferme. Il croit agir en leur faveur puisqu'il dit connaître mieux qu'eux la marche à suivre afin d'assurer la survivance de la culture canadienne-française en Ontario. C'est la raison pour laquelle il travaille avec acharnement à l'agrandissement de son réseau d'écoles séparées autant du côté francophone que du côté anglophone. Il travaille de concert avec les commissaires afin de trouver une source de financement pour la construction de nouvelles écoles.¹⁷⁸ M^{gr} Duhamel s'engage également à trouver des enseignants et des enseignantes pour les

¹⁷⁵ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Duhamel au prêtre Caron de Clarence Creek, 9 février 1894, *Registre des lettres de M^{gr} Duhamel*, vol. du 6 janvier 1894 au 30 décembre 1894, p. 565.

¹⁷⁶ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Duhamel à F. Gravelle, P. Monette et X. M. Leroux, 2 mars 1881, *Registre des lettres de M^{gr} Duhamel*, vol. du 9 octobre 1879 au 4 octobre 1881, p. 141.

¹⁷⁷ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Duhamel au prêtre J.-H. Chartrand de Billings' Bridge, 1 mai 1908, *Registre des lettres de M^{gr} Duhamel*, vol. du 9 janvier 1908 au 4 juin 1909, p. 289.

¹⁷⁸ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettres de M^{gr} Duhamel aux membres anglophones du Board of Seperate School Trustees, 10 décembre 1886, 17 décembre

écoles séparées. En avril 1887, par exemple, il embauche quatre frères de la communauté religieuse des Frères des Écoles Chrétiennes qui oeuvrent déjà depuis un certain temps dans la région.¹⁷⁹

M^{gr} Duhamel doit parfois intervenir auprès des autorités gouvernementales de la province de l'Ontario pour critiquer toute loi qui viendrait faire obstacle à ses visions en matière d'éducation. C'est ce qui s'est produit au début de l'année 1904, par exemple, lorsqu'un projet de loi sur les taxes municipales passe en première lecture devant l'Assemblée législative de Toronto. Cette loi comportait deux clauses auxquelles l'évêque s'opposait. D'abord, elle prévoyait que les écoles catholiques seraient dorénavant obligées de contribuer aux taxes foncières de la ville. De plus, tous les collèges non affiliés à l'Université de Toronto tomberaient sous le contrôle du gouvernement provincial et par conséquent devraient suivre les standards d'études de ce dernier.¹⁸⁰

Malgré les gains réalisés en éducation avec la loi Richard W. Scott en 1863 et la coopération avec les Irlandais catholiques sous l'épiscopat de M^{gr} Guigues, les Canadiens français sont menacés à plusieurs reprises au cours du ministère de M^{gr} Duhamel. Il n'est plus possible de compter sur l'appui des Irlandais. Au contraire, ces derniers veulent le malheur des Canadiens français et conséquemment, ils lancent diverses campagnes contre eux. La première lutte s'engage au Collège de Bytown, c'est-

1886 et 28 décembre 1886, *Registre des lettres de M^{gr} Duhamel*, vol. du 9 janvier 1885 au 28 décembre 1886, p. 142, 145 et 149.

¹⁷⁹ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Duhamel au Board of R. C. Separate School Trustees de la ville d'Ottawa, 20 avril 1887, *Registre des lettres de M^{gr} Duhamel*, vol. du 7 janvier 1887 au 1 octobre 1887, p. 224.

¹⁸⁰ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Duhamel à M^{gr} O'Connor de Toronto, 5 mars 1904, *Registre des lettres de M^{gr} Duhamel*, vol. du 4 janvier 1904 au 17 septembre 1904, p. 831-832.

à-dire à l'Université d'Ottawa. Les Irlandais réussissent à transformer l'université en une institution unilingue anglaise à partir de 1874.¹⁸¹ M^{gr} Duhamel se porte à sa défense. Il soutient, avec raison, que l'Université d'Ottawa avait été créée par M^{gr} Guigues comme institution bilingue qui avait pour objectif premier le développement et l'épanouissement de la langue et de la culture canadienne-française.¹⁸² La position de M^{gr} Duhamel est très délicate; il doit tenter de restaurer et de maintenir la paix au sein de son diocèse tout en luttant pour les intérêts du peuple auquel il appartient. Il livre une vive opposition à Michael Francis Fallon et aux autres chefs de file irlandais. Toutefois, on doit attendre vingt-sept ans, jusqu'en 1901, avant que l'Université d'Ottawa redevienne bilingue.¹⁸³

Dans un deuxième temps, M^{gr} Duhamel doit affronter la francophobie des Anglo-protestants de l'Ontario qui les amène à voir l'élément français et catholique comme une forme d'arriération qui freine le développement de la province. En 1889, Ross met sur pied une commission royale d'enquête afin de vérifier si l'enseignement en français était véritablement inférieur à l'enseignement en anglais. Le quatre avril 1899, l'anglais devient la seule langue de communication permise dans les écoles de l'Ontario.¹⁸⁴ Nous assistons donc aux premiers pas vers la mise en place du règlement XVII qui viendrait interdire de façon encore plus draconienne l'usage et l'enseignement du français dès 1912. L'évêque d'Ottawa prendra part à cette lutte jusqu'à sa mort.

Enfin, M^{gr} Duhamel intervient en faveur des enseignantes et des enseignants religieux, notamment pour les Frères des Écoles Chrétiennes déclarés responsables du piètre rendement des élèves canadiens-français par la commission d'enquête sur la

¹⁸¹ R. Choquette, *Op. cit.*, p. 23.

¹⁸² *Ibid.*, p. 45.

¹⁸³ *Ibid.*, p. 23.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 66-67.

qualité de l'éducation de 1895.¹⁸⁵ Il doit d'abord commencer par se défendre soi-même puisque le Ministère de l'Éducation de l'Ontario l'accuse de se soucier peu de l'importance d'une instruction de qualité pour les enfants de son diocèse et de ne pas vouloir travailler à l'amélioration de celle-ci. Dans une lettre qu'il expédie au Ministre de l'Éducation le seize octobre 1896, M^{gr} Duhamel affirme avoir déjà dépensé plus de trente mille dollars pour l'éducation élémentaire, collégiale et universitaire de plusieurs jeunes hommes d'Ottawa. Il poursuit en disant que «As long as I can procure the necessary means, I will make it my duty to get the best possible religious catholic education for our dear children.»¹⁸⁶

Ensuite, M^{gr} Duhamel se porte à la défense des Frères des Écoles Chrétiennes que le Conseil scolaire renvoie le six octobre 1895 pour les raisons stipulées précédemment. En 1902¹⁸⁷, les Frères peuvent reprendre leur poste mais deux ans plus tard, les problèmes resurgissent. Il s'agit, cette fois-ci, d'un débat sur la question de la certification des religieux et des religieuses qui enseignent dans les écoles séparées de l'Ontario.

M^{gr} Duhamel et ses confrères des autres diocèses ontariens sont d'avis que les enseignants religieux ne devraient pas avoir besoin de se recertifier puisque avant la Confédération, les certificats québécois étaient reconnus et que le premier paragraphe de l'article quatre-vingt-treize¹⁸⁸ de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique garantit le statu quo pour ce qui s'agit du système d'éducation confessionnel. De plus, les évêques

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 70.

¹⁸⁶ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Duhamel au Ministre de l'Éducation de l'Ontario, 16 octobre 1896, *Registre des lettres de M^{gr} Duhamel*, vol. du 26 août 1896 au 30 décembre 1896, p. 931.

¹⁸⁷ R. Choquette, *Op. cit.*, p. 71.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 63.

de l'Ontario ne veulent pas que les religieux fréquentent l'École Normale en compagnie des laïcs du sexe opposé.¹⁸⁹ J. D. Gratton, un instituteur laïc, intente une poursuite contre les Frères. Malgré une défense bien montée par Napoléon A. Belcourt, le onze juillet 1904, le juge MacMahon rend un jugement défavorable pour eux. À partir de ce moment, la certification est dorénavant obligatoire pour tous.¹⁹⁰

Aussitôt, M^{gr} Duhamel informe son collègue, M^{gr} O'Connor de Toronto, qu'il a recommandé au Conseil scolaire des écoles séparées de faire appel de la décision du juge MacMahon.¹⁹¹ M^{gr} Duhamel réussit même d'obtenir de Ross l'engagement du gouvernement à déboursier les coûts¹⁹² de l'appel ainsi que de certifier temporairement¹⁹³ les Frères des Écoles Chrétiennes afin que l'instruction des enfants ne soit pas interrompue en attendant la décision des cours supérieures. M^{gr} Duhamel est prêt à se rendre jusqu'au Conseil Privé à Londres.¹⁹⁴

En novembre 1904, la Cour d'appel de l'Ontario décide que le jugement de MacMahon était juste; le deux novembre 1906, le Conseil Privé de Londres fait de même.¹⁹⁵ La question de la certification des religieux et des religieuses a donc été un échec pour M^{gr} Duhamel. Toutefois, il n'abandonnera jamais le combat. Comme l'a si bien dit Robert Choquette, M^{gr} Duhamel « devait, jusqu'à sa mort, rester le champion du

¹⁸⁹ *Ibid.*, p. 74-75.

¹⁹⁰ *Ibid.*

¹⁹¹ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Duhamel à M^{gr} O'Connor de Toronto, 16 août 1904, *Registre des lettres de M^{gr} Duhamel*, vol. du 4 janvier 1904 au 17 septembre 1904, p. 910.

¹⁹² *Ibid.*

¹⁹³ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Duhamel à Ross, 10 septembre 1904, *Registre des lettres de M^{gr} Duhamel*, vol. du 4 janvier 1904 au 17 septembre 1904, p. 942.

¹⁹⁴ Archives de l'archidiocèse d'Ottawa, lettre de M^{gr} Duhamel à M^{gr} O'Connor, 3 septembre 1904, *Registre des lettres de M^{gr} Duhamel*, vol. du 4 janvier 1904 au 17 septembre 1904, p. 927-928.

bilinguisme et le défenseur des droits des Canadiens français à Ottawa. »¹⁹⁶ Au moment même de sa mort, il travaillait en coopération avec certains organismes laïcs dans la préparation d'un Congrès qui aurait lieu à Ottawa en 1910. De ce dernier naîtra l'Association canadienne-française de l'Éducation de l'Ontario qui sera dorénavant à l'avant-poste des revendications franco-ontariennes.

4.3 Institut canadien-français d'Ottawa

Bien entendu, selon la définition que l'on s'est donné du nationalisme, quiconque adhère à ce mouvement, que ce soit un individu ou un groupe de personnes, aspire à une meilleure reconnaissance de la nation à laquelle il ou elle appartient. Les Canadiens français de l'Ontario vont justement mener un combat ardu afin de se faire entendre, de se faire reconnaître et de faire valoir leurs droits et ce, bien avant l'avènement du règlement XVII. Au cœur des préoccupations se trouvent toujours la langue française (surtout par le biais du droit à l'éducation dans sa langue maternelle) et la foi catholique romaine. Cette réalité est exposée dans un poème d'Octave Crémazie cité à quelques reprises par plusieurs des organismes canadiens-français d'Ottawa :

Ah! bientôt, puissions-nous, ô drapeau de nos pères,
Voir tous les Canadiens unis comme des frères,
Comme au jour du combat se serrer près de toi :
Puisse des souvenirs la tradition sainte,
En régnant dans les cœurs, garder de toute atteinte,
Et leur langue et leur foi.¹⁹⁷

L'Institut canadien-français d'Ottawa, étant un des organes principaux de rassemblement de la communauté et de diffusion de la culture, prend part activement à la lutte des intérêts des Canadiens français d'Ottawa. De fait, dès ses débuts, il

¹⁹⁵ R. Choquette, *Op. cit.*, p. 75.

¹⁹⁶ *Ibid.*, p. 55-56.

rencontre des obstacles puisque que les autorités ont refusé d'enregistrer sa charte parce que cette dernière était rédigée en français. Il a fallu l'intervention d'un homme influent, c'est-à-dire de Sir George-Étienne Cartier, pour la faire accepter.¹⁹⁸

L'Institut va parfois faire appel à la tactique du boycottage en guise d'affirmation ou de contestation de base de ce qui est injuste. Le vingt et un avril 1870, par exemple, à la suite d'une proposition du docteur Valade, le comité d'administration de l'Institut décide de ne plus permettre l'achat et la lecture de tous les journaux, en particulier le Evening Mail, qui manifeste des sentiments antifrçais ou anti-catholique.¹⁹⁹

Voici la résolution que l'on peut lire dans les minutes du cinq février 1903 :

L'Institut canadien reconnaît qu'il est nécessaire et urgent de préparer notre peuple par l'instruction aux entreprises industrielles afin qu'il puisse dans un avenir rapproché exploiter lui-même les ressources naturelles de son pays, surtout les bois d'industrie dont il aura en peu d'années pratiquement le monopole dans le monde. Que dans le but de vulgariser parmi la population l'idée du développement industriel, il serait désirable que dans nos fêtes publiques, l'inscription « Emparons-nous de l'Industrie » figure à côté de nos autres devises nationales.²⁰⁰

L'Institut voit donc l'importance de l'éducation et de l'économie en tant qu'armes politiques et c'est pourquoi il travail à la promotion de l'implication des Canadiens français dans le mouvement de l'industrialisation. Si les Canadiens français réussissent à obtenir un certain contrôle sur l'industrie forestière, par exemple, ils auront plus facilement l'attention des gouvernements et, éventuellement, la reconnaissance de leurs droits.

¹⁹⁷ Octave Crémazie cité dans : La Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa, *Op. cit.*, p.11.

¹⁹⁸ J. Y. Pelletier, *loc. cit.*, p. 128.

¹⁹⁹ Université d'Ottawa, CRCCF, fonds ICFO, C36 V1.

²⁰⁰ *Ibid.*, C36 V3.

L'Institut sait très bien que l'union fait la force et c'est sans doute pourquoi il cherche à travailler de concert avec d'autres organismes qui partagent les mêmes valeurs et les mêmes aspirations qu'eux que ce soit à l'échelle locale (avec la Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa et l'Union Saint-Joseph), nationale ou internationale. En 1909, l'Institut s'affilie à la Fédération catholique des sociétés acadiennes et canadiennes-françaises du Canada et des États-Unis.²⁰¹

Les pressions se font souvent par la voie du courrier comme c'est le cas en décembre 1882 quand le secrétaire avait fait parvenir une lettre au nom de l'Institut pour la défense du droit de la langue française.²⁰²

À la suite du décès de M^{gr} Duhamel, l'Institut va faire du lobbying auprès des autorités à Rome, en correspondant avec le Cardinal Rouleau, afin d'assurer la nomination d'un archevêque canadien-français à Ottawa.²⁰³

L'Institut ne s'implique pas seulement dans le dossier du futur archevêque d'Ottawa; il est très actif afin d'assurer une présence de Canadiens français à plusieurs postes clés. Selon le sénateur Pascal Poirier, c'est grâce à l'Institut en grande partie que Joseph Tassé et Napoléon Belcourt ont obtenu leur siège au parlement fédéral.²⁰⁴

Même M^{gr} Duhamel vante les bienfaits de l'Institut en matière de défense des intérêts de la communauté canadienne-française comme lors du discours à la soirée du Cercle des familles en décembre 1874.

[...] Monseigneur Duhamel l'y a répondu avec tact et justesse disant qu'après avoir connu les commencements de cette institution [Institut canadien-français d'Ottawa] et observé les progrès si marquants qu'elle a fait et ne cesse de faire, on peut lui prédire des jours de prospérité qui tourneront à l'avantage des

²⁰¹ *Ibid.*

²⁰² *Ibid.*, C36/6/3.

²⁰³ *Ibid.*, C36/15/2.

²⁰⁴ *Ibid.*, C36-6/1/1.

Canadiens français de cette partie de la province dont l'Institut est pour ainsi dire, le foyer, le « Cercle de famille » où l'on vient s'entretenir de choses chères à notre race et aux cœurs vraiment patriotiques.²⁰⁵

Enfin, l'Institut prend part aux pourparlers qui créeront l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario. La délégation officielle assistant au congrès d'éducation de l'Ontario les quatorze et quinze février 1912 est constituée de messieurs Dessauil, Marion, Chalifou, Grenier et Corriveau.²⁰⁶

4.4 Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa

« [...] assurer la survivance de l'âme française, et fournir aux forces de résistance à l'assimilation ces armes vierges encore de toute défaite qu'on appelle l'action et la force de l'association. »²⁰⁷ Voilà ce que pense le journaliste Ludger Duvernay en fondant la première Société St-Jean-Baptiste à Montréal en 1834.

Assurément, la Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa poursuit le même idéal par l'entremise de ses quatre commissions permanentes : la commission des intérêts nationaux, la commission des arts et des sciences, la commission municipale et la commission du patronage.²⁰⁸

La commission des intérêts nationaux étudie les meilleurs moyens pour faire respecter les droits des Canadiens français et de promouvoir leurs intérêts économiques, religieux, sociaux et scolaires. Elle s'occupe donc, entre autres, des questions quant à la colonisation, l'agriculture, l'aide mutuel, le chômage, le commerce, l'industrie, l'expansion du système scolaire séparé, la tempérance et la mortalité infantile.²⁰⁹ En

²⁰⁵ article de journal repris dans *Ibid.*, C36-6/2/16.

²⁰⁶ *Ibid.*, C36 V3.

²⁰⁷ La Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa, *Op. cit.*, p. 9.

²⁰⁸ *Ibid.*, p.17.

²⁰⁹ *Ibid.*

février 1909, par exemple, les membres de la SSJBO discutent des solutions possibles pour retrouver l'harmonie au sein de la Commission scolaire des écoles séparées puisqu'il y a des tensions entre Francophones et Anglophones.²¹⁰ En lisant le procès-verbal du Bureau de direction du douze mai 1911, on se rend compte que la SSJBO est pleinement engagée dans une campagne de revendication de services en français. Elle demande à ses membres et à d'autres organismes de la région d'exiger de la documentation, l'affichage et des services en français de la part des compagnies d'utilités et des grands magasins.²¹¹ Elle encourage également ses membres à utiliser les services et à acheter les produits des commerçants canadiens-français.²¹² Enfin, la SSJBO contribue, elle aussi, à la création de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario.

La commission des arts et des sciences travaille à la promotion de l'éducation et de la formation pour assurer un meilleur avenir et une meilleure position de négociation des Canadiens français.²¹³ Comme nous l'avons vu précédemment, la SSJBO va donc parfois participer à l'organisation des conférences de l'Institut canadien français d'Ottawa. De plus, elle va encourager les jeunes à poursuivre leurs études et les appuyer de diverses façons.

La commission municipale tente d'assurer une représentation canadienne-française au conseil municipal d'Ottawa comme c'est le cas lors de la campagne électorale de 1913²¹⁴ et une juste distribution des fonds servant aux améliorations

²¹⁰ Université d'Ottawa, CRCCF, fonds FSSJBO, C19/10/1, C19E36.2,1.

²¹¹ *Ibid.*

²¹² La Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa, *Op. cit.*, p.19.

²¹³ *Ibid.*, p.17.

²¹⁴ Université d'Ottawa, CRCCF, fonds FSSJBO, C19/10/1, C19E36.2,1.

urbaines de la ville.²¹⁵ Pour ce faire, on encourage les électeurs canadiens-français de s'unir et de voter pour un même candidat.

La commission du patronage fait pression auprès des instances gouvernementales pour qu'un nombre suffisant de Canadiens français puisse bénéficier du patronage de la fonction publique.²¹⁶ Le trente septembre 1905, le conseil d'administration de la Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa décide d'intervenir auprès de la bibliothèque Carnegie pour qu'un Canadien français soit nommé au poste d'assistant bibliothécaire.²¹⁷ En janvier 1912, c'est aux postes de bibliothécaire et de précepteur de taxes que l'on exige l'embauche de Canadien français.²¹⁸

4.5 Union Saint-Joseph d'Ottawa

« Travailler au maintien et à la propagation de la langue française et œuvrer à la consolidation des institutions civiles et religieuses de la nation canadienne-française »²¹⁹ sont des objectifs qui font partie intégrante du document constitutionnel de l'Union Saint-Joseph d'Ottawa. Cet organisme d'aide mutuelle dépasse de beaucoup le simple soutien financier en cas de maladies et de décès. Elle est tout à fait nationaliste en ce sens où elle espère que les Canadiens français formeront réellement une communauté nationale française et catholique unie dans la défense de leurs droits.²²⁰ Dès sa création, elle travaille donc d'arrache-pied au ralliement du peuple canadien-français. À l'une des premières assemblées de l'Union Saint-Joseph, le fondateur, Cuthbert Bordeleau lance un premier cri d'appel : « Unissons-nous donc Canadiens, et nous serons forts contre

²¹⁵ La Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa, *Op. cit.*, p.17.

²¹⁶ *Ibid.*

²¹⁷ Université d'Ottawa, CRCCF, fonds FSSJBO, C19/10/1, C19E36.2,1.

²¹⁸ *Ibid.*

²¹⁹ Université d'Ottawa, CRCCF, fonds USJO, C20/B1/4.

²²⁰ J.-P. Loranger, *Op. cit.*, p. 11.

les préjugés qui nous accusent de ne pouvoir nous unir entre nous. Nous espérons que notre conduite va démentir ces reproches, car il bât dans la poitrine du Canadien un cœur noble et généreux [...] »²²¹

Le combat national de l'Union Saint-Joseph se fait principalement par l'entremise de son bulletin. La publication mensuelle de ce bulletin est parsemée d'articles, de publicités, de discours et d'œuvres littéraires servant à raviver le sentiment nationaliste canadien-français. Examinons quelques exemples. Premièrement, dans les numéros précédents une fête patronale ou nationale (la St-Jean-Baptiste ou autres), on encourage les Canadiens français de la province à chômer cette journée de travail et d'assister aux célébrations.²²² Il est très difficile d'évaluer si l'absentéisme est généralisé aux jours de fêtes mais nous savons que la participation aux festivités en l'honneur de Saint Joseph est obligatoire pour les membres de l'Union sous peine d'être exclu de l'organisme. Il est donc possible de supposer que les membres, du moins, y participent en assez grands nombres.

Deuxièmement, *Le Prévoyant* du quinze avril 1902²²³ publie un article sur la scandaleuse affaire O'Keefe qui a fait couler de l'encre non seulement dans les journaux locaux mais aussi à Montréal. Le magistrat O'Keefe avait refusé d'entendre la plainte d'une Canadienne française parce qu'elle ne voulait guère la déposer en anglais. La Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa a donc décidé de demander l'intervention du ministre de la justice, l'honorable M. Fitzpatrick.

²²¹ Université d'Ottawa, CRCCF, fonds USJO, C20/V7.

²²² *Ibid.*, PER 1587 A, *Bulletin officiel*, vol. 1, no. 12 (15 avril 1896).

²²³ *Ibid.*, PER 1587 B, *Bulletin officiel*, 15 avril 1902.

Troisièmement, en juillet et en août 1900²²⁴, l'Union Saint-Joseph publie des poèmes patriotiques d'Octave Crémazie et du docteur Chevrier respectivement intitulés *Soyons unis!* et *Rallions-nous!* à la une de son bulletin. (voir l'annexe 7)

Quatrièmement, le bulletin s'engage à promouvoir la colonisation puisque l'Union la juge comme étant une œuvre patriotique et religieuse essentielle pour les Canadiens français. Cette publicité sert parfois à encourager les membres de l'Union à faire une contribution monétaire à l'effort de colonisation afin d'ouvrir des écoles dans les nouvelles colonies²²⁵ ou tout simplement à décourager l'immigration des Canadiens français vers les États-Unis. On cite à titre d'exemples des témoignages de rapatriés qui parlent des difficultés de leur exil aux États-Unis. On publie des textes encourageant plutôt la migration vers diverses régions de l'Ontario et vers l'ouest canadien tels que celui de sir George-Étienne Cartier qui date de l'époque de la passation du projet de loi sur le Canadien Pacifique.²²⁶ Voici une autre publicité qui vante les bienfaits de la colonisation :

Finissez donc votre esclavage, cessez d'enrichir vos ennemis par votre travail, par votre zèle, par votre adresse et votre industrie. Soyez vos maîtres enfin – en devenant de bons cultivateurs. [...] La colonisation a sauvé une fois le Canada français. Comme autrefois le salut est encore là aujourd'hui pour nos compatriotes.²²⁷

Par ailleurs, l'Union Saint-Joseph d'Ottawa joue un rôle central dans l'organisation du congrès qui donnera naissance à l'Association canadienne-française

²²⁴ *Ibid.*, 15 juillet et 15 août 1900.

²²⁵ *Ibid.*, 15 novembre 1899.

²²⁶ *Ibid.*, 15 avril et 15 mai 1901.

²²⁷ *Ibid.*, PER 1587 D, *Le Prévoyant*, octobre 1906.

d'éducation de l'Ontario en faisant de la publicité à travers la province, par la publication du *Prévoyant*, en prêtant ses locaux et en prenant part aux débats.²²⁸

4.6 Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario

Selon le Père Beausoleil, c'est la création de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario qui a permis d'unir une communauté qui, auparavant, était fragmentée et non organisée.

Le mouvement initial de toute lutte c'est d'abord la mobilisation des forces qui peuvent assurer le succès. La nécessité de réunir en une convention des Canadiens français d'Ontario s'imposait donc avant toute autre tentative d'action; il fallait faire le dénombrement de nos forces, souder étroitement ensemble tous ces groupes nationaux dispersés par toute la province, étudier notre état social, donner une direction sage, ferme en même temps qu'uniforme, à nos efforts; en un mot, former bloc devant l'opinion.²²⁹

L'ACFEO reçoit le flambeau des institutions locales et devient l'organe organisé et représentatif des revendications de tous les Canadiens français de l'Ontario. Sa mission première est la lutte contre le règlement XVII mais elle continuera à défendre les intérêts des Franco-Ontariens bien au-delà de son abrogation en 1927.

²²⁸ Gayle Comeau, *The role of the Union St-Joseph du Canada in the organisation of the Association canadienne-française d'éducation d'Ontario*, mémoire de maîtrise, Université de Montréal, février 1982, 142 p. et J.-P. Loranger, *Op. cit.*, Ottawa, 1978, p. 29.

²²⁹ le Père Beausoleil cité dans : Gayle Comeau, *Op. cit.*, p. iii.

CHAPITRE 5

BRÈVE COMPARAISON AVEC LE NATIONALISME CANADIEN-FRANÇAIS DU QUÉBEC

Il existe trois grandes périodes historiques quant au nationalisme canadien-français sur le territoire québécois.²³⁰ Il y a d'abord le nationalisme canadien au Bas-Canada entre 1791 et 1838 ce qui correspond au mouvement patriote. Ensuite vient le nationalisme canadien-français (1840 à 1960 environ) symptomatique d'un peuple devenu minoritaire qui se replie sur lui-même et sur ses traditions. Enfin, à partir des années 1960, c'est-à-dire dès les débuts de la Révolution tranquille, nous assistons à l'émergence du nationalisme québécois. Il s'agit d'une « nouvelle tentative d'affirmation politique de la nation »²³¹.

Même si le nationalisme au Québec connaît ses débuts après l'Acte constitutionnel de 1791 seulement, la conscience nationale des habitants du territoire du Québec actuel remonte au XVII^e siècle. Déjà à cette époque, ils commencent à développer une identité propre; ils se distinguent des Français malgré qu'ils partagent les mêmes institutions. Par conséquent, la Conquête n'est qu'un changement de régime et non pas l'effacement d'un peuple.²³²

Par ailleurs, certains événements importants influencent l'évolution du peuple canadien et son identité : Proclamation royale de 1763, l'Acte de Québec de 1774, l'arrivée des Loyalistes, l'Acte constitutionnel de 1791.²³³ Les Canadiens français de l'Ontario et du Québec ont vécu ces événements sensiblement de la même façon. De fait, la plupart des membres de la communauté canadienne-française d'Ottawa résidaient

²³⁰ L. Balthazar, *Op. cit.*, p. 34-35.

²³¹ *Ibid.*

²³² *Ibid.*, p. 38-42.

au Québec ou n'étaient pas encore nés à l'époque de ces incidents. Il est donc possible d'affirmer que l'expérience de ces événements est la même pour ces deux groupes, que l'influence a été plus ou moins la même et que, par conséquent, ils forment toujours une même nation au début de l'époque que nous étudions, c'est-à-dire en 1852.

Plus tard, il y a d'autres événements marquants qui ont une incidence sur la relation entre les Canadiens français et les Canadiens anglais : les rébellions de 1837-38, le rapport Durham et l'Acte d'Union de 1840, l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1867, la pendaison de Louis Riel en 1885, la loi du rachat des propriétés des jésuites en 1888, l'abolition du système des écoles publiques confessionnelles françaises au Manitoba en 1890, la guerre des Boers, la crise navale, le règlement XVII en Ontario en 1912, la conscription lors des deux conflits mondiaux et d'autres crises qui deviennent de plus en plus régionalisées. À partir de la formation du Dominion du Canada surtout, ces péripéties se vivent selon différents degrés d'intensité, selon différentes perspectives et selon différents intérêts d'une province à l'autre. Considérons un instant le premier soulèvement métis au Manitoba en 1869. Au début, l'événement est très mal perçu dans les journaux canadiens-français; on le qualifie de « rébellion de demi-sauvages ». ²³⁴ Rapidement toutefois, la couverture médiatique de cette crise se transforme radicalement. Dorénavant, il s'agit d'une lutte contre l'injustice ²³⁵; les Orangistes s'en prennent aux Catholiques et aux Francophones. Nous avons donc l'impression qu'il y a cohésion et union entre les Canadiens français. Le même phénomène se reproduit lors de la mise en application du règlement XVII en

²³³ *Ibid.*, p. 42-50.

²³⁴ Yves Frenette, *Brève histoire des Canadiens français*, Boréal, Louiseville (Québec), 1998, p. 128.

²³⁵ *Ibid.*

Ontario. Plusieurs intellectuels canadiens-français du Québec de même que plusieurs organismes tels la Société St-Jean-Baptiste de Montréal se mettent de la partie et condamnent l'action du gouvernement conservateur de Whitney. C'est le cas d'Henri Bourassa et d'Olivar Asselin.²³⁶ Or, les habitants du Québec ne sont nullement affectés par le règlement XVII. Les Canadiens français du Québec viennent-ils à la rescousse de leurs compatriotes de l'Ontario ou tentent-ils simplement de servir leurs propres intérêts? Les Canadiens français de ces deux provinces appartiennent-ils toujours à la même nation? Chose certaine, les réalités de la vie en Ontario et au Québec sont différentes. Les revendications et les aspirations varient également quelque peu. Il s'agit toutefois essentiellement du même groupe, de la même nation, surtout lorsque nous considérons les valeurs et les institutions qui leurs sont les plus chères. Malgré l'apparition assez tôt du vocable « Franco-Ontarien »²³⁷ dans certains documents des organismes patriotiques et nationaux d'Ottawa, l'identité demeure tout de même principalement canadienne-française.

Analysons davantage le deuxième nationalisme du Québec, le nationalisme canadien-français proprement dit qui correspond à la période étudiée. L'Acte d'Union de 1840 fait du Canada-uni une colonie unilingue anglaise. Louis Hyppolite Lafontaine devient alors le nouveau chef laïc du nationalisme canadien-français en se lançant sur une voie de collaboration avec les Anglophones afin de faire valoir les droits de son peuple. En 1841, il prononce, à titre de député de Toronto, un discours en français, ce qui rétablit officieusement l'utilisation du français au parlement. C'est en 1849 que le Gouverneur général Lord Elgin redonne à la langue française son statut officiel. La

²³⁶ *Ibid.*, p. 136-137.

²³⁷ Université d'Ottawa, CRCCF, fonds FSSJBO, C19/1/1.

conscience nationale des Canadiens français en est tout de même une de minorité et conséquemment, le peuple se retourne vers ses institutions et ses traditions.²³⁸

L'Église catholique romaine se veut une des institutions canadiennes-françaises par excellence. Le clergé, initialement par l'entremise de M^{gr} Ignace Bourget²³⁹, joue donc un rôle essentiel dans l'élaboration de ce nouveau nationalisme. De fait, c'est le nationalisme ultramontain qui prévaut tout au long des cent vingt ans environ entre l'Acte d'Union et la Révolution tranquille.

L'Église s'affirme davantage et prend de plus en plus de contrôle auprès du peuple grâce aux alliances avec des hommes politiques modérés importants tels que Lafontaine, grâce à l'arrivée des diverses communautés de religieux et de religieuses de la France, grâce à la coopération entre évêques et prêtres de paroisses, grâce au contrôle de l'éducation et tout le domaine social (hôpitaux, orphelinat, etc.) et grâce à son implication dans la vie culturelle et des outils de diffusion. Elle n'a tout de même pas un contrôle absolu. Citons à titre d'exemples l'exode des Canadiens français vers les industries des États-Unis et le libéralisme économique. Toutefois, l'Église est omniprésente et détient un pouvoir réel au Québec; il est difficile à cette époque de dissocier langue française et foi catholique.²⁴⁰

Bien que le clergé catholique français de l'Ontario ne détient pas autant d'influence et de pouvoir en ce qui a trait à la politique que son homologue du Québec, il joue tout de même un rôle semblable auprès de sa communauté canadienne-française. Les Canadiens français de l'Ontario dont ceux du diocèse d'Ottawa adhèrent au nationalisme ultramontain.

²³⁸ L. Balthazar, *Op. cit.*, p. 66-69.

²³⁹ *Ibid.*, p. 69.

D'abord, plusieurs membres du clergé sont actifs au sein des diverses organisations nationales et patriotiques canadiennes-françaises. De fait, l'évêque en assure toujours le rôle de patron, tout au long de notre période d'étude. C'est bien le cas de l'Institut canadien-français d'Ottawa qui aura six patrons : Messieurs Guigues (1852-1874), Duhamel (1874-1909), Routhier (1909-1927), Forbes (1928-1940), Vachon (1940-1953) et Lemieux (1953-1966).²⁴¹

Le clergé joue aussi souvent un rôle de chef de file en matière de revendications surtout dans les nouvelles régions de colonisation canadienne-française de l'Ontario où la communauté laïque est moins bien organisée. Ce sont les prêtres qui parlent au nom de la communauté et qui représentent ses intérêts auprès des autorités régionales et provinciales. Ce sont eux, aussi, très souvent, qui aident à démarrer les sociétés locales que ce soit une branche de l'Union Saint-Joseph ou une Société St-Jean-Baptiste. Plusieurs membres du clergé ont également participé au Congrès de l'ACFEO. Même à Ottawa, comme nous venons de le voir dans la première partie du chapitre quatre, l'Église est omniprésente dans la défense des intérêts des Canadiens français par l'entremise de ses deux premiers évêques : M^{gr} Guigues et M^{gr} Duhamel.

Par ailleurs, les organismes canadiens-français laïcs partagent les mêmes valeurs que l'Église et appuient ses œuvres. Par exemple, l'Union Saint-Joseph promeut le

²⁴⁰ *Ibid.* p. 69-73.

²⁴¹ J. Y. Pelletier, *loc. cit.*, p. 141.

système des écoles séparées, la colonisation, l'importance de la famille²⁴² ainsi que les bienfaits de la tempérance²⁴³ auprès de ses membres.

Le clergé catholique de l'Ontario, tout comme celui du Québec, prend sa place dans le domaine des services sociaux. Les Sœurs grises s'occupent de l'éducation des jeunes filles, de l'Hôpital général d'Ottawa et de l'Orphelinat St-Joseph tandis que les Frères des écoles chrétiennes répondent à l'appel de M^{gr} Guigues et viennent enseigner aux jeunes garçons. De plus, l'Université d'Ottawa voit le jour grâce, justement aux efforts des Oblats, particulièrement ceux du premier évêque d'Ottawa et du Père Tabaret.

Les sociétés laïques d'Ottawa entretiennent une très bonne communication et une belle dynamique avec le clergé. À l'Institut canadien-français, tout comme dans le bulletin de l'Union Saint-Joseph, on peut lire des textes d'accueil, de souhaits, de félicitations, d'encouragements adressés à l'évêque.²⁴⁴ En revanche, le haut clergé d'Ottawa assiste aux soirées (conférences, concerts, pièces de théâtre) des organismes. De plus, il vante et louange les activités de ces derniers. Il n'est pas rare, par exemple, que M^{gr} Duhamel prenne la parole à l'Institut pour le remercier de sa contribution à l'enrichissement culturel de la communauté canadienne-française d'Ottawa. Ces discours se veulent sincères mais visent évidemment à promouvoir l'Institut afin d'y attirer l'adhésion d'un plus grand nombre de gens. L'évêque et d'autres membres du

²⁴² Université d'Ottawa, CRCCF, fonds USJO, PER 1587 B, *Bulletin officiel*, 15 août 1898.

²⁴³ La plupart des éditions du bulletin mensuel de l'Union Saint-Joseph comprennent un article sur la tempérance dont : *Ibid.*, PER 1587 A, *Bulletin officiel*, vol. 1, no. 5 (15 septembre 1895).

²⁴⁴ Université d'Ottawa, CRCCF, fonds ICFO, C36 V1.

clergé parlent aussi en faveur de l'Union Saint-Joseph.²⁴⁵ Il y a donc coopération entre ces deux groupes d'encadrement de la communauté.

Enfin, les sociétés canadiennes-françaises d'Ottawa travaillent à la bienséance et au maintien de la bonne réputation de l'Église. C'est ainsi que l'on ne permet pas de discuter de religion à l'Institut. De plus, les livres condamnant l'Église ne se retrouvent pas sur les rayons de sa bibliothèque et le cercle dramatique s'assure de ne pas mettre en scène des pièces trop controverses aux yeux du clergé.

Il y a toutefois quelques incohérences quant à la cohésion du nationalisme canadien-français ultramontain en Ontario. Dans un premier temps, les organismes laïcs tels l'Institut canadien-français font la promotion de l'industrialisation et des sciences tandis que le discours officiel du clergé adopte une position entièrement défavorable par rapport à l'urbanisation et à l'industrialisation. Ces deux mouvements représentent un fléau puisque les villes et les usines encouragent le libéralisme économique, le relâchement des mœurs et plusieurs autres vices. Le clergé craint de perdre ses ouailles et son pouvoir. Dans un deuxième temps, ce ne sont pas tous les parents canadiens-français qui acceptent volontairement d'envoyer leurs enfants aux écoles séparées. Parfois, les prêtres doivent les menacer en chaire ou leur refuser la communion pour les inciter à respecter les vœux de l'Église en matière d'éducation. Certains Canadiens français, membres de l'élite ontarienne, refusent de défendre les intérêts de la nation canadienne-française. Ils refusent à tout prix, entre autres, de prendre part ou de s'associer au Congrès qui a créé l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario. Dans un dernier temps, plusieurs Canadiens français demeurent fidèles au

²⁴⁵ lettre de recommandation de Mgr Duhamel cite dans : Université d'Ottawa, CRCCF, fonds USJO, PER 1587 B, *Bulletin officiel*, 15 juin 1900.

parti conservateur même après la mise en place du règlement XVII qui vise leur assimilation. Il serait donc possible d'avoir l'impression que le nationalisme n'est pas le même en Ontario puisque le clergé n'a ni un contrôle ni un pouvoir absolu sur la population tel qu'il semble posséder au Québec. Il serait erroné de penser comme tel.

Cette situation de remise en question du rôle de l'Église et du nationalisme n'est pas exclusive à l'Ontario. Il existe plus d'une idéologie au Québec au cours de cette période. En opposition au nationalisme canadien-français ultramontain se trouve le parti des Rouges qui se veut une radicalisation du mouvement patriote. Les Rouges revendiquent la modernisation des institutions, la libéralisation du système scolaire, la dissolution de l'Acte d'Union, l'indépendance du Canada et son annexion aux États-Unis. Ils professent également un certain anticléricalisme. Le nationalisme des Rouges est toutefois ambigu; il est souvent contradictoire. Le mouvement des Rouges va tout de même échouer et disparaître au fur et à mesure que l'ultramontanisme devient de plus en plus important à partir de 1870. Les libéraux modérés vont avoir beaucoup de difficulté à se vendre et à se dissocier du mouvement des Rouges mais réussiront sous Wilfrid Laurier²⁴⁶ Malgré les tentatives de libéralisme, il n'y aura en fait qu'une seule idéologie dominante au Québec, un seul nationalisme canadien-français, celui de l'ultramontanisme.

Honoré Mercier, ancien premier ministre du Québec, joue un rôle très important en politique. Il se sert de l'événement de la pendaison de Louis Riel en 1885 pour rallier la population canadienne-française du Québec. Il fonde un nouveau parti politique national qui rassemble des conservateurs et des libéraux. Il réussit à accroître le pouvoir

²⁴⁶ L. Balthazar, *Op. cit.*, p. 75-77.

du gouvernement provincial québécois. Il ne rompt toutefois pas avec le nationalisme ultramontain.²⁴⁷

Au contraire, il entretient d'excellentes relations avec le clergé. Il va notamment appuyer l'Église dans son projet de colonisation en finançant des routes et du matériel, en permettant aux Canadiens français d'obtenir des terres à de bons prix et en nommant un clerc, le curé Labelle, au ministère de la colonisation.

Le XX^e siècle québécois voit apparaître deux intellectuels nationalistes : Henri Bourassa et le chanoine Lionel Groulx. Henri Bourassa s'oppose à la décision du gouvernement libéral de Laurier d'envoyer des soldats en Afrique du Sud. Par conséquent, il laisse son siège libéral pour devenir un député indépendant. En 1903, il fonde la Ligue nationaliste canadienne et en 1904, le journal *Le Nationaliste* (qui devient *Le Devoir*) pour diffuser ses idées sur la conception du Canada et l'identité canadienne-française. Il reste député fédéral jusqu'en 1908 et il sera aussi député provincial. Il ne veut pas fonder un parti. Toutefois, en 1911, il fait coalition avec les conservateurs afin de défaire Laurier qui voulait doter le Canada d'une marine au service de l'Empire. Il reste influant tout au long de sa carrière. Il dirige *Le Devoir* jusqu'en 1932 et retourne à la politique fédérale où il y reste jusqu'en 1935.²⁴⁸

« Notre nationalisme à nous est le nationalisme canadien, fondé sur la dualité des races. La nation que nous voulons voir se développer c'est la nation canadienne [...] »²⁴⁹ Bourassa veut la souveraineté du Canada, c'est-à-dire le contrôle des politiques extérieurs, de la défense et du commerce extérieur tout en conservant les institutions britanniques. Il ne veut pas que le Canada participe aux guerres de l'Empire

²⁴⁷ *Ibid.*, p. 80-82.

²⁴⁸ *Ibid.*, p. 87-94.

à moins que ce soit dans l'intérêt du Canada. Il veut l'égalité entre les Anglophones et les Francophones partout au pays tout en s'assurant que les droits linguistiques des Francophones soient respectés dans chacune des provinces canadiennes. Il prône le respect de l'autonomie des provinces, surtout dans un but de préservation du caractère catholique et français du Québec. Le nationalisme de Bourassa correspond très bien au nationalisme ultramontain.²⁵⁰

Vers 1920, Lionel Groulx devient le nouveau chef de file de la pensée nationaliste. Groulx éprouve des sentiments racistes et antisémites sans toutefois faire appel à la haine ni à la discrimination systématique. Il s'oppose, par exemple, aux mariages mixtes et croit que les Juifs exploitent les Canadiens français. Toutefois, il n'est aucunement un tenant ni des théories xénophobes de l'Allemagne ni de la violence. Le nationalisme de Groulx est en parfaite harmonie avec la doctrine nationaliste ultramontaine du clergé catholique canadien-français. Il s'oppose à l'industrialisation et à l'urbanisation tout en faisant la promotion de l'agriculture et de la colonisation. En 1937, il dit : « Notre État français, nous l'aurons ».²⁵¹ Il se défend toutefois de faire la promotion du séparatisme. Il s'oppose à l'immigration des étrangers au Canada et à l'exploitation des ressources naturelles du Québec par quiconque autre que les Canadiens français. Contrairement à Bourassa, Groulx est apolitique.²⁵²

Ceci étant dit, malgré les différences entre les Canadiens français du Québec et ceux de l'Ontario, surtout quant à leur situation démographique et à leurs expériences respectives, mais aussi à cause de l'émergence peu à peu d'une nouvelle identité

²⁴⁹ Bourassa cité dans : *Ibid.*, p. 88.

²⁵⁰ *Ibid.*, p. 87-90.

²⁵¹ Groulx cité dans : *Ibid.*, p. 96.

²⁵² *Ibid.*, p. 94-97.

politique en Ontario, il s'agit bel et bien d'un même groupe culturel. La communauté canadienne-française d'Ottawa vit et adhère au même mouvement nationaliste ultramontain que le Québec.

CONCLUSION

Dressons d'abord un bref bilan des principales idées présentées et débattues dans ce travail de recherche.

Depuis la visite d'Étienne Brûlé, fort probablement le premier Européen à voir les Chutes Chaudières en 1610, la région de l'Outaouais s'est présentée sur l'itinéraire de plusieurs explorateurs et marchands français. Plus tard, avec la fondation de Wrightsville en 1800 et le développement de la région en tant que centre important de l'industrie forestière, plusieurs Canadiens français viennent y travailler et s'y établir. La fondation de Bytown en 1826, la construction du canal Rideau de 1827 à 1832, l'incorporation de Bytown en 1850 et d'Ottawa, proprement dit, en 1855 et, le choix de la reine Victoria faisant de cette dernière ville le siège de la capitale de la province du Canada en 1857 sont tous des événements qui viennent grossir les rangs de la population de la vallée de l'Outaouais du côté ontarien. Toutefois, c'est à partir du milieu du XIX^e siècle que la ville d'Ottawa commence à compter une population canadienne-française de plus en plus dynamique, principalement parce que la ville, dès lors qu'elle devient la capitale non seulement de la province du Canada mais d'un nouveau Dominion en 1867, accueille l'arrivée de la fonction publique et aussi de toute une élite qui l'accompagnera.

Il est également important de comprendre que la rivière des Outaouais n'est probablement pas une simple frontière naturelle. Il est difficile d'évaluer l'ampleur des distinctions entre les habitants francophones des deux côtés de ce cours d'eau au plan identitaire et socio-économique. Malgré que le diocèse d'Ottawa chevauche l'ensemble des régions de la vallée de l'Outaouais, il est certain que cette population ne forme pas un tout homogène et que cette division s'accroît tout au long de la période étudiée, surtout avec l'avènement des transformations politiques.

La fraction ontarienne de cette population, encore très jeune à cette époque si l'on s'en tient aux statistiques du recensement de 1871, provient principalement du Québec. De fait, la grande majorité des gens qui la compose est née au Québec et a, par la suite, décidé d'immigrer en Ontario plutôt qu'aux États-Unis ou ailleurs au Canada. La communauté canadienne-française d'Ottawa a la particularité d'être généralement bien instruite. Comme nous l'avons dit, on y retrouve une importante élite de professions libérales : médecins, avocats, commerçants, fonctionnaires, juges, politiciens et ce à cause de la conjoncture politique. Toutefois, tel que c'est le cas ailleurs en Ontario, les Canadiens français d'Ottawa sont principalement issus des classes plus modestes et pratiquent des occupations de bûcherons, d'ouvriers et de cultivateurs.

La communauté canadienne-française d'Ottawa est très bien organisée. Rapidement, elle se dote d'organismes qui oeuvrent à la promotion de sa vie culturelle et à la revendication de ses droits. Il y a d'abord l'Institut canadien-français d'Ottawa, fondé en 1852, qui est fort bien impliqué dans le domaine culturel. Il organise des conférences, des concerts, des pièces de théâtre, des cours, des jeux et des fêtes de toute sortes. L'Institut est toutefois avant tout un cabinet de lecture où tous, incluant ses membres illettrés, peuvent venir s'informer des actualités et se parfaire au plan intellectuel.

Ensuite, il y a la Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa qui, elle aussi, fait la promotion du développement intellectuel. Principalement, elle s'occupe de la défense des droits des Canadiens français. C'est par l'entremise de ses commissions permanentes qu'elle va mener le combat. Elle va, par exemple, obtenir des contrats pour des hommes d'affaires de la communauté et travailler activement en politique, surtout

lors des campagnes électorales. Cette activité assurera une représentation canadienne-française aux diverses instances du gouvernement.

Il y a également l'Union St-Joseph d'Ottawa, une société d'aide mutuelle, qui dépasse de beaucoup son mandat pécuniaire auprès des veuves et des orphelins. Par la publication de son bulletin mensuel, l'Union Saint-Joseph d'Ottawa fait la promotion de ses valeurs et de ses idéaux ultramontains tels que la colonisation et la tempérance, tout en travaillant au ralliement des Canadiens français.

Enfin, plusieurs autres cercles littéraires et groupes d'entraide, surtout de vocation cléricale, s'occupent de l'éducation et des autres services sociaux dont les soins de santé, les œuvres de charité et les orphelinats.

Bien que non parfaite, il existe une dynamique très positive entre le clergé et les organismes laïcs. Un réel sentiment de collaboration peut être observé en lisant la correspondance des évêques du diocèse d'Ottawa et les procès verbaux de l'Institut canadien-français et de l'Union Saint-Joseph. Tous travaillent à l'atteinte de certains objectifs en commun. Essentiellement, il s'agit de défendre les droits des Canadiens français en matière scolaire mais, ce n'est pas là, leur seule préoccupation. La communauté milite aussi pour d'autres causes, telles l'octroi de contrats municipaux, l'élection de représentants canadiens-français au sein d'instances gouvernementales, la participation des autorités dans les projets de colonisation ou, encore, à l'obtention de services en français.

Le clergé catholique romain d'Ottawa participe habituellement aux activités des organismes laïcs canadiens-français et les appuie dans leurs œuvres. M^{gr} Guigues et M^{gr} Duhamel, par exemple, assistent souvent aux concerts et aux pièces de théâtre de l'Institut canadien-français. Officiellement, cette situation d'entraide est fréquemment

réci-proque. Les laïcs ne se plaignent pas trop de la place centrale qu'occupent les groupes religieux, surtout en matière sociale, que ce soit dans les hôpitaux ou dans le système scolaire.

Au Québec, tout comme en Ontario, il serait erroné de prétendre que la cohésion parfaite règne au sein des croyances et des actions des Canadiens français. Comme il fut possible de constater précédemment, d'autres idéologies ont parfois fait obstacle au progrès de l'ultramontanisme. Notons particulièrement le mouvement des Rouges au Québec et l'opposition de certains parents au système scolaire séparé en Ontario. Toutefois, cette rivalité idéologique est éventuellement presque complètement dissipée. Le clergé acquiert de plus en plus de pouvoir et il est appelé à jouer un rôle central dans plusieurs domaines de la vie des Canadiens français. Entre 1840 et 1960, le Québec est donc empreint d'un nationalisme ultramontain.

Certains intellectuels du Québec viennent même contribuer à l'essor de ce nationalisme par leurs actions qui proviennent de leurs convictions personnelles. C'est le cas d'Honoré Mercier, d'Henri Bourassa et du chanoine Lionel Groulx qui sont tous les trois de fervents croyants catholiques et défenseurs des intérêts des Canadiens français.

En Ontario, la situation est tout de même considérablement différente en ce sens où les Canadiens français sont en position démographique minoritaire. De plus, le clergé n'entretient pas des relations aussi intimes avec les autorités gouvernementales provinciales comme c'est souvent le cas au Québec. Malgré cette différence et ces contraintes, l'Église catholique joue un rôle de premier plan dans la vie quotidienne des membres de la communauté canadienne-française d'Ottawa. C'est le cas à Ottawa et, encore plus vrai dans les nouvelles régions de colonisation où l'Église se veut, pour un

certain temps, le seul point de ralliement et d'encadrement de la communauté. Les clercs s'assurent qu'il y ait une église et une école. Par ailleurs, ils représentent la communauté auprès des autorités. Le nationalisme ultramontain est donc également présent en Ontario.

De façon générale, tout au long de la période étudiée, c'est-à-dire entre 1852 et 1912, les Canadiens français d'Ottawa ont su s'organiser ainsi que de démontrer leur fierté et leur appartenance à un même groupe culturel tout en revendiquant leurs droits. Ils ont l'espoir d'atteindre leurs objectifs et de vivre selon leurs aspirations.

Le nationalisme, tout comme la question identitaire et l'histoire idéologique, est un sujet très complexe et il n'est pas facile d'apporter des conclusions nettes et précises. Une étude toujours de plus en plus approfondie est exigée pour nous permettre d'atteindre un meilleur niveau de compréhension. Prenant ceci en considération, il est tout de même possible d'affirmer qu'à la lumière des recherches réalisées dans le cadre de ce travail, la communauté canadienne-française d'Ottawa éprouve un sentiment d'appartenance à un même peuple et adhère à un mouvement nationaliste. Il s'agit essentiellement du même nationalisme que l'on retrouve au Québec à la même époque : un nationalisme qui repose sur l'une de ses institutions traditionnelles par excellence, l'Église catholique romaine.

Bien entendu, même si cette étude a permis de proposer de bonnes pistes de réponses à nos interrogations initiales, il n'en demeure pas moins que notre travail d'investigateur se trouve toujours à l'étape embryonnaire. D'autres questions surgissent et demandent qu'on leur porte une attention particulière dans le cadre d'éventuelles recherches futures.

D'abord, il serait possible d'acquérir une meilleure connaissance du mouvement nationaliste canadien-français en Ontario en examinant d'autres régions de la province, telles les communautés de Kingston, de Toronto ou du Nord ontarien.

Il faudrait également étudier la question sur une période plus étendue. Même s'ils sont encore moins nombreux à cette époque, que pensent et que font les Canadiens français du Haut-Canada au moment des Rébellions de 1837-38? Comment évolue le sentiment nationaliste après 1912?

De plus, il serait essentiel d'examiner et d'analyser les multiples transformations politiques, sociales et économiques qui s'opèrent dans la société canadienne entre 1852 et 1912 afin de découvrir leur influence sur le mouvement identitaire et nationaliste des Canadiens français d'Ottawa.

Ensuite, si nous pouvons obtenir l'accès à la documentation d'archives familiales, il serait très intéressant d'analyser plus profondément la contribution des chefs de file canadien-français d'Ottawa. Nous savons qu'il existe une élite et qu'elle milite pour faire valoir les droits de la communauté mais quelles sont certaines des idéologies personnelles de ses membres? Il faudrait peut-être fouiller leur œuvre afin d'y trouver des réponses.

Enfin, il serait essentiel de traiter de la question en considérant d'autres perspectives. Comment les Canadiens anglais perçoivent-ils la communauté canadienne-française de l'Ontario? Commentent-ils à la considérer comme une entité à part entière et différente de celle du Québec? Si oui, quand et pourquoi?

Il est facile de constater qu'il existe encore plusieurs interrogations à explorer, même dans le seul domaine du nationalisme. Ce n'est pas un grand mystère, il reste encore beaucoup à faire au niveau de l'historiographie franco-ontarienne. Elle devrait,

nous l'espérons, susciter de plus en plus d'intérêt de la part des chercheurs de tous les niveaux.

ANNEXE 1
SIGNATAIRES DU DOCUMENT CONSTITUTIONNEL DE 1855²⁵³

1. Joseph Balsura Turgeon
2. H. Lapierre
3. Isidore Champagne
4. Charles Lepage
5. R. Lapierre
6. B. Bernard Larivière (illettré – signe d'un X)
7. L. A. Grison
8. C. Goyer
9. Réaume
10. Elisée Laverdure
11. (illisible)
12. Cyprien Triolle
13. Le docteur St-Jean
14. Taillon
15. A. Routhier
16. Hurtubise
17. T. H. Lapierre
18. Eugène Martineau
19. L. Lebeau
20. Alfred Perraud
21. Flavien Rochon
22. Alexis Lois (difficile à lire donc incertain de l'exactitude de l'orthographe)
23. S. Groulx
24. P. Moreau (illettré – signe d'un X)
25. Pierre Marié
26. Regis Bonneaux (difficile à lire donc incertain de l'exactitude de l'orthographe)
27. Achille Fournier
28. Louis Tassé
29. Edouard Alarie
30. M. Fouques (difficile à lire donc incertain de l'exactitude de l'orthographe)
31. A. Champagne

²⁵³ Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Fonds de l'Institut canadien-français d'Ottawa, C36/1/6.

ANNEXE 2
MEMBRES FONDATEURS DE L'UNION SAINT-JOSEPH²⁵⁴

1. Cuthbert Bordeleau
2. Herrick Peltier
3. Léonard Desmarais
4. Toussaint Ménard
5. Léon David
6. François Sauriol
7. Onésime Barette
8. Théophile Bellemare
9. Barnabé Desjardins
10. Alexis Foisy
11. Alfred Dufour
12. Fulgence Lalonde

²⁵⁴ Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Fonds de l'Union St-Joseph d'Ottawa, C20/B1/4.

ANNEXE 3
 CONSEILS LOCAUX DE L'UNION ST-JOSEPH EN 1898-1899²⁵⁵

Conseils	En règle	Suspendu	Non en règle
Notre Dame d'Ottawa	725	9	36
Hull	177	0	6
Rockland	130	4	0
Mattawa	53	0	2
Arnprior	66	2	0
Clarence Creek	44	2	0
L'Orignal	35	7	0
Joliette	71	6	0
Crysler	25	2	15
Embrun	39	0	4
Hawkesbury	?	?	?
Total (excluant Hawkesbury)	1365	32	63
Grand total des membres (excluant Hawkesbury)	1460		

²⁵⁵ Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Fonds de l'Union St-Joseph d'Ottawa, C20/V58.

ANNEXE 4
LISTE PARTIELLE DES ACTIVITÉS CULTURELLES À OTTAWA²⁵⁶

DATE	LIEU	TYPE	DESCRIPTION
1855	à l'Institut	soirée littéraire (conférence)	- conférence de l'amiral Paul-Henry de Belvèze (commandant de <i>La Capricieuse</i>) ; - il s'agit du premier militaire français en sol canadien depuis la Conquête ; - invité par le Docteur Trottier de Beaubien
automne 1862	à l'Institut	fête (souper) aux huîtres	- la tradition du souper annuel aux huîtres commence en 1862 et se poursuit tout au long de notre période d'étude ; - on y retrouve souvent des personnages importants, p. ex. : Sir Wilfrid Laurier en 1896
17 décembre 1862	à l'Institut	soirée musicale et dramatique	- inauguration de la nouvelle salle de théâtre
21 décembre 1865	à l'Institut	soirée musicale et dramatique	- au bénéfice de l'Institut pour les cours de lecture
27 janvier 1870	à l'Institut	soirée musicale	- concert par et au profit de l'Institut
31 mars 1870	à l'Institut	soirée musicale	- par la Société musicale canadienne-française au profit de l'Institut en échange du droit d'utilisation des locaux de l'Institut pour ses activités
2 juin 1870	à l'Institut	soirée littéraire (conférence)	- Augustin Laperrière donne cette conférence sur <i>Les causes qui amenèrent à la destruction du Parlement à Montréal le 25 avril 1849</i>
16 juin 1870	à l'Institut	soirée musicale et dramatique	- par l'Institut
30 novembre 1870		soirée dramatique	- pièce : <i>Prosper et Vincent</i> ; - par le cercle dramatique de l'Institut
28 décembre 1870		soirée dramatique	- pièce : <i>Dans la rue</i> ; - par le cercle dramatique de l'Institut
4 janvier 1871		soirée dramatique	- pièce : <i>Bataille de Dames</i> ; - par le cercle dramatique de l'Institut
11 janvier 1871		soirée dramatique	- pièce : <i>Souffrez-moi dans l'œil</i> ; - par le cercle dramatique de l'Institut
18 janvier 1871		soirée dramatique	- pièce : <i>Un jeune homme pressé</i> ; - par le cercle dramatique de l'Institut
8 février 1871		soirée dramatique	- pièce : <i>La Surprise</i> ; - par le cercle dramatique de l'Institut
15 février 1871		soirée dramatique	- pièce : <i>Le calcul militaire</i> ; - par le cercle dramatique de l'Institut
7 mars 1871		soirée dramatique	- pièce : <i>Le Proscrit</i> ; - par le cercle dramatique de l'Institut
30 mars 1871		soirée dramatique	- pièce : <i>La leçon du Chant et Un jeune homme pressé</i> ;

²⁵⁶ Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Fonds de l'Institut canadien-français d'Ottawa, C36.

4 décembre 1872 ; 8 décembre 1872 ; 8 janvier 1873 ; 15 janvier 1873 ; 22 janvier 1873 ; 29 janvier 1873 ; 5 février 1873 ; 12 février 1873 ; 19 février 1873 ; 26 février 1873 ; 6 mars 1873 ; 12 mars 1873 ; 19 mars 1873 ; 26 mars 1873 ; 2 avril 1873	à l'Institut	soirée littéraire (conférence), musicale et parfois dramatique (cours d'hiver)	- par le cercle dramatique de l'Institut - par le Cercle des familles ; - habituellement les mercredis
17 décembre 1873 ; 29 décembre 1873 ; 7 janvier 1874 ; 21 janvier 1874 ; 18 février 1874 ; 25 février 1874 ; 4 mars 1874 ; 18 mars 1874 ; 25 mars 1874 ; 7 avril 1874 ; 22 avril 1874 ; 2 mai 1874	à l'Institut	soirée littéraire (conférence), musicale et parfois dramatique (cours d'hiver)	- par le Cercle des familles ; - habituellement les mercredis
2 décembre 1874	à l'Institut	soirée musicale, littéraire (discours) et dramatique	- comédie : <i>As-tu tué le Mandarin ?</i> ; - par le Cercle des familles ; - invités : M ^{gr} Duhamel et le Grand Vicaire Cazeau de Québec ; - discours : Benjamin Sulte et M ^{gr} Duhamel
13 janvier 1877	à l'Institut	soirée musicale, dramatique et littéraire	- en l'honneur du 25 ^e anniversaire de l'Institut ; - par l'Institut et la SSBO ; - invités spéciaux du Canada et des É- U ; - thème : importance de développer la littérature canadienne- française
19 juin 1877	à l'Institut	soirée musicale et dramatique	- début de l'Orchestre de l'Institut sous la direction de Louis Dauray en l'occasion de la St-Jean-Baptiste devant 1200 personnes ; - amasser fonds pour payer coûts du nouvel édifice ; - discours de Joseph Tassé (président du comité de construction) ; - 8 pièces musicales + <i>Dieu sauve la reine</i> à la fin ; comédie <i>Monsieur Musard</i>
25 juin 1877	à l'Institut	soirée musicale et dramatique	- grand concert de la fête nationale par l'Institut sous la direction de Stanislas Drapeau ; - concert en deux parties entrecoupé

			de discours + <i>Dieu sauve la reine</i> à la fin ; - comédie <i>Les Fourberies de Scapin</i> - beaucoup de diffusion dans les journaux dont <i>The Ottawa Citizen</i>
30 juin 1877	à l'Institut	soirée musicale et dramatique	- par les membres du club dramatique des Zouaves pontificaux et non l'Institut - concert ; - drame <i>Le fils du forçat</i> ; - vaudeville <i>Le Marquis de Lauzum</i> ; - discours de M. le Chevalier A. Larocque sur les <i>Épisodes du Régiment des Zouaves</i>
9 juillet 1877	à l'Institut	soirée musicale et dramatique	- par l'Orchestre de l'Institut et le Cercle dramatique d'Ottawa ; - pour payer les coûts de la fête nationale - concert dont <i>Vive la Canadienne</i> ; - <i>Fourberies de Scapin</i> et <i>Monsieur Musard</i>
24 octobre 1877	à l'Institut	soirée musicale et dramatique	- invités : Gouverneur général et M ^{gr} Duhamel ; - pour inaugurer l'édifice de la rue York et pour célébrer le 25 ^e anniversaire de l'Institut ; - discours de l'Honorable P. J. O. Chauveau (Premier ministre du Québec) - deux opérettes d'Offenbach
25 octobre 1877		soirée littéraire (débat) et banquet	- pour le 25 ^e de l'Institut ; - débats : a) meilleurs moyens à prendre pour développer la littérature franco-canadienne, b) importance de nos archives historiques, c) les droits d'auteurs au Canada ; - banquet ; - beaucoup de diffusion dans les journaux <i>The Ottawa Citizen</i> et le <i>Ottawa Free Press</i>
9 janvier 1878	à l'Institut	soirée littéraire (conférence) et musicale	- Napoléon Bourassa de Montréal présente une conférence : <i>Coup d'œil sur l'Art du Moyen-Âge</i> ; - concert par l'Orchestre de l'Institut
21 février 1878	à l'Institut	soirée musicale, dramatique et littéraire	- orchestre ; - conférence : <i>Impressions de voyage en Europe et particulièrement à Rome</i> par l'abbé Poulin ; - comédie : <i>Un duel sans témoins</i>
4 novembre 1878		grand concert sacré	- par les diverses sociétés nationales de la ville : Société St-George, Société St-André, Société littéraire St-Patrice, Société St-Patrice, SSJBO
3 février 1879	à l'Institut	grande soirée musicale et dramatique	- par l'Institut ; - comédie : <i>Souffrez-moi dans l'œil</i> ; - la pochade <i>Un duel à poudre</i> ;

			<ul style="list-style-type: none"> - la pantomime <i>Le diable rouge</i> ; - concert de l'orchestre
19 février 1879		soirée dramatique et littéraire	<ul style="list-style-type: none"> - par le Cercle des Familles ; - conférence : <i>Impressions de voyage : Rome, Naples, Pompéi, Venise et Lourdes</i> par le Docteur F-X Valade ; - pièce de théâtre <i>Le diable rouge</i> ; - recettes de la soirée donner aux pauvres
26 février 1879		soirée dramatique et littéraire	<ul style="list-style-type: none"> - par le Cercle des familles ; - conférence sur les chansons anciennes françaises (ex : Marseillaise) par Benjamin Sulte ; - la pantomime <i>Le barbier dentiste</i>
5 mars 1879		soirée musicale, dramatique et littéraire (conférence)	<ul style="list-style-type: none"> - par le Cercle des familles ; - conférence : <i>Les cérémonies du mariage</i> par Pascal Poirier ; - la pantomime <i>Jack and Jill</i> ; - concert de l'orchestre
12 mars 1879		soirée dramatique et littéraire (conférence)	<ul style="list-style-type: none"> - par le Cercle des familles ; - conférence sur les charlatans par le Docteur Prévost ; - pantomime <i>Les amoureux de la ferme</i>
19 mars 1879		soirée dramatique et littéraire (conférence)	<ul style="list-style-type: none"> - par le Cercle des familles ; - conférence de Benjamin Sulte ; - pantomime <i>Jack and Jill</i>
6 décembre 1880		soirée musicale	<ul style="list-style-type: none"> - discours du président Pascal Poirier sur l'historique de l'Institut afin d'encourager le recrutement - concert
13 décembre 1880	à l'Institut	soirée littéraire (conférence)	<ul style="list-style-type: none"> - par le Cercle des familles ; - conférence sur l'enseignement par Antoine Gobeil, Benjamin Sulte, Pascal Poirier et Louis-Adolphe Olivier
20 décembre 1880	à l'Institut	soirée musicale et littéraire (conférence)	<ul style="list-style-type: none"> - conférence de Elie Tassé sur le magnétisme animal et les tables tournantes ; - concert par l'orchestre de l'Institut et chants de divers chanteurs d'ailleurs
3 janvier 1881	à l'Institut	soirée musicale et littéraire (conférence)	<ul style="list-style-type: none"> - conférence de Benjamin Sulte et de Pascal Poirier : <i>Aurait-il été plus avantageux pour le Canada de demeurer sous la domination française ?</i> ; - concert par l'orchestre et piano
10 janvier 1881	à l'Institut	soirée musicale et littéraire (conférence)	<ul style="list-style-type: none"> - conférence : <i>Philosophie de la musique</i> par le Père Pallier ; - concert de l'orchestre, piano et chants comiques
17 janvier 1881		soirée dramatique et musicale	<ul style="list-style-type: none"> - comédies : <i>Le départ pour la Californie</i> et <i>Le divorce d'un tailleur</i> ; - par l'Union dramatique des Chaudières qui semble parrainé par

			l'Institut
24 janvier 1881	à l'Institut	soirée musicale et littéraire (conférence)	- conférence de Monsieur Landry sur ses voyages en Italie ; - concert de l'orchestre et piano
30 janvier 1881	à l'Institut	soirée dramatique	- comédie : <i>La caverne de Wakefield</i> rédigé par Augustin Laperrière - par le club dramatique d'Ottawa parrainé par l'Institut
6 février 1881	à l'Institut	soirée musicale et littéraire (conférence)	- conférence : <i>La naissance, le mariage et la mort</i> par Alphonse Lusignan ; - concert
12 février 1881	à l'Institut	soirée musicale et littéraire (conférence)	- conférence sur la science par le Père Ballard ; - concert
20 février 1881	à l'Institut	soirée littéraire (conférence)	- conférence <i>Antiquités américaines</i> par Benjamin Sulte ; - faible participation depuis un certain temps : on pense annuler le cours d'hiver (Cercle des familles)
27 février 1881	à l'Institut	grande soirée musicale et littéraire	- conférence : <i>Conférenciers de Paris</i> par le juge Routhier ; - concert ; - invités : M ^{gr} Duhamel, Président de la Chambre des communes Joseph Godéric Blanchet, députés, sénateurs ; - grande participation
3 mars 1881	à l'Institut	soirée d'inauguration de la Société des Beaux-arts de l'Institut	- conférence sur les Beaux-arts par le juge Routhier ; - invité : M ^{gr} Duhamel
13 mars 1881	à l'Institut	soirée musicale et littéraire (conférence)	- conférence <i>Les Sociétés secrètes</i> par le sénateur François-Xavier-Anselme Trudel et concert
29 novembre 1881	à l'Institut	soirée musicale et littéraire (conférence)	- conférence par le président Alphonse Lusignan ; - discours par Lusignan, M ^{gr} Duhamel et Arthur Buies : importance de grossir les rangs de l'Institut pour protéger les intérêts nationales et patriotiques des Canadiens français d'Ottawa
18 décembre 1881	à l'Institut	soirée musicale, littéraire (conférence) et poétique	- conférence sur l'histoire canadienne-française par Benjamin Sulte ; - concert et poésie
15 janvier 1882	à l'Institut	soirée musicale et littéraire (conférence)	- conférence de l'abbé Casgrain et le Docteur Valade ; - concert
20 janvier 1882	à l'Institut	soirée musicale et littéraire (conférence)	- conférence de Benjamin Sulte ; - adresse du maire le Docteur St-Jean ; - concert
12 février 1882	à l'Institut	soirée musicale et littéraire (conférence)	- conférence par Joseph Tassé et Dauray ; - concert
19 février 1882	à l'Institut	soirée musicale et littéraire (conférence)	- conférence par Joseph Tassé ; - concert

26 février 1882	à l'Institut	soirée musicale et littéraire (conférence)	- conférence <i>L'histoire des guerres de 1665 et 1713</i> par Benjamin Sulte ; - concert
5 mars 1882	à l'Institut	soirée musicale et littéraire (conférence)	- conférence sur l'histoire de Détroit, de la Louisiane et du Nord-Ouest ; - concert
19 mars 1882	à l'Institut	soirée musicale et littéraire (conférence)	- conférence sur la Guerre de 7 ans ; - concert
21 mars 1882	à l'Institut	soirée dramatique et musicale	- opérette et concert ; - invité : le Président de la Chambre des communes Joseph Godéric Blanchet
3 avril 1882	à l'Institut	soirée musicale et littéraire (conférence)	- conférence sur la Guerre d'indépendance américaine par Benjamin Sulte ; - concert
17 avril 1882	à l'Institut	soirée musicale et littéraire (conférence)	- conférence sur les méthodes d'enseignement par l'abbé Tanguay ; - concert
24 avril 1882	à l'Institut	soirée musicale et littéraire (conférence)	- conférence sur la Guerre de 1812 par Benjamin Sulte ; - concert
5 mai 1882	à l'Institut	soirée musicale et littéraire (conférence)	- conférence de clôture du Cercle des familles et amusements (jeux)
21 novembre 1882	à l'Institut	soirée musicale et littéraire (conférence)	- conférence d'ouverture du Cercle des familles par Benjamin Sulte, M ^c Louis-Adolphe Olivier et M. Boucher ; discours du président de l'Institut (Olivier) et de M ^{sr} Duhamel
1886	à l'Institut	soirée littéraire (conférence)	- conférence du petit-neveu de l'Empereur Napoléon, c'est-à-dire Lucien-Napoléon-Bonaparte Wyse
4, 11, 18 et 26 février 1892 ; 3, 10, 17 et 24 mars 1892 ; 21 et 28 avril 1892 ; 12 mai 1892		11 soirées = 11 pièces de théâtres	- soirées du Cercle des familles ; - divers soirs donc non fixe
14 avril 1898	Théâtre Russell	soirée dramatique	- pièce de théâtre : <i>Courrier de Lyon</i> - au profit de l'Institut et de l'Orphelinat St-Joseph ; - invités : Sir Wilfrid Laurier et Sir A. P. Caron
19 juin 1899		fête champêtre	- fête organisée par l'Institut
23 novembre 1899	à l'Institut	fête à la tire	- fête offerte par l'Institut
17 mai 1900		soirée musicale bénéfique	- concert bénéfice pour victime de l'incendie d'Ottawa et de Hull par L'Orphéon canadien-français d'Ottawa sous la direction d'Amédée Tremblay ; - invités : Sir Wilfrid Laurier, Sir A. P. Caron, maire Payment et M ^{sr} Duhamel
23 mars 1904	Théâtre Russell	soirée musicale bénéfique	- concert bénéfice de l'Institut au profit de l'Université d'Ottawa qui a

			été incendié ; prélève 226,20\$
28 février 1905	salle St-Patrice	soirée musicale et littéraire (conférence)	- concert de l'Institut ; - le Gouverneur général Lord Grey et la Comtesse Grey sont les hôtes d'honneurs
6 mai 1909	à l'Institut	soirée littéraire (conférence)	- conférence (cours d'hiver) sur la philosophie et la littérature

ANNEXE 5
 ABONNEMENTS DE JOURNAUX DE L'INSTITUT ENTRE 1865 ET 1893²⁵⁷

JOURNAL	ANNÉES D'ABONNEMENT
<i>The Union</i> (Ottawa)	1865
<i>L'Union nationale</i> (Montréal)	1865
<i>Le Courrier d'Outaouais</i>	1873
<i>Le Canadien</i> (Québec)	1865
<i>Le Courrier de Ste-Hyacinthe</i>	1865
<i>Le Pays</i> (Montréal)	1865
<i>The Quebec Chronicle Daily</i>	1865
<i>The Toronto Globe Weekly</i>	1865
<i>The Scottish American Journal</i>	1865
<i>The Toronto Leader</i>	1865
<i>The Daily Montreal Gazette</i>	1865
<i>Gazette de Sorel</i>	1865
<i>La Revue canadienne</i>	1873
<i>L'Écho du Cabinet paroissial</i>	1865
<i>Le nouveau monde</i>	1873
<i>The True Witness</i> (Montréal)	1872
<i>L'Événement</i>	1865 et 1872
<i>Le Courrier du Canada</i> (Québec)	1865 et 1871-73
<i>The Canadian Freeman</i>	1865
<i>Le national</i>	1872-75
<i>Le Journal de Québec</i>	1865 et 1872
<i>Le Nord</i>	1865
<i>La Minerve</i>	1865
<i>Gazette des familles</i>	
<i>Courrier des Etats-Unis</i>	1872-74
<i>L'Opinion publique</i>	
<i>Constitutionnel</i>	1872
<i>Franc Parleur</i>	1872
<i>The Ottawa Citizen</i>	1872

²⁵⁷ Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Fonds de l'Institut canadien-français d'Ottawa, C36-V6.

ANNEXE 6
LISTE DES JOURNAUX DE LANGUE FRANÇAISE À OTTAWA²⁵⁸

JOURNAL	FONDA TION	DURÉE
<i>Le Progrès</i>	1858	6 mois
<i>Le Courrier d'Ottawa</i>	1861	3 ans
<i>Le Canada</i>	1865	4 ans
<i>Le Soleil</i>	1865	1 jour
<i>L'Impartial</i>	1869	10 semaines
<i>Le Courrier d'Outaouais</i>	1870	6 ans
<i>Le Bulletin du commerce</i>	1874	1 an
<i>Le Foyer domestique</i> (devient <i>L'Album des familles</i>)	1876	8 ans
<i>Le Progrès</i>	1877	1 an
<i>La Gazette des familles</i>	1878	1 an
<i>Le Fédéral</i>	1878	2 mois
<i>Le Journal pour tous</i>	1878	2 ans
<i>Le Jeune Âge</i>	1878	quelques mois
<i>La Gazette d'Ottawa</i>	1878	10 mois
<i>Le Canada</i>	1879	
<i>Le Fantasque</i>	1879	
<i>Le Triboulet</i>	1879	
<i>La Vallée d'Outaouais</i>	1884	
<i>Le Messager comique</i>	1885	
<i>Courrier fédéral</i>	1887	14 mois
<i>Le Drapeau national</i>	1891	1 semaine
<i>Le Temps</i>	1894	22 ans
<i>Le Frou-Frou</i>	1896	
<i>Le Vrai canadien</i>	1896	1 mois
<i>L'Écho d'Ottawa</i>	1896	1 mois
<i>Nouvelle publication populaire</i>	1896	de courte durée
<i>Le Canada</i>	1897	17 ans
<i>La Semaine agricole</i>	1900	quelques mois
<i>L'Ontario français</i>	1902	2 ans
<i>Le Pionnier canadien</i>	1904	1 an
<i>La Concorde</i> (devient <i>La Justice</i> dès la seconde semaine)	1911	1 semaine
<i>La Justice</i>	1912	
<i>Le Droit</i>	1913	jusqu'à aujourd'hui

²⁵⁸ Paul-François Sylvestre, *Les journaux de l'Ontario français, 1858-1983*, Sudbury, Université de Sudbury, 1984, Société historique du Nouvel-Ontario, no. 81, 59 p.

ANNEXE 7
LITTÉRATURE PATRIOTIQUE PARUE DANS LE BULLETIN DE L'UNION
SAINT-JOSEPH

SOYONS UNIS !²⁵⁹

Il est sur le sol d'Amérique,
Un doux pays chéri des cieux,
Où la nature magnifique
Prodigue ses dons merveilleux.
Ce sol fécondé par la France
Qui régna sur ces bords fleuris.
C'est notre amour, notre espérance,
Canadiens, c'est notre pays.

Pour conserver cet héritage.
Que nous ont légué nos aïeux,
Malgré les vents, malgré l'orage,
Soyons toujours unis comme eux.
Marchant sur leur brillante trace,
De leurs vertus suivons la loi.
Ne souffrons pas que rien efface
Et notre langue et notre foi.

O de l'union fraternelle,
Jour triomphant et radieux,
Ah ! puisse ta flamme immortelle
Remplir notre cœur de ses feux !
Oui, puisse cette union sainte,
Qui fit nos ancêtres si grands,
Garder toujours de toute atteinte
L'avenir de leurs descendants !

Les vieux chênes de la montagne
Où combattirent nos aïeux ;
Le sol de la verte campagne
Où coula leur sang généreux ;
Le flot qui chante à la prairie
La splendeur de leurs noms bénis,
La grande voix de la patrie,
Tout nous redit : « Soyons unis. »

²⁵⁹ Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Fonds de l'Union St-Joseph d'Ottawa, PER 1587-B, *Bulletin officiel*, 15 juillet 1900.

RALLIONS-NOUS !²⁶⁰

Fils de Champlain, en nos jours de liesse,
 Remémorons les pages d'autrefois,
 De preux vaillants, de héros sans faiblesse
 Rappelons-nous les glorieux tournois,
 Ils n'ont jamais calculé la souffrance,
 Du vieux drapeau ces défenseurs jaloux ;
 Comme eux toujours au saint nom de la France
 Rallions-nous !

Le souvenir des luttes surhumaines
 De nos aïeux, au courage indompté,
 Doit allumer tout le sang de nos veines
 Et mettre en nous une immense fierté.
 De ces géants l'éblouissante trace
 Est le chemin que l'on doit suivre tous ;
 Pour y marcher, éternisant leur race,
 Rallions-nous !

Comme un trésor précieux et sublime
 Gardons au fond de nos cœurs éblouis
 Le culte cher et l'orgueil légitime
 De notre histoire aux épiques récits.
 C'est l'union qui fit vaincre nos pères
 De l'oublier, serons-nous assez fous ?
 Pour être forts, heureux, grands et prospères,
 Rallions-nous !

²⁶⁰ Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Fonds de l'Union St-Joseph d'Ottawa, PER 1587-B, *Bulletin officiel*, 15 août 1900.

ANNEXE 8
PRÉSIDENTS DE L'INSTITUT CANADIEN-FRANÇAIS D'OTTAWA²⁶¹

DATE	PRÉSIDENT (par année)	DATE	PRÉSIDENT (par année)
1852-53	Joseph-Balsora Turgeon	1882-83	M ^e Louis-Adolphe Olivier
1853-54	Docteur Jacques-Télesphore-Cléophas Trottier de Beaubien	1883-84	Docteur Léandre-Coyteux Prévost
1854-55	John Bonassina	1884-85	Docteur Léandre-Coyteux Prévost
1855-56	Docteur Jacques-Télesphore-Cléophas Trottier de Beaubien	1885-86	Fabien-René-Édouard Campeau
1856	Jean-Damasse Bourgeois	1886-87	Fabien-René-Édouard Campeau
1856-57	Pascal Comte	1887-88	Stanislas Drapeau
1857-58	Docteur Jacques-Télesphore-Cléophas Trottier de Beaubien	1888-89	?
1857-58	Jean-Baptiste Richer	1889-90	Elzébert-F.-E. Roy
1858-59	Docteur Jacques-Télesphore-Cléophas Trottier de Beaubien	1890-91	Elzébert-F.-E. Roy
1859-60	Docteur Pierre Saint-Jean	1891-92	Antoine Gobeil
1860-61	Docteur Étienne-Romuald-Eugène Riel	1892-93	Antoine Gobeil
1861-62	Pascal Comte	1893-94	Antoine Gobeil
1862-63	Docteur Pierre Saint-Jean	1894-95	Docteur François-Xavier Valade
1863-64	Docteur Étienne-Romuald-Eugène Riel	1895-96	Docteur François-Xavier Valade
1864-65	Docteur Pierre Saint-Jean	1896-97	Docteur François-Xavier Valade
1865-66	Joseph-Balsora Turgeon	1897	Fabien-René-Édouard Campeau
1866-67	Docteur Pierre Saint-Jean	1897-98	Alphonse-Antoine Taillon
1867-68	Isidore Traversy	1898-99	M ^e Siméon Lelièvre
1868-69	John William Peachy	1899-1900	M ^e Siméon Lelièvre
1869-70	John William Peachy	1900-01	Benjamin Sulte
1870-71	Stanislas Drapeau	1900-01	Toussaint-Gédéon Coursolles
1871-72	M ^e Eugène-Philippe Dorion	1901-02	Alphonse-Télesphore Charron
1872-73	M ^e Joseph Tassé	1902-03	Alphonse-Télesphore Charron
1873-74	M ^e Joseph Tassé	1903-04	M ^e Auguste Lemieux
1874-75	Benjamin Sulte	1904-05	M ^e Auguste Lemieux
1875-76	Benjamin Sulte	1905-06	Samuel Genest
1876-77	Alphonse Benoît	1906-07	Joseph-Gilbert Barrette

²⁶¹ Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Fonds de l'Institut canadien-français d'Ottawa, C36-6/1/1. Sénateur Pascal Poirier, *Réminiscences*, 1908, p. 3.

1877-78	Alphonse Benoît	1907-08	Rodolphe Girard
1878-79	Augustin Laperrière	1908-09	Arthur-T. Genest
1879-80	Augustin Laperrière	1909-10	M ^e Charles-Avila Séguin
1880-81	Pascal Poirier	1910-11	M ^e Charles-Avila Séguin
1881-82	M ^e Alphonse Lusignan	1911-12	Rodolphe Girard

ANNEXE 9
LES PRÉSIDENTS DE LA SOCIÉTÉ ST-JEAN-BAPTISTE D'OTTAWA
DE 1853 À 1919²⁶²

1. Docteur De Beaubien
2. Docteur St-Jean
3. Isidore Champlain
4. Stanislas Drapeau
5. Benjamin Sulte
6. Docteur F.-X. Valade
7. O. Durocher
8. Oscar McDonnell
9. Napoléon Champagne
10. E. F. E. Roy
11. John Chamard
12. P. H. Chabot
13. J. V. Vincent
14. A. T. Charron
15. J. B. T. Caron
16. C. S. O. Boudreault
17. Samuel Genest
18. E. L. Chevrier
19. Charles Leclerc

²⁶² La Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, *Lisez et faites lire*, Ottawa, 1^{er} novembre 1919, p. 15.

LISTE DES CARTES

1. Carte de l'Est ontarien en 1874.....	18
---	----

TABLE DES SIGLES

ACFEO : Association canadienne-française d'éducation d'Ontario

CRCCF : Centre de recherche en civilisation canadienne-française

FSSJBO : Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste d'Ottawa

ICFO : Institut canadien-français d'Ottawa

SSJBO : Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa

SSVP : Société St-Vincent-de-Paul

USJO : Union Saint-Joseph d'Ottawa

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	ii
REMERCIEMENTS.....	iv
BIBLIOGRAPHIE.....	v
INTRODUCTION.....	1
1. DÉFINITIONS DE CERTAINS CONCEPTS.....	12
1.1 Nation et nationalité.....	12
1.2 Nationalisme.....	13
1.3 Canadiens français.....	15
1.4 Bytown et Ottawa.....	16
2. L'ORGANISATION DES CANADIENS FRANÇAIS D'OTTAWA.....	19
2.1 Institut canadien-français d'Ottawa.....	19
2.2 Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa.....	21
2.3 Union Saint-Joseph d'Ottawa.....	23
2.4 Autres cercles et organismes.....	24
3. MANIFESTATIONS NATIONALES DES CANADIENS FRANÇAIS D'OTTAWA.....	29
3.1 Processions et célébrations religieuses, fêtes patriotiques et patronales..	29
3.2 Vie et fierté culturelle et linguistique.....	31
3.3 Outils de communication : journaux.....	38
4. REVENDICATIONS DES CANADIENS FRANÇAIS D'OTTAWA.....	41
4.1 Monseigneur Joseph-Bruno Guigues.....	41
4.1.1 Écoles séparées.....	41
4.1.2 Collège de Bytown.....	52
4.1.3 Colonisation.....	56
4.2 Monseigneur Joseph-Thomas Duhamel.....	61
4.2.1 Éducation.....	61
4.3 Institut canadien-français d'Ottawa.....	67
4.4 Société St-Jean-Baptiste d'Ottawa.....	70
4.5 Union Saint-Joseph d'Ottawa.....	72
4.6 Association canadienne-française d'éducation d'Ontario.....	75
5. BRÈVE COMPARAISON AVEC LE NATIONALISME CANADIEN-FRANÇAIS DU QUÉBEC.....	76

CONCLUSION.....	87
ANNEXES.....	94
SIGNATAIRES DU DOCUMENT CONSTITUTIONNEL DE 1855.....	94
MEMBRES FONDATEURS DE L'UNION SAINT-JOSEPH.....	95
CONSEILS LOCAUX EN 1898-1899.....	96
LISTE PARTIELLE DES ACTIVITÉS CULTURELLES À OTTAWA....	97
ABONNEMENTS DE JOURNAUX DE L'INSTITUT ENTRE 1865 ET 1893.....	104
LISTE DES JOURNAUX DE LANGUE FRANÇAISE À OTTAWA.....	105
LITTÉRATURE PATRIOTIQUE PARUE DANS LE BULLETIN DE L'UNION SAINT-JOSEPH.....	106
PRÉSIDENTS DE L'INSTITUT CANADIEN-FRANÇAIS D'OTTAWA.	108
LES PRÉSIDENTS DE LA SOCIÉTÉ ST-JEAN-BAPTISTE D'OTTAWA DE 1853 À 1919.....	110
LISTE DES CARTES.....	111
TABLE DES SIGLES.....	112